

**RAPPORT
DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

2021

L'AGRICULTURE
TROPICALE
RESPONSABLE





Le palmier à huile

est la plante qui consomme le moins de surface pour la même quantité d'huile produite

produit l'huile végétale la plus riche en carotènes, source naturelle de vitamine A



L'hévéa

permet une fixation efficace du carbone

produit du caoutchouc, une matière première naturelle et durable



45,2

millions d'€
de budget dédié au développement durable



Message du Président

Il y a deux ans, peu d'entre nous auraient imaginé les perturbations dramatiques qu'une pandémie pourrait engendrer dans le monde. Après cette deuxième année de contraintes, nous sommes fiers de la façon dont notre « communauté Socfin » a prouvé sa résilience et fait preuve d'esprit d'équipe dans l'adversité.

Nos chaînes d'approvisionnement palmier à huile et hévéa naturel ont continué à fonctionner efficacement grâce à nos équipes sur le terrain qui sont parvenues à assurer la continuité de nos activités opérationnelles : nous avons ainsi **perpétué des emplois, des revenus stables aux milliers de familles** liées à nos plantations, ainsi qu'un approvisionnement constant de ces régions en huile de palme, cette importante denrée de première nécessité.

Sur plusieurs sites, nous avons auparavant subi la violente crise due au virus Ébola et avons alors établi des normes rigoureuses et créé d'efficaces cordons sanitaires. Forts de cette expérience, les mesures d'hygiène, ainsi que la gestion opérationnelle mises en place en 2020, nous ont permis de gérer de manière efficace cette nouvelle pandémie et, durant cette seconde année, nous avons poursuivi les dons de matériel, les plans de sensibilisation et de formation pour nos employés, pour nos équipes médicales, sans oublier les communautés avoisinantes.

Ces mesures, cette discipline et le courage de nos équipes médicales ont porté leurs fruits sur l'ensemble des plantations du Groupe.

La pandémie a montré la fragilité de notre monde, mais aussi notre lien profond avec la nature. Ceci nous a conforté dans notre engagement de longue date envers la sauvegarde des ressources naturelles et des écosystèmes.

Malgré les nombreuses difficultés, notamment logistiques, découlant de la pandémie, nous avons continué notre programme de développement durable, avec, en particulier, la réalisation d'un planning ambitieux de certification de l'ensemble de nos plantations au standard RSPO. L'engagement de nos équipes, couplé à leur courage et à leur expertise, a permis la mise en place d'un travail collaboratif

sur le terrain avec l'ensemble des parties prenantes : nous avons ainsi obtenu la certification RSPO pour la majeure partie de **nos opérations, les dernières le seront en 2022**, ce qui fait de Socfin le Groupe agro-industriel le plus important d'Afrique, pour le nombre d'huileries et la production d'huile de palme brute ainsi certifiées.

Notre ambition sur le long terme reste plus que jamais **le développement et la promotion d'une agriculture tropicale responsable, résiliente et créant de la valeur ajoutée pour tous : employés, communautés, clients, fournisseurs, partenaires et actionnaires**. Nous sommes implantés dans des régions qui doivent faire face à de nombreux défis socioéconomiques, sanitaires, humains ou environnementaux. Cela nous motive en tant que Groupe à travailler au quotidien à la mise en œuvre de solutions qui peuvent améliorer **les conditions de vie et encourager ce type d'agriculture efficiente, respectueuse et transformatrice**.

Notre mission est de produire de l'huile de palme et du caoutchouc naturel de manière durable. Nous restons convaincus qu'une approche holistique de notre métier favorise le développement rural socioéconomique à long terme et améliore la qualité de vie tout en protégeant l'environnement. Pour cela, nous avons fondé notre démarche sur une charte de standards et de bonnes pratiques (politique de gestion responsable), qui nous assure de pouvoir renforcer et protéger les droits des communautés, améliorer leur qualité de vie et protéger l'environnement au sein et autour de nos plantations.

Nous vous invitons à prendre connaissance des réalisations concrètes que nous avons menées à ce jour et des impacts positifs que peuvent générer les actions du programme de développement durable de notre Groupe. Ce développement durable nécessite un travail d'équipe continu, c'est pourquoi il est toujours intéressant de favoriser les échanges d'idées et de bonnes pratiques.

Hubert Fabri
Président

info@socfin.com

	Notre Groupe	1	6
	Pour un développement local et rural	2	32
	Pour nos employés locaux et les communautés	3	54
	Pour notre environnement	4	88
	Focus sur nos produits durables	5	112
	Suivez-nous	6	126
	Annexes	7	128

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

« Parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous ».

En tant que Groupe international, nous voulons contribuer à la réalisation de ces objectifs élaborés par les Nations Unies, les ODD¹.

Ce rapport explique toutes les actions mises en œuvre au quotidien dans nos plantations pour apporter notre participation et aider à atteindre ces objectifs.

Notre programme de développement durable cherche à contribuer à 12 des 17 ODD.

1 PAS DE PAUVRETÉ



Plus de 51 600 emplois dans des régions rurales

2 FAIM « ZÉRO »



Promouvoir l'agriculture tropicale respectueuse et transformatrice dans des régions reculées d'Afrique et d'Asie

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Accès aux soins de santé sur tous les sites

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Accès à l'éducation pour près de 62 500 enfants

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Renforcer l'équité entre les genres

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



Accès à l'eau, gestion durable et traitement des eaux

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Apporter des solutions pour accélérer le développement rural, assurer des conditions de travail décentes et transmettre des compétences techniques et responsables

10 INÉGALITÉS RÉDUITES



Améliorer ou créer des infrastructures locales

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



Promouvoir une agriculture durable et tolérance zéro pour la déforestation

Améliorer la performance énergétique

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Promouvoir un équilibre entre le développement agricole et la préservation des ressources naturelles au sein et autour des plantations

15 VIE TERRESTRE



Préservation des forêts, reforestation et afforestation

Identification et protection des zones HVC

16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Respect des accords fonciers signés avec les États et gestion des activités en parfaite conformité avec les législations locales

¹ Les Objectifs de Développement Durable (ODD), fixés par l'ONU en 2015, définissent les priorités mondiales de développement durable, en mettant en évidence les plus grands problèmes sociaux et environnementaux de notre planète. Ils comprennent 17 objectifs à atteindre pour 2030 et donnent « la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous ».



Notre Groupe



1.1	Contexte	p07
1.2	Chiffres clés	p08
1.3	Notre organisation	p10
1.4	Notre histoire	p12
1.5	10 pays dans lesquels nous encourageons une agriculture tropicale respectueuse et transformatrice	p16
1.6	Notre ambition	p18
1.7	Notre système de gouvernance responsable	p20
1.8	La mise en œuvre de notre gouvernance responsable	p20
1.9	Nos engagements d'ici 2025	p26

1.1

Contexte

Sur tous les sites où nous travaillons, nous avons toujours cherché à produire de l'huile de palme et du caoutchouc avec une approche durable qui bénéficie à tous : aux employés et à leurs familles, aux planteurs villageois et aux communautés en améliorant leurs conditions de vie.

À titre d'exemple, l'huile de palme que nous produisons en Afrique est destinée à la consommation locale. Elle contribue de cette manière à la sécurité alimentaire de ces populations en pleine explosion démographique.

En effet, dans ces régions, l'huile de palme, constitue la base alimentaire de la cuisine traditionnelle de centaines de millions de personnes depuis des millénaires.

L'explosion démographique en Afrique d'une part, et le renforcement des standards internationaux en termes d'hygiène et de respect de l'environnement d'autre part, constituent de nouveaux défis pour le secteur agroalimentaire, et encore plus spécifiquement pour les planteurs villageois en zone rurale.

Cette situation rend ces pays dépendants des importations venant d'Asie du Sud-Est alors que leur potentiel agricole leur permettrait d'être autosuffisants.



Le Nigéria, par exemple, a dû importer 450 000 tonnes d'huile de palme en 2021 afin de satisfaire les besoins de sa population, non atteints en raison d'une production locale insuffisante. Face à cette situation, le gouvernement a mis en place un plan d'investissement de 500 millions de dollars dans le secteur du palmier à huile.

Dans ce pays, autrefois premier producteur mondial d'huile de palme, cette politique vise à augmenter la production nationale de 700% d'ici 2027, afin de répondre à la demande locale et de réduire les dépenses en importation.

Le gouvernement encourage également l'accès à l'investissement aux planteurs villageois et leur formation.

Nous mettons donc en place des partenariats avec les planteurs villageois, ce qui favorise le développement de leurs propres plantations, augmente la quantité d'huile produite localement et réduit finalement la pauvreté dans ces régions en améliorant les conditions de vie.

Et, contrairement à l'idée préconçue, le modèle de « plantation agro-industrielle » et le modèle de « plantation villageoise » sont complémentaires et interdépendants. Couplés, ils répondent de façon efficace et adaptée aux besoins de développement socioéconomique de ces régions, tout en assurant une préservation de leur environnement.



72,9

millions d'€
d'investissements
totaux du Groupe

45,2

millions d'€
de budget dédié au
développement durable

51 600

emplois directs
et indirects

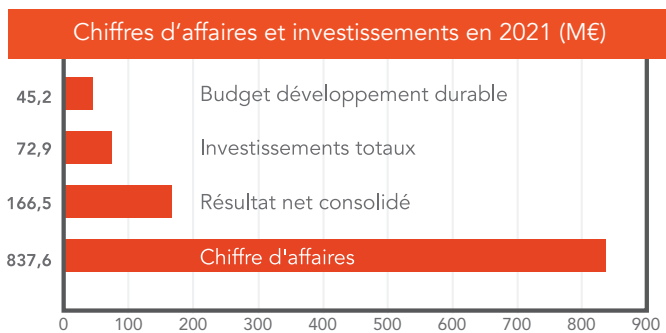


△ Palmiers à huile et hévéas, Dibombari, Socapalm, Cameroun

1.2

Chiffres clés

Nous sommes convaincus que la pérennisation de nos activités est la base nécessaire à tout programme de développement durable. En cette année 2021, à nouveau empreinte de la pandémie de Covid-19, nos activités ont malgré tout dégagé un résultat annuel positif avec un chiffre d'affaires à 837,6 millions €.



△ Ramassage des régimes, SOGB, Côte d'Ivoire



△ Huile de palme brute, Édéa, Socapalm, Cameroun

Production d'huile de palme brute (tonnes)

	2019	2020	2021
Huile de palme produite par nos plantations	434 013	468 303	489 915
Huile de palme produite sur base d'achats de fruits à des tiers	34 428	35 623	46 775
Total	468 441	503 926	536 690

Production de caoutchouc sec (tonnes)

	2019	2020	2021
Caoutchouc sec produit par nos plantations	68 873	64 082	68 338
Caoutchouc sec produit sur base d'achats de caoutchouc humide à des tiers	94 102	96 329	96 395
Total	162 975	160 411	164 733



△ Fonds de tasse de caoutchouc, SOGB, Côte d'Ivoire



837,6

millions d'€
de chiffre d'affaires



536 700

tonnes d'huile de palme produites



164 700

tonnes de caoutchouc produites



15,03

millions de semences
produites



191 900

ha de plantations



32%
d'hévéas



68%
de palmiers





△ Mission opérationnelle du Groupe Socfin, Nigéria

1.3

Notre organisation

Nous tenons à soutenir nos équipes opérationnelles de manière efficace. Pour cela, au fur et à mesure des années, nous nous sommes structurés en différentes filiales, répondant chacune à un domaine d'expertise bien précis.

Socfinco FR : gestion de nos plantations agro-industrielles et assistance technique, coordination de la recherche scientifique dans le domaine agronomique, gestion du développement et de l'exploitation de nos installations productrices d'énergies vertes ;

Sodimex FR : centrale d'achats au service de nos plantations ;

Sogescol FR : commercialisation et exportation de notre caoutchouc naturel et de notre huile de palme ;

Induservices FR : développement et fourniture de nos solutions informatiques et administratives.

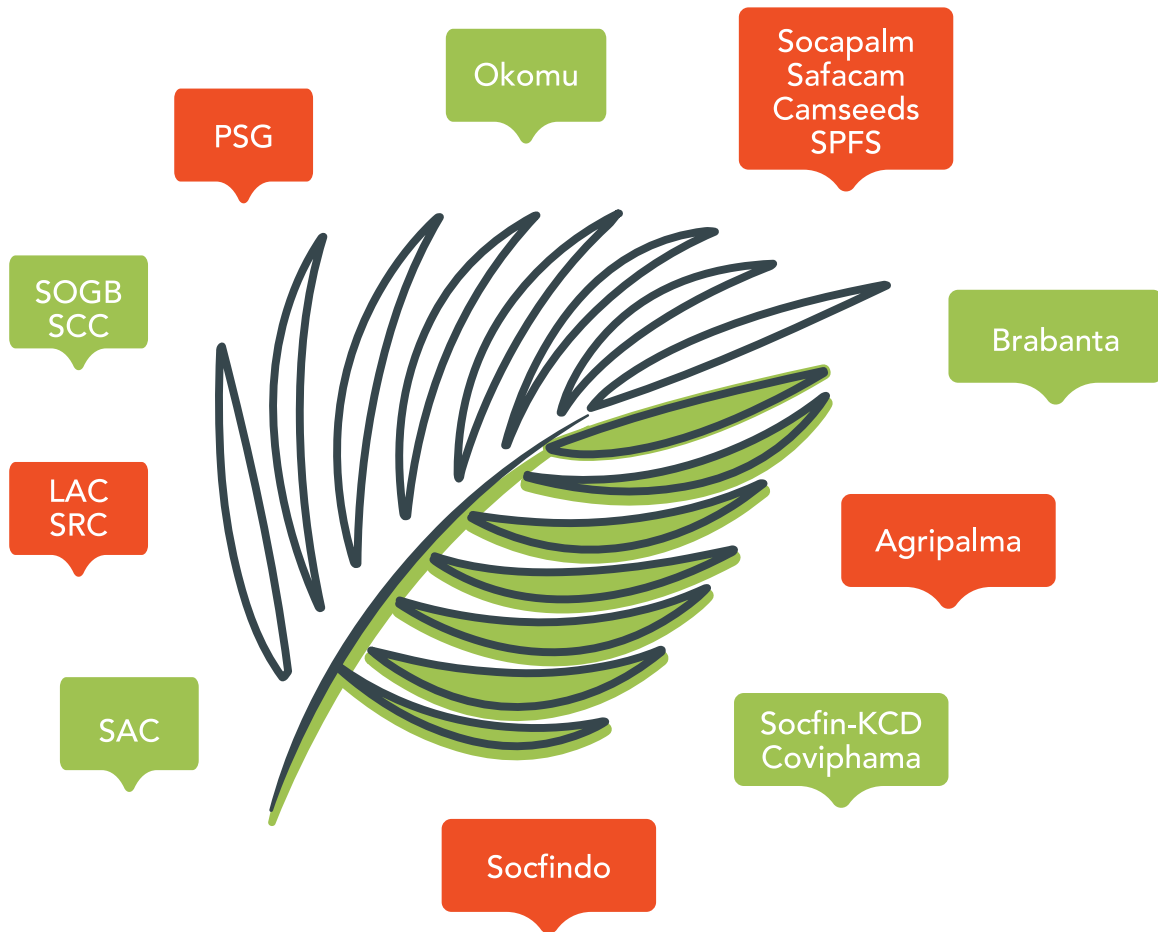
Nos 16 filiales locales comptent 36 sites opérationnels et 2 centres de recherche.

Au quotidien, nous travaillons tous en étroite collaboration afin de garantir une intégration cohérente entre le développement global du Groupe, les opérations sur le terrain et l'implémentation de nos engagements de développement durable pour aller vers une agriculture tropicale responsable et transformatrice.

NOTRE ORGANISATION



Une organisation agile, mettant en synergie des expertises et des expériences, avec en son coeur les pratiques de **l'agriculture respectueuse et transformatrice.**



AGRONOMIQUE

Informatique

Commercialisation

Recherche et développement

ACHATS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Industriel

Communication

Financier

ADMINISTRATIF

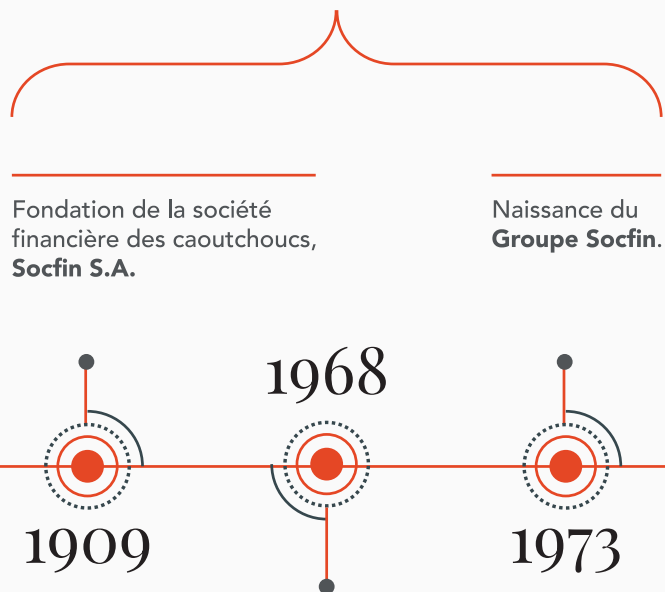


1.4

Notre histoire

Un siècle d'expertise de terrain.
Pionner du développement à long terme des régions rurales
grâce à une agriculture tropicale responsable.

Fondation du Groupe en sécurisant les conditions de vie rurale et de santé sur le terrain.



Fondation de la société
financière des caoutchoucs,
Socfin S.A.

Naissance du
Groupe Socfin.

1909

1968

1973

Création de **Socfindo**
avec le Gouvernement
indonésien.

Chaque village est doté d'une crèche, d'une école, d'un dispensaire, d'une place des marchés, d'un magasin et d'un terrain de football. Le personnel est logé par l'Entreprise, à proximité de son lieu de travail.

Les soins médicaux des employés et de leur famille sont pris en charge. Les hôpitaux des plantations sont gérés par des médecins expatriés accompagnés d'équipes locales.

Ensuite, en 1968, toutes les maisons sont remplacées par des constructions en dur. Un « camion cinéma » tourne même mensuellement sur les plantations et des spectacles traditionnels sont organisés.

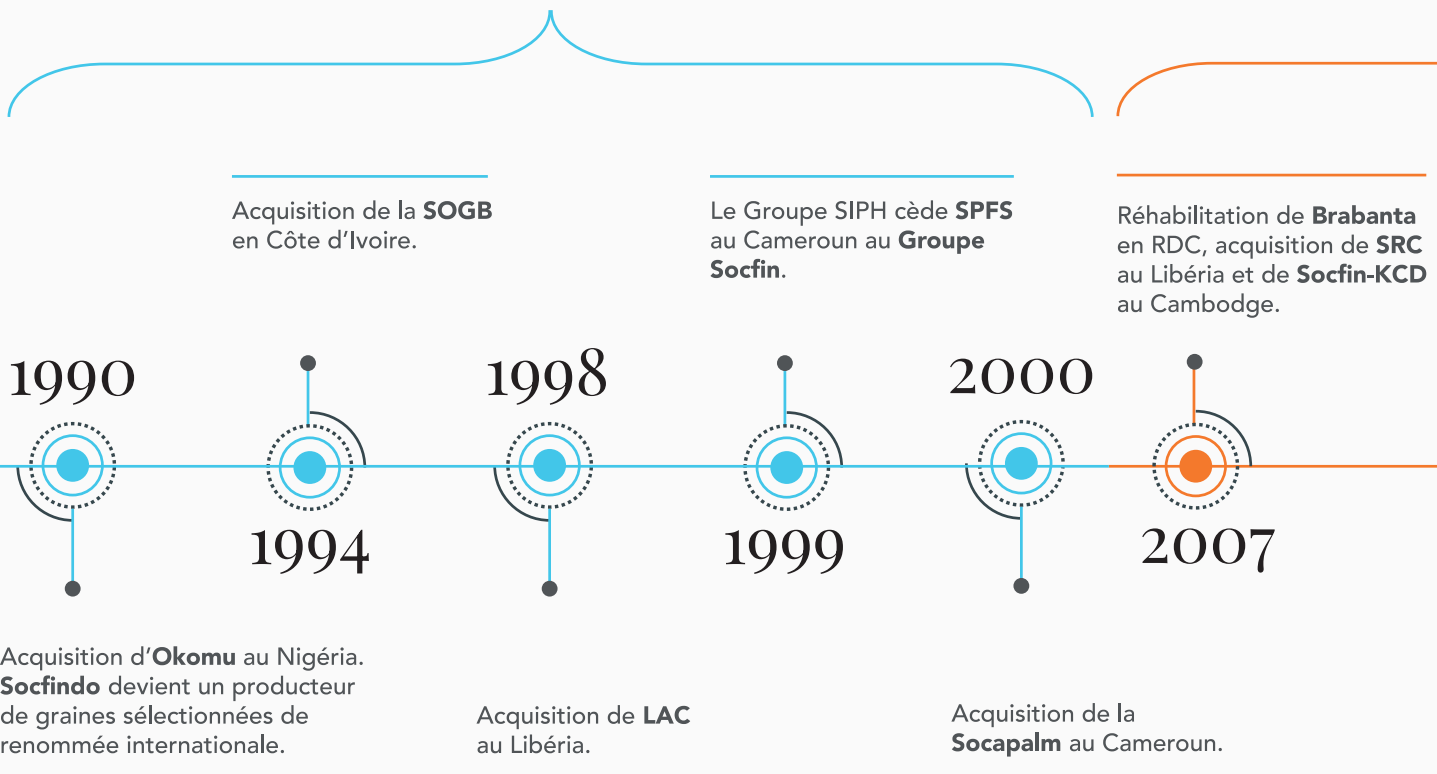




Certains pays africains privatisent leurs plantations et, accompagnés par les grandes institutions financières (Société Financière Internationale, Proparco, Banque Mondiale, etc.) proposent des participations au Groupe Socfin. Ils ont deux objectifs : satisfaire la demande nationale grandissante d'huile végétale et développer socioéconomiquement ces régions, parfois ravagées par des années de guerre civile (Libéria).

Suite à l'acquisition et pour soutenir l'ouverture de la région, la SOGB lance un programme de plantations villageoises en partenariat avec la DEG en 1996, et un second projet avec la coopération suisse FISDES, en 1997.

Première phase d'acquisition en Afrique, période de privatisations et de relance économique en Afrique.

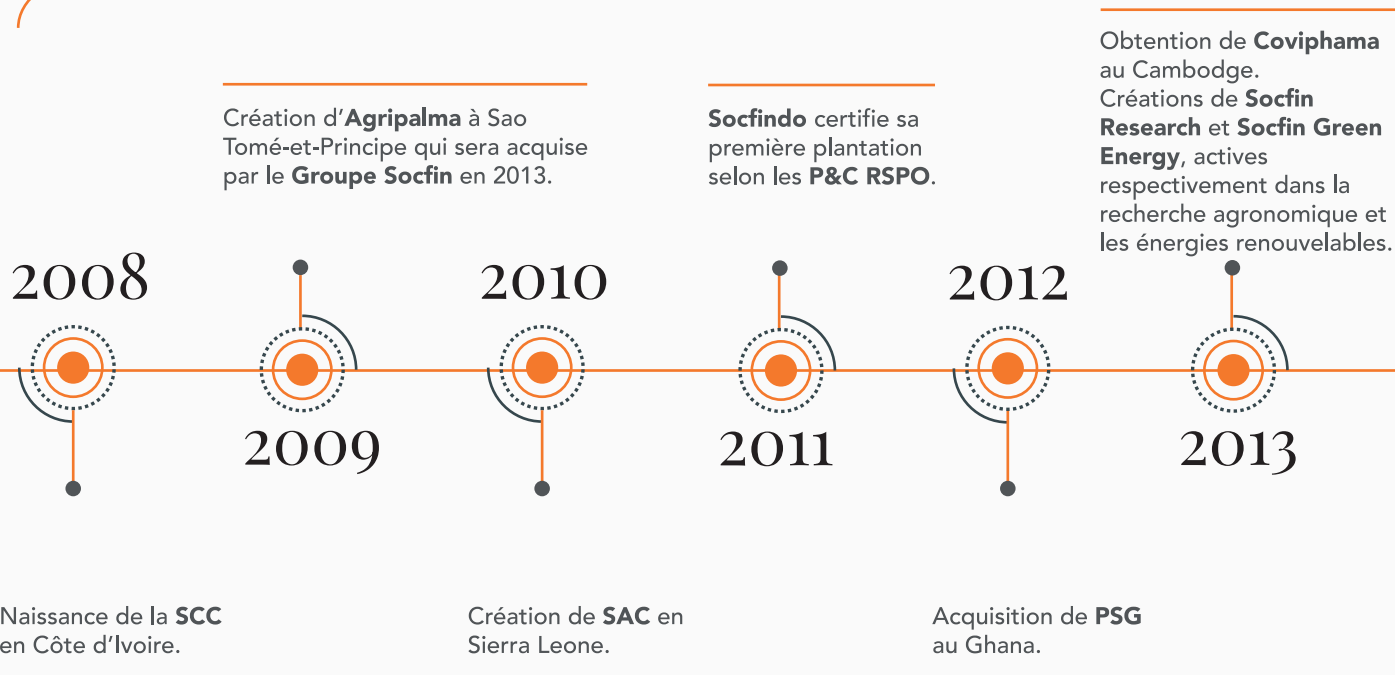


△ Panneau à l'entrée de la plantation, LAC, Libéria



▲ Carte de la plantation, Brabanta, RD Congo, 2006

Seconde phase d'acquisition et renforcement du programme de développement durable.



Le Groupe Socfin devient un acteur d'envergure dans le secteur et est sollicité par les états pour relancer des projets laissés à l'abandon (RDC), détruits par la guerre civile (Libéria) et ainsi soutenir socioéconomiquement certaines régions (Sao Tomé-et-Principe et Sierra Leone). Des planteurs villageois accompagnés d'autorités locales nous sollicitent aussi pour créer une usine de traitement de caoutchouc en partenariat avec eux (Aboisso, Côte d'Ivoire).

Durant cette seconde phase, un partenariat essentiel a été créé avec la DEG visant l'intensification de la prévention et du traitement du VIH/SIDA, pour les employés et leurs familles, ainsi que pour les communautés (2008-2014).



Membre fondateur de la RSPO depuis 2004, le Groupe devient membre fondateur de la GPSNR en 2018.

Un programme de certification intensif est lancé et, en 2015, l'ensemble des plantations indonésiennes sont certifiées RSPO. La Socapalm devient la première plantation de palmiers à huile certifiée ISO 14001 en Afrique Centrale. En décembre de la même année, Pujehun est la première région de Sierra Leone à être déclarée exempte d'Ébola, grâce au soutien de SAC.

En parallèle en 2016, le Groupe formalise ses engagements au sein de sa politique de gestion responsable et de sa politique qualité. Cette même année, il investit aussi massivement dans les énergies renouvelables et inaugure le barrage hydroélectrique de LAC au Libéria.

Nos activités contribuent à 12 des 17 ODD.

Publication de la politique de gestion responsable et lancement de programmes intensifs de certification.

2014



Rachat de la **Safacam** et création de **Camseeds** au Cameroun.

2017



Création d'un **tableau de bord de transparence** et certification **Bio** et **GGAP** d'**Agripalma** à Sao Tomé-et-Principe.

2018



Socfin devient membre fondateur de la **GPSNR** (Global Platform for Sustainable Natural Rubber).

2020



Certifications **RSPO** d'**Okomu** au Nigéria et de la **Safacam** au Cameroun.

2021



Certifications **RSPO** de **SOGB** en Côte d'Ivoire, de **SAC** en Sierra Leone, d'**Agripalma** à Sao Tomé-et-Principe et des sites d'**Eséka**, **Mbambou** et **Mbongo** de la **Socapalm** au Cameroun.

Mise en fonction des panneaux solaires à **SAC** en Sierra Leone.

Révision de la politique de gestion responsable du **Groupe Socfin** afin de répondre aux éléments de la politique de la **GPSNR**.



△ Auditeurs SCS pour RSPO et équipe Socapalm, Cameroun



1.5

10 pays dans lesquels nous encourageons une agriculture tropicale respectueuse et transformatrice

SIERRA LEONE

SAC

- Créée par SOCFIN en 2010
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 18 473 ha
- 12 349 ha de palmiers à huile
- 1 huilerie
- Production de 52 307 T d'huile de palme
- Emplois 4 337

LIBÉRIA

SRC

- Acquis par SOCFIN en 2007
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 8 000 ha
- 4 445 ha d'hévéas
- Emplois 842

LAC

- Acquis par SOCFIN en 1998
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 121 407 ha
- 12 861 ha d'hévéas
- 1 usine à caoutchouc
- Production de 26 872 T de caoutchouc
- Emplois 4 468

CÔTE D'IVOIRE

SOGB

- Acquis par SOCFIN en 1994
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 34 712 ha
- 16 165 ha d'hévéas
- 7 471 ha de palmiers à huile
- 1 usine à caoutchouc
- 1 huilerie
- 1 palmisterie
- Production de 67 727 T de caoutchouc
- Production de 38 935 T d'huile de palme
- Production de 3 069 T d'huile de palmiste
- Emplois 9 007

SCC

- Créée par SOCFIN en 2008
- 1 usine à caoutchouc
- Production de 39 273 T de caoutchouc
- Emplois 433

GHANA

PSG

- Acquis par SOCFIN en 2012
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 18 303 ha
- 942 ha d'hévéas
- 6 140 ha de palmiers à huile
- 1 huilerie
- Production de 27 538 T d'huile de palme
- Emplois 2 261

NIGÉRIA

OKOMU

- Acquis par SOCFIN en 1990
- Extension acquise en 2014
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 33 113 ha
- 7 023 ha d'hévéas
- 19 060 ha de palmiers à huile
- 1 usine à caoutchouc
- 2 huileries
- 1 palmisterie
- Production de 9 285 T de caoutchouc
- Production de 46 429 T d'huile de palme
- Production de 1 234 T d'huile de palmiste
- Emplois 5 037

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

AGRIPALMA

- Acquis par SOCFIN en 2013
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 4 917 ha
- 2 100 ha de palmiers à huile
- 1 huilerie
- Production de 5 636 T d'huile de palme
- Emplois 807



CAMEROUN

SAFACAM

- Acquis par SOCFIN en 2014
- Concession de 17 690 ha
- 4 425 ha d'hévéas
- 5 327 ha de palmiers à huile
- 1 usine à caoutchouc
- 1 huilerie
- 1 palmisterie
- Production de 6 169 T de caoutchouc
- Production de 16 945 T d'huile de palme
- Production de 10 197 T d'huile de palmiste
- Emplois 2 877

SOCAPALM

- Acquis par SOCFIN en 2000
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- 6 sites
- Concession de 58 063 ha
- 2 079 ha d'hévéas
- 32 484 ha de palmiers à huile
- 6 huileries
- Production de 153 323 T d'huile de palme
- Emplois 7 326

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

BRABANTA

- Acquis par SOCFIN en 2007
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 8 689 ha
- 6 072 ha de palmiers à huile
- 1 huilerie
- Production de 15 993 T d'huile de palme
- Emplois 2 920

CAMBODGE

SOCFIN-KCD

- Acquis par SOCFIN en 2007
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 6 659 ha
- 3 796 ha d'hévéas
- 1 usine à caoutchouc
- Production de 6 107 T de caoutchouc
- Emplois 861

COVIPHAMA

- Acquis par SOCFIN en 2013
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 5 345 ha
- 3 255 ha d'hévéas
- Emplois 235

CAMSEEDS

- 1 laboratoire de recherche
- Production de 3,36 millions de semences
- Emplois 260

SPFS

- Acquis par SOCFIN en 1999
- 1 raffinerie
- Production de 8 431 T d'huile raffinée
- Emplois 35



INDONÉSIE

SOCFINDO

- Créée par SOCFIN en 1968
- Domaine de l'État, bail emphytéotique
- Concession de 47 643 ha
- 6 835 ha d'hévéas
- 39 089 ha de palmiers à huile
- 2 usines à caoutchouc
- 9 huileries
- 1 palmisterie
- Production de 8 550 T de caoutchouc
- Production de 180 584 T d'huile de palme
- Production de 11,67 millions de semences
- Emplois 9 843



1.6

Notre ambition

Développer une agriculture tropicale responsable.

Nous voulons que nos activités de production d'huile de palme et de caoutchouc soient bénéfiques à tous : aux employés locaux sur le terrain, aux planteurs villageois et aux communautés afin de les aider à construire une vie meilleure pour les générations présentes et futures.

Notre programme de développement durable se concentre sur 3 domaines d'impact : **le développement rural, les employés et les communautés, et l'environnement**, pour lesquels nous mettons en œuvre de nombreuses initiatives amenant une performance économique à long terme, un respect des droits humains, un bien-être social, une santé, une sécurité et une gestion des ressources naturelles telles que l'engagement « zéro-déforestation ».



Pour un développement local et rural



Pour nos employés locaux et les communautés



Pour notre environnement



**Développer
une agriculture
tropicale responsable**



△ Équipe, SCC, Côte d'Ivoire

1.7

Notre système de gouvernance responsable et sa mise en œuvre

1.8

1.7

Notre système de gouvernance responsable

Le développement durable est intégré dans nos processus de gestion.

Fin 2018, nous avons établi une charte de gouvernance qui inclut aussi les engagements que nous avons pris dans notre politique de gestion responsable, renouvelée et renforcée en 2021, et qui a été approuvée par le Conseil d'Administration de Socfin en mars 2022. Nous publions aussi chaque année, dans notre rapport annuel financier, une Déclaration de Gouvernance.

Le Conseil d'Administration du Groupe joue un rôle actif d'orientation et de formulation de la stratégie de développement durable, et reconnaît que le développement durable doit s'inscrire au cœur du modèle des activités du Groupe et qu'il est essentiel pour assurer sa réussite à long terme. De ce fait, il approuve et encourage les politiques relatives au développement durable et à la gestion responsable, et met à disposition les moyens financiers et humains nécessaires pour atteindre les objectifs. Concrètement, la Direction du Groupe Socfin a la responsabilité du département développement durable du Groupe qui est géré par un Directeur développement durable et son équipe ; chaque filiale a également un département développement durable en place.

Au sein de notre Groupe, sur 209 postes d'administrateur, 3 sont occupés par des femmes dans les différentes holdings et filiales. Concernant la holding Socfin, aucune femme n'est pour l'instant administrateur parmi les 6 postes.

1.8

La mise en œuvre de notre gouvernance responsable

1.8.1

Notre politique de gestion responsable et notre code éthique

Dès la création du Groupe, en 1909, nous nous sommes engagés envers les enjeux sociaux et de santé les plus urgents. Depuis lors, nous avons toujours cherché une performance, qui soit à la fois saine et éthique pour assurer la pérennité de l'entreprise, tout en améliorant les conditions de vie et la gestion des ressources naturelles.

Fort de cette vision, nous avons opté pour une approche de gestion non seulement responsable mais aussi transformatrice.

Notre approche est formalisée dans notre politique de gestion responsable² qui a été renouvelée et renforcée en 2021 afin de répondre aux éléments de la politique de GPSNR. Elle a été approuvée par le Conseil d'administration du Groupe en mars 2022. Notre politique va au-delà d'un engagement sur les trois piliers traditionnels du développement durable : elle intègre désormais des aspects sociétaux, de traçabilité et de transparence, applicables à toute la chaîne d'approvisionnement de notre Groupe.

Les engagements pris sont applicables à nos plantations, mais également à nos sous-traitants et fournisseurs. Ces règles sont spécifiées dans les contrats qui nous lient à eux et ils sont régulièrement audités, dans le cadre des systèmes de gestion, afin de s'assurer que leurs activités s'inscrivent dans les objectifs environnementaux et sociaux du Groupe.

Nous disposons également d'un « code éthique de l'employé et de l'entreprise³ » et d'un « code des fournisseurs⁴ », tous deux accompagnés d'une politique « lanceurs d'alerte⁵ ».

²³⁴⁵ socfin.com/fr/engagements



1.8.2.1

Notre conformité réglementaire nationale

être conformes aux législations **environnementales, sociales, fiscales et foncières** des pays hôtes



développer des procédures de **veille juridique**

éviter des **pratiques non-conformes**

Nous nous sommes toujours engagés à être pleinement conformes aux législations environnementales, sociales, fiscales et foncières des pays hôtes.

Nos équipes ont aussi développé des procédures de veille juridique et les ont incluses dans leur système de gestion,

comme les différentes normes ISO ou les Principes et Critères (P&C) de la Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable (RSPO), ce qui leur permet d'anticiper les nouvelles réglementations et d'éviter des pratiques non-conformes.



▲ Cérémonie de remise des prix RSE, Socfin Cambodia, Cambodge

1.8.2.2

Nous appliquons une tolérance zéro contre :

Le travail des enfants



Nous ne pouvons tolérer qu'un enfant soit amené à travailler. C'est pourquoi nous n'engageons ou n'employons aucun individu en dessous de l'âge minimum d'admission à l'emploi fixé par la législation locale ou les conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Nos équipes prennent des mesures adéquates pour prévenir tout travail d'enfant en vérifiant l'âge de tous les employés, en se basant sur des documents tels que les actes de naissance, les registres scolaires, les cartes d'identité et les permis de conduire.

Nous ne faisons aucune exception à cette politique, nos équipes font régulièrement l'objet de contrôles par leurs responsables hiérarchiques et les inspecteurs du travail locaux.

Toute infraction à cet engagement serait sévèrement sanctionnée.

En ce qui concerne la chaîne d'approvisionnement, nous avons mis au point un système d'audit destiné à vérifier que cette politique est correctement appliquée par nos fournisseurs de matières premières et par nos sous-traitants.

Dans le cadre du projet « RubberWay », auquel nous participons, des « check-lists » ont été développées et testées (au sein de la SCC et de la SOGB en Côte d'Ivoire et de LAC au Libéria) afin d'identifier les différents risques sociaux et environnementaux dans les chaînes d'approvisionnement, notamment le travail d'enfants.

Le travail forcé ou obligatoire



Nous sommes tous libres et égaux et ne tolérons pas le recours au travail forcé ou obligatoire, y compris le travail pénitentiaire, le travail lié à un règlement de dettes ou gages, l'esclavage, la servitude et toute forme de trafic d'humain. Toute infraction à cet engagement serait sévèrement sanctionnée.

La corruption



Notre code éthique des employés et des filiales, précise sans ambiguïté que personne ne peut offrir des sommes illicites au nom du Groupe Socfin ou d'une de ses filiales. En outre, notre centrale d'achats Sodimex est la plus exposée à ces pratiques, ce qui l'a amenée à développer un code de déontologie qui encadre et limite drastiquement ces pratiques. Ce code a été mis à jour en 2020.

Le comportement anticoncurrentiel



Conformément aux codes éthiques et au code de déontologie (Sodimex), les employés doivent s'abstenir de pratiques limitant la concurrence et, dans le cas d'achats, s'assurer que les concurrents restent sur un pied d'égalité tout au long de la procédure d'achat.



△ Équipes EF et Safacam en plantation, Cameroun

1.8.3

Nos partenaires au quotidien

Les partenariats permettent d'amplifier les impacts positifs et d'accélérer les mises en œuvre des projets.

Nos partenariats sont basés sur des valeurs communes et primordiales à la réussite des projets : transparence et respect mutuel.

Convaincu de l'efficacité de créer des partenariats gagnant-gagnant avec des organisations de développement ou des universités qui partagent notre mission, nous cherchons continuellement à développer des synergies qui rassemblent des expertises complémentaires. Ceci nous permet d'assurer la réalisation de projets de développement durable adaptés et ayant un impact positif à long terme sur les régions.

En 2017, nous avons décidé de devenir membre de Earthworm Foundation (EF) pour être accompagné dans la mise en œuvre de notre politique de gestion responsable au sein de nos filiales.

1.8.4

Nos parties prenantes nous évaluent

Nous avons mis en place des systèmes de suivi et de vérification de nos activités. Ils interviennent au niveau opérationnel, technique, légal ou administratif afin de suivre la bonne réalisation et atteinte de nos engagements.

Notre système d'audit interne

Sur le terrain, les départements techniques de notre Groupe assurent un suivi et des audits techniques des activités menées par les plantations.

Le suivi réalisé par les Ministères locaux nationaux

Les Ministères locaux du travail, de l'environnement, de la santé, etc., réalisent des audits annuels dans nos plantations afin de vérifier la conformité légale de nos opérations.

Notre partenaire sur le terrain

Earthworm Foundation suit l'implémentation de notre politique de gestion responsable dans nos plantations, en effectuant des missions de terrain avec nos équipes.

Earthworm

Les audits de qualité de nos clients

La majorité de nos clients ont des politiques qualité exigeantes. Leurs auditeurs, accompagnés de nos équipes, effectuent des missions de terrain fréquentes afin de vérifier le respect des procédures et des processus de production.



Les organismes certificateurs

Les auditeurs certificateurs, tels que ISO, RSPO, etc. réalisent sur nos plantations des audits de certification et/ou de renouvellement de certifications obtenues.



Les organismes évaluateurs spécialisés

Tels que SPOTT, Forest 500, Ecovadis évaluent la performance des plantations en termes de durabilité, de transparence, etc. et octroient un score à chaque entité analysée.

Nos performances en matière d'éthique, de durabilité, de gestion responsable et notre transparence sont évaluées périodiquement par nos clients, fournisseurs de services et/ou par des organismes évaluateurs spécialisés.

L'organisme EcoVadis, auquel se réfèrent certains de nos clients et fournisseurs, comme la majorité des pneumaticiens ou les grandes banques, nous a attribué le score de **51%**, ce qui correspond à « **Silver** ». Ce score est celui obtenu en 2019. Socfin est évalué tous les deux ans et le questionnaire d'évaluation 2021 a été complété en septembre 2021. À la date de clôture de ce rapport, nous sommes toujours en attente des résultats de notre évaluation. La pandémie du Covid-19 semble être à l'origine de ce délai important ainsi que le nombre d'entreprises évaluées à la même période.

Parmi les fournisseurs attirés de Michelin, nous nous positionnons au-dessus de la moyenne pour l'ensemble des critères : environnement, social, éthique des affaires et achats responsables.

La disponibilité publique d'informations relatives aux questions environnementales, sociales et de gouvernance est également évaluée par des organismes neutres, comme SPOTT⁶ ou Global Canopy⁷.

Depuis 2019, l'évaluation SPOTT, qui portait initialement uniquement sur le palmier à huile, a été étendue au secteur de l'hévéa.

Sur les 8 dernières années, le Groupe Socfin a graduellement augmenté son score pour l'huile de palme, de 28% en 2014 à 67,6% en 2021.

Aujourd'hui, nous sommes 25^{ème} sur 100 entreprises pour le palmier et 5^{ème} sur 30 entreprises pour l'hévéa.

Cette belle évolution est due à l'engagement de transparence pris par le Groupe en 2016 et à la communication réalisée sur ses sites web, dans ses rapports développement durable, et via son tableau de bord de transparence.

Nos résultats SPOTT



67,6%



62,3%

Les moyennes de toutes les sociétés évaluées sont de 42,7% pour le palmier et de 39,3% pour l'hévéa.

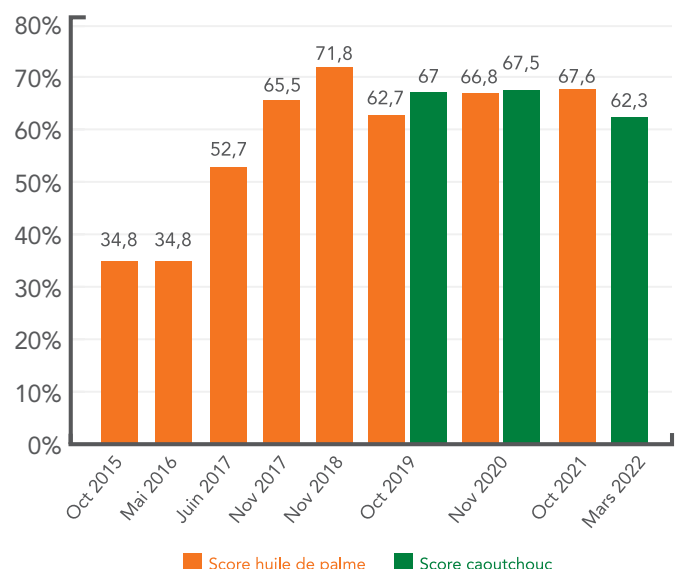
Le score palmier est, en 2021, encore très légèrement inférieur à celui obtenu lors de l'évaluation 2018 (71,8%). Cela s'explique par une nouvelle méthodologie qui insiste davantage sur les méthodes de suivi et les éléments démontrant la réalisation des engagements pris. Suite à ce changement, Socfin a établi un plan d'action afin d'améliorer ses scores qui s'est concrétisé par une progression réalisée en 2020 et en 2021.

Global Canopy Programme (Forest 500) a fait une nouvelle évaluation en 2021 et a publié les derniers scores en janvier 2022 ; nous sommes à la 20^{ème} place sur 350, avec un score de 55% ou 3/5. Il faut noter que cette évaluation n'a pas tenu compte de la mise à jour de notre politique de gestion responsable publiée en septembre 2021, un élément majeur qui agira en notre faveur lors de l'évaluation 2022.

ecovadis



Évaluation SPOTT



⁶spott.org/palm-oil et spott.org/natural-rubber — ⁷globalcanopy.org



1.8.5

Notre système de gestion des plaintes

Pour renforcer notre transparence, nous avons aussi créé un « tableau de bord de transparence⁸ », disponible en ligne. Ce dernier a même bénéficié d'une modernisation de sa structure et de son design en 2021 afin d'en faciliter la lecture.

Pour notre Groupe, le respect des droits humains et des communautés est essentiel et nous mettons tout en œuvre pour l'assurer. Néanmoins, notre démarche est parfois incomprise ou remise en question et peut générer des plaintes. Par conséquent, il nous est apparu comme primordial de développer un système de gestion et de suivi de ces plaintes.

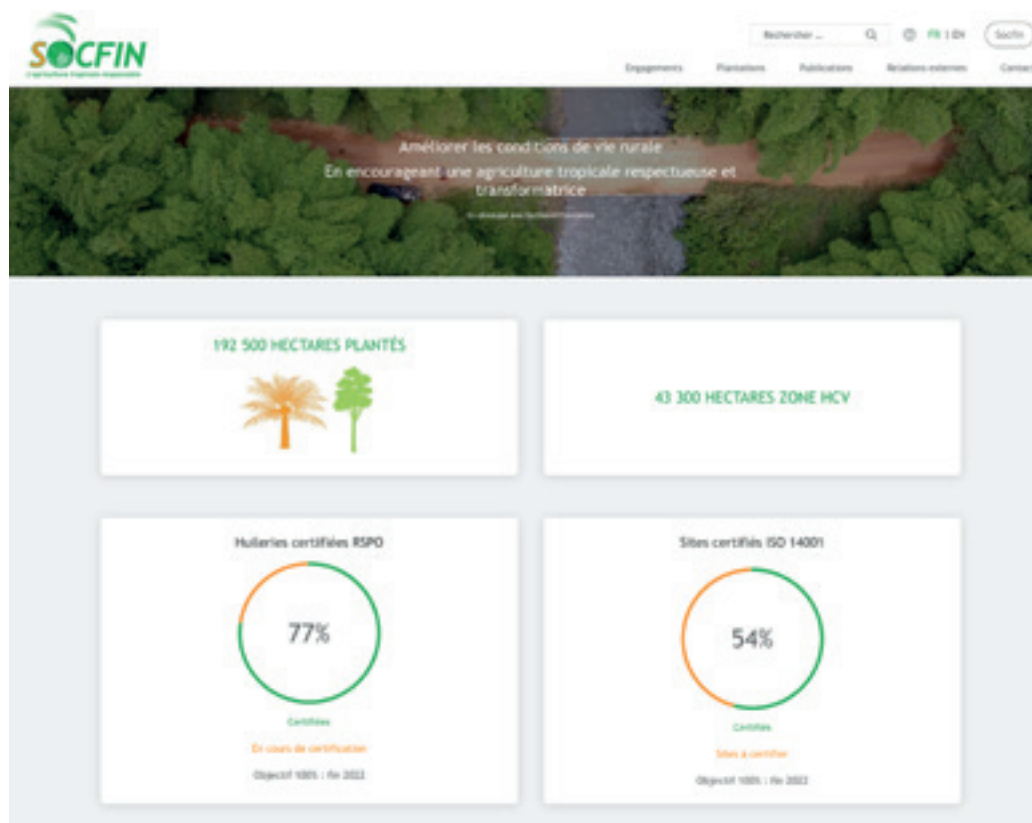
Dans un cas de conflit, nous favorisons le dialogue avec les parties prenantes concernées, au niveau local, national et international, afin de résoudre la situation de manière adéquate. Toutes les plaintes sont enregistrées et documentées, et le maximum est mis en œuvre pour régler toutes les doléances en temps opportun.

Le système que nous avons mis en place avec notre partenaire EF, nous permet de suivre étape par étape la gestion et le traitement des plaintes reçues⁹.

Cette plateforme de gestion des plaintes et son suivi en ligne, vérifiés par EF, garantissent aux parties prenantes une information factuelle et transparente.

Au 31 décembre 2021, 4 des 6 plaintes enregistrées avaient été clôturées et 2 étaient en phase d'investigation.

Sur le terrain, chaque plantation a décliné ce système de gestion des plaintes externes afin de résoudre aussi rapidement que possible chaque grief ou plainte en toute transparence et en pleine collaboration avec les parties concernées.



⁸ socfin.com/dashboard — ⁹ socfin.com/dashboard/gestion-des-plaintes

“ Parmi les fournisseurs attirés de Michelin, nous nous positionnons au-dessus de la moyenne pour l'ensemble des critères : environnement, social, éthique des affaires et achats responsables. ”



1.9

Nos engagements d'ici 2025



Notre programme de développement durable se concentre sur 3 domaines d'impact pour lesquels nous avons pris des engagements globaux et forts d'ici 2025. Pour atteindre ces objectifs, nous mettons en œuvre des plans d'actions, des programmes et des projets sur le terrain qui renforcent nos engagements.



Transmettre en continu des compétences techniques et agricoles, ainsi que de meilleures pratiques de gestion pour une production durable



Respecter et améliorer le bien-être social des employés, de leur famille et des communautés entourant ses activités



Mener des actions intégrées pour combattre la déforestation et préserver l'environnement



Nos certifications obtenues et en cours

En tant qu'acteur international de l'agriculture tropicale responsable, il est important pour nous de démontrer notre conformité à des standards de qualité reconnus et partagés à l'échelle mondiale.



ISO 9001 et ISO 14001

La majorité de nos opérations africaines sont maintenant certifiées ISO 14001:2015.

En parallèle, le système de management de la qualité proposé par la certification ISO 9001 apporte une structure adaptée à notre démarche. Elle est aussi très valorisée par la filière du caoutchouc, notamment les pneumaticiens.



RSPO (Roundtable for Sustainable Palm Oil)

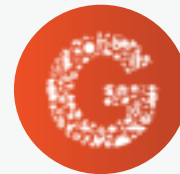
Nous sommes membres actifs de RSPO depuis le 7 décembre 2004, via Socfinco et Socfindo. En février 2019, nous avons obtenu une affiliation de Groupe nous permettant d'étendre la certification RSPO à toutes nos filiales africaines. Désormais, le Groupe Socfin est le membre RSPO le plus représentatif des réalités africaines.

De ce fait, toutes nos opérations palmiers sont en processus de certification RSPO. Notre objectif était d'arriver à la certification de tous nos sites pour fin 2021 ; à la fin de l'année 2021, seuls 2 sites sur 22 n'ont pas pu être audités ; ils le seront en 2022.



GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber)

Nous sommes membre fondateur de la Global Platform for Sustainable Natural Rubber (GPSNR¹⁰). Son lancement a eu lieu en octobre 2018. La GPSNR a l'avantage de compter parmi ses membres l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement du caoutchouc naturel, ainsi que des représentants de la société civile (ONG – Organisation Non Gouvernementale). Les membres s'engagent à respecter les 12 principes de durabilité définis par la plateforme et à établir les standards correspondants à ces principes.



Autres initiatives

Une première expérience concluante d'huile de palme bio a été réalisée sur notre plantation de Sao Tomé-et-Principe.

La certification Global Gap et la certification selon le standard européen de l'agriculture biologique ont été obtenues en 2017 et ont été ensuite renouvelées chaque année.

L'ensemble de nos certificats sont visibles sur notre site web¹¹.

En parallèle à ces certifications et initiatives, les acheteurs majeurs de la filière : Michelin, Bridgestone, Continental, Nestlé, etc., imposent à leurs fournisseurs, dont notre Groupe, une adhésion à leurs politiques et à leurs engagements, à leurs tours applicables à toute notre chaîne d'approvisionnement.

¹⁰ sustainablenaturalrubber.org — ¹¹ socfin.com/fr/certifications

GPSNR



Lorsque la GPSNR a été créée, nous avons saisi l'opportunité de rejoindre la plateforme. Le Groupe a toujours produit de l'huile de palme et du caoutchouc naturel dans le respect de l'environnement et de la société.

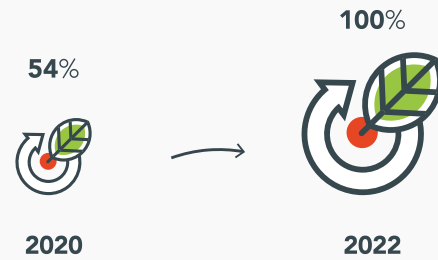
Comme je suis convaincu que la GPSNR, en tant que plateforme multi-acteurs, deviendra la référence en matière de caoutchouc naturel, en être membre est la bonne démarche pour assurer la durabilité de sa chaîne de valeur :

- La plateforme bénéficie de la participation active de tous les acteurs concernés de la chaîne d'approvisionnement ;
- Les groupes de travail sont constitués de membres ayant des perspectives et des expériences différentes et opérant à différents niveaux de la chaîne de valeur.

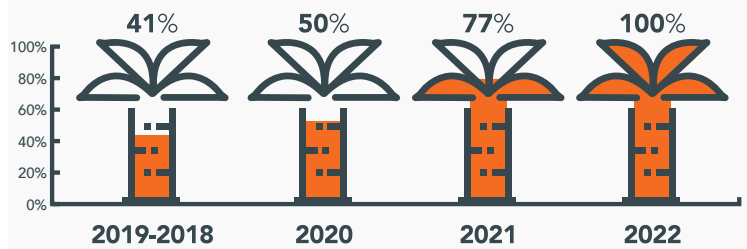
Je pense que c'est le format approprié pour garantir que les recommandations et les objectifs tiendront compte des préoccupations ou des contraintes de toutes les parties et obtiendront leurs accords.

Philippe de Groote, Directeur Agronomique caoutchouc, Socfin

PLANNING DE CERTIFICATION ISO 14001 (FILIALES)



PLANNING DE CERTIFICATION RSPO (HUILERIES)



Sites	RSPO	ISO 9001	ISO 14001	ISO 45001	Biologique	ISO 17025 ISPO - SNI SIR
SAC	✓		✓			
LAC	N/A	✓	⌚2022			
SRC	N/A		✓			
SOGB	✓	✓	✓			
SCC	N/A	✓	✓			
PSG	⌚2022		⌚2022			
Okomu	✓	✓	✓	✓		
Safacam	✓	✓	⌚2022			
Socapalm	✓ (3/6) ⌚2022 (3/6)		✓			
Brabanta	⌚2022		⌚2022			
Agripalma	✓		⌚2022		✓	
Socfin Cambodia	N/A	⌚2022	⌚2022			
Socfindo	✓	✓	✓	✓		✓
Sogescol	N/A	✓	N/A		✓	

TÉMOIGNAGES DE NOS RESPONSABLES RSPO



La certification RSPO, et par conséquent toutes les exigences qui doivent être mises en œuvre, garantit que les opérations sur une grande variété de thèmes deviennent plus durables. Non seulement, cela rend nos opérations plus sûres pour nos travailleurs, les communautés et l'environnement, mais nous aide à établir des interactions équitables et transparentes avec les parties prenantes telles que les fournisseurs, les ONG et les petits exploitants indépendants. Être membre de la RSPO et être certifié est très complémentaire de la politique de gestion responsable du Groupe Socfin et de notre certification ISO 14001.

Ensemble, ces exigences nous incitent à faire mieux.

En 2021, nous avons constaté que notre engagement envers la communauté continue à avoir un impact positif, nous permettant d'avoir des réunions constructives avec les communautés et de collaborer à différents projets pour soutenir les moyens de subsistance locaux.

**Catherine Ter Berg, Responsable
Département Développement Durable,
SAC, Sierra Leone**

Pour PSG, la certification RSPO est un moyen de montrer nos bonnes pratiques au monde extérieur et pour nous, de savoir que la plantation exerce son activité agroalimentaire de manière responsable.

Elle intensifie non seulement notre compétitivité, mais plus encore, notre sens de l'effort collectif en équipe et notre volonté de durabilité au sein de PSG.

En 2021, nous avons transformé et préparé la jeune plantation pour la certification RSPO. En mai 2021, un audit d'évaluation a été réalisé avec de bons résultats, qui ont mis en évidence un grand nombre de nos pratiques et quelques domaines à améliorer. Depuis lors, nous avons travaillé à combler les lacunes et à notre amélioration continue.

**Josephine Laursen, Responsable
Département Développement Durable,
PSG, Ghana**



Étant donné que la RSPO est une certification qui s'articule autour des pratiques de durabilité, l'obtention de la certification RSPO confirme non seulement le slogan de Socfin « l'agriculture tropicale responsable », mais prouve également que l'entreprise s'engage à appliquer de bonnes pratiques agricoles et à assurer un bon développement social aux communautés environnantes.

L'année 2021 a été consacrée à combler les lacunes identifiées lors de l'audit et à créer des systèmes garantissant la mise en œuvre continue des procédures opérationnelles standard et des politiques

d'entreprise créées, conformément aux normes de la RSPO. Une sensibilisation accrue à l'environnement a été faite et nous avons doublé nos efforts pour la conservation des zones riveraines à l'intérieur de la plantation.

Notre plus grand défi à l'heure actuelle est principalement lié à des aspects techniques logistiques et à la faiblesse de l'offre sur les marchés locaux pour divers matériaux, ce qui rend difficile la planification adéquate de certaines activités ou opérations.

**George Shotton, Coordinateur RSPO,
Agrisalma, Sao Tomé-et-Principe**



En 2021, nous avons intensifié le dialogue avec les communautés, notamment en améliorant le système - déjà existant - de réunions bi- ou tripartites en les rendant plus régulières et plus inclusives, entre l'entreprise et chaque village riverain, où les attentes et les préoccupations de tous sont discutées et les réponses recherchées par la suite.

Emmanuel Gang, Assistant en Charge des Relations avec les Parties Prenantes (ACRPP), Socapalm, Cameroun



Le processus de certification RSPO a permis l'amélioration continue de nos pratiques de gestion et la collaboration continue avec les communautés riveraines. Il a également permis d'agir pour la protection et la conservation de l'environnement. En 2021, nous avons intensifié nos sensibilisations et formations, mis en place des réunions trimestrielles avec les communautés riveraines et délimité les zones HVC.

Urbain Mbambu, Coordinateur RSPO, Brabanta, RD Congo



En devenant RSPO, Socfindo a pu tirer parti de l'attention particulière que l'entreprise porte à la propreté et au bon entretien de ses villages, contribuant ainsi à la qualité de vie paisible et agréable qui caractérise la vie dans les plantations d'Aceh et du nord de Sumatra.

Au fil des ans, la RSPO a contribué à l'approche systématique que nous

mettons en œuvre dans la gestion de nos plantations, qu'il s'agisse de maintenir un environnement de travail sûr et sain ou de rechercher une plus grande efficacité ou productivité.

Andria Zulmanitra, Responsable Département Développement Durable, Socfindo, Indonésie

La certification RSPO apporte une meilleure visibilité des pratiques de l'entreprise tant en interne qu'en externe, ainsi qu'une pérennisation des connaissances et du fonctionnement de l'entreprise à travers les procédures, plans et différents documents de fonctionnement mis en place. Elle permet de continuer le développement économique, tout en prenant en compte les objectifs de développement durable. L'implication et le dialogue avec les différentes parties prenantes permet peu à peu d'utiliser un même langage facilitant ainsi la nécessaire cohabitation pacifique.

En 2021, nous avons, entre autres, mis en place un suivi réglementaire plus pointu, des cartographies sociales participatives en travaillant main dans la main avec les communautés locales, des sensibilisations et une

meilleure prise en compte des petits producteurs, un dispositif plus large de remontée d'information en cas de plainte/réclamation des travailleurs avec possibilité de garder l'anonymat, un rafraîchissement des limites de la plantation, un monitoring des zones tampons, une traçabilité produit plus efficace, des plans de développement communautaires faits de façon participative avec les différentes communautés riveraines.

Nous sommes parfois confrontés à certains défis, comme le respect des exigences RSPO sans heurter les cultures et symboles des communautés locales, ainsi que la nécessité de l'implication de tous les acteurs pour la réussite de la certification.

Sara Baleme, Responsable Département Développement Durable, Safacam, Cameroun





La certification RSPO a permis de formaliser la prise en compte des aspects liés aux droits des femmes et au genre, de garantir la traçabilité au niveau de la chaîne d’approvisionnement palmier à huile.

Elle a aussi permis d’identifier les zones à Hautes Valeurs de Conservation (HVC), les zones ripariennes et les sources d’émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) afin d’élaborer des plans de gestion.

Alphonse Kadio Koutou, Coordinateur RSPO, SOGB, Côte d’Ivoire

De manière générale, la certification RSPO a permis à l’entreprise de franchir un nouveau cap en matière de gestion responsable de ses opérations. L’avènement de cette certification a permis d’améliorer les dispositifs existants en rapport avec la gestion des activités opérationnelles et managériales dans tous les domaines, mais aussi et surtout a permis la mise en place et l’implémentation de nouvelles pratiques en matière de protection de la biodiversité, d’engagement des parties prenantes et de protection des droits de l’Homme.

La Socapalm a connu des avancées dans les 3 objectifs d’impacts de la norme RSPO : prospérité, population et planète.

Elle a notamment mis en place des plans d’amélioration couvrant les aspects liés à la protection de la biodiversité et de tous les milieux naturels récepteurs, révisé des plans de gestion environnementaux en intégrant des thématiques spécifiques liées aux communautés riveraines.

De plus, elle a identifié et accentué la surveillance et le monitoring des zones HVC, avec notamment la mise en place d’écogardes. Face à tous les changements positifs apportés par la certification, nous devons néanmoins trouver la bonne approche et le bon compromis entre les intérêts des diverses parties prenantes impliquées dans le projet de la certification RSPO.

William Doumstop, Coordinateur RSPO, Socapalm, Cameroun



Pour nous, la certification RSPO est la preuve de notre engagement en faveur d’une production responsable d’huile de palme. Elle nous a permis de garantir une meilleure gestion des déchets, une meilleure conformité sociale et réglementaire et de meilleures conditions de travail pour nos employés.

la productivité. L’institutionnalisation de l’engagement avec les parties prenantes a permis d’améliorer les relations avec la communauté, la fidélité des employés et le moral.

Mikle George, Responsable Département Développement Durable, Okomu, Nigéria

Ils comprennent maintenant que les choses doivent être faites de manière méthodique grâce à la formation qui leur est offerte, ce qui a permis d’améliorer



Pour un développement local et rural



- 2.1 Contexte **p33**
- 2.2 Nos engagements pour un développement local et rural **p34**
- 2.3 Des engagements validés par des certifications **p37**
- 2.4 Nos actions pour le développement local et rural **p38**
- 2.5 Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement **p47**



2.1

Contexte

Nos activités se déroulent majoritairement dans des zones reculées et pour certaines très peu développées. Nous faisons face à des situations post-conflits, comme en Sierra Leone, au Libéria ou au Cambodge, à des régions oubliées, comme en République démocratique du Congo (RDC), ou à des régions ayant des problèmes de sécurité, comme au Nigéria.

Ces années de guerre et de non-investissement dans les infrastructures (routes, réseaux électriques, etc.) ont laissé des traces. L'impact sur les jeunes générations se perçoit aisément, car il y a peu de formations et peu d'opportunités de développement de petites entreprises.

Partant de ce constat, nous sommes convaincus qu'associer une activité agro-industrielle au développement de plantations villageoises est une réponse efficace et adaptée aux besoins de développement économique et de sécurité alimentaire de ces régions. Cette approche intègre également des pratiques visant à protéger l'environnement et permet donc de reconstruire l'agriculture locale sur des bases respectueuses, tant au niveau économique et social qu'environnemental.

Il est important de rappeler que notre présence dans ces pays est souvent due à une demande des États locaux, comme au Cameroun et en Sierra Leone ou de la Banque Mondiale pour le Libéria. Notre Groupe y a le plus souvent repris d'anciennes entreprises de plantations, pour y moderniser et relancer les activités agro-industrielles, souvent tombées en désuétude faute de capacités d'investissement durant les années 1990. Ce sont alors des régions entières qui ont repris vie progressivement.



58%

de la production de caoutchouc provient de planteurs villageois

9,7

millions d'€ de budget dédié à la construction et l'entretien des routes

9

centres de formation technique



2.2

Nos engagements pour un développement local et rural



Connaissant l'état de développement socioéconomique dans nos régions d'implantation, nous avons formalisé nos grands engagements dans ce domaine pour mieux structurer nos actions et participer efficacement à leur développement à long terme.

Encourager l'inclusion des planteurs villageois dans notre chaîne d'approvisionnement

Garantir l'éthique et améliorer en continu la transparence et la traçabilité

Apporter des solutions pour accélérer le développement rural tout en préservant l'environnement

Faciliter le développement et la responsabilisation des travailleurs et des jeunes : formations, stages...

Améliorer ou créer les infrastructures locales les plus nécessaires (par exemple : construction de routes, écoles de formation technique, etc.)

Contribuer à assurer une sécurité alimentaire locale dans les pays producteurs d'huile de palme

Établir des partenariats pour stimuler l'innovation et la performance en matière de durabilité (exemples : microcrédits, riziculture, EFA (Ecoles Familiales Agricoles), etc.)



▲ Réunion avec les planteurs villageois, SCC, Côte d'Ivoire

Nos engagements pour un développement local et rural

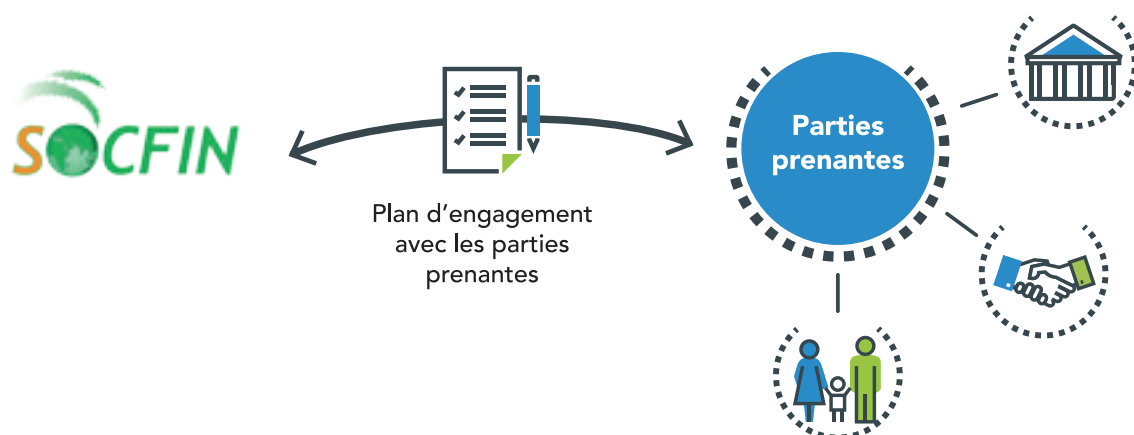
Nos plans d'engagement avec les parties prenantes

Nous ne nous préoccupons pas uniquement de nos travailleurs et de leur famille. Nous nous engageons également auprès des communautés locales et de nos fournisseurs.

Chaque plantation a élaboré son propre « **plan d'engagement avec les parties prenantes** » et son « **plan de développement communautaire** » qui en découle, pour assurer l'efficacité et la pertinence des projets menés au bénéfice des communautés locales. Ces plans sont détaillés et actualisés au fur et à mesure que les structures de dialogue valident les besoins des communautés.

Concrètement, nous collaborons autant que possible avec les gouvernements locaux et nationaux, et avec les organisations non gouvernementales présentes dans nos régions d'implantation pour mener des projets de développement communs.

Plan d'engagement avec les parties prenantes





Sierra Leone

Projet de riziculture



Depuis 2014, SAC fournit chaque année des semences de riz à notre village et à 16 autres communautés de la chefferie. Le soutien ne se limite pas à la fourniture de semences de riz, mais SAC apporte aussi son aide mécanique pour la préparation des terres. Dans notre communauté, nous recevons 200 boisseaux de semences de riz chaque année et nous cultivons plus de 100 acres chaque année.

Je suis reconnaissante envers SAC pour le projet de riziculture. Mon mari est décédé il y a 4 ans ; c'était un agriculteur qui travaillait dur, alors nous suivons ses traces et bénéficions grandement de ce projet.

Fatmata Aruna, Bénéficiaire du projet de riziculture de SAC, village de Ngyeyama, Sierra Leone



Sierra Leone

Microcrédits

Je suis fière d'être l'une des bénéficiaires du programme de microcrédit de SAC. La façon dont je gère les microcrédits que j'ai reçus de SAC a un impact positif sur mes affaires et ma vie.

J'ai commencé avec peu de choses, mais aujourd'hui, je peux me vanter de mon entreprise parce que je suis autonome.

Les microcrédits ont changé la vie de nombreux petits commerçants de la chefferie de Malen.

Je souhaite que chaque femme puisse bénéficier de cette opportunité.

Ragiatu Turay, Bénéficiaire du programme de microcrédit de SAC, Sahn, Sierra Leone



Cambodge

Jardins familiaux



Je m'appelle Koy. J'ai 43 ans et je viens de la province de Kampong Thom. Je suis agent de l'équipe de maintenance des routes et des ponts dans la plantation de Coviphama. Avant de travailler pour Socfin Cambodia, je possédais des buffles dans ma ville natale. Un jour, on me les a volés, et quand j'ai réussi à les récupérer, j'ai décidé de les vendre et de trouver un meilleur travail.

Je vis dans l'un des villages de l'entreprise à Coviphama. J'ai quelques rizières dans ma ville natale, mais je n'ai pas de terres près de la plantation. Cependant, lorsque l'entreprise a lancé son programme de jardins familiaux, j'ai obtenu une petite parcelle pour cultiver des légumes.

Comme certaines personnes ne voulaient pas utiliser leurs propres parcelles, elles ont accepté, sous la supervision du coordinateur du village, de me laisser cultiver leurs parcelles.

Mon travail avec l'équipe « Routes et Ponts » commence à 6 heures du matin, je termine donc assez tôt et je

peux travailler dans le jardin quelques heures par jour.

Aujourd'hui, je cultive de nombreux fruits et légumes : pastèques, aubergines, citrouilles, choux, ignames...

Pendant mon temps libre, je peux aller vendre certains de mes produits au marché de Bousra, ce qui me permet de tirer un revenu supplémentaire de mon jardin.

J'aime travailler dans le jardin car je pense que c'est une activité saine. C'est mieux que de rester à la maison et de boire de la bière le soir. Sans compter que je peux produire de la nourriture pour moi-même et en tirer un revenu supplémentaire !

Quand les gens voient les parcelles de jardin qui ne sont pas entretenues, ils ne veulent pas commencer à les cultiver parce que c'est beaucoup de travail. Mais, quand ils voient mon jardin, ils veulent faire comme moi !

J'aime la vie que j'ai ici car elle est synonyme de liberté pour moi. Je peux travailler, vivre dans le village de la société avec d'autres personnes, cultiver mon propre jardin et en tirer un meilleur moyen de subsistance et revenu.

Koy Yon, Employé de maintenance des routes et des ponts, Socfin Cambodia, Cambodge



△ Panneau RSPO, PSG, Ghana

2.3

Des engagements validés par des certifications

Les engagements que nous avons pris sont encadrés et structurés par diverses certifications ou organisations auxquelles nous avons décidé d'adhérer.

2.3.1

Vers 100% de certification RSPO

Notre politique de gestion responsable est totalement alignée avec les Principes et les Critères RSPO.

Le Groupe Socfin est devenu membre de la RSPO en février 2019 (numéro de membre : 1-0269-19-000-00).

Pour Socfindo, membre depuis 2004 et totalement certifiée depuis 2015, rien ne change, si ce n'est qu'elle utilise désormais aussi le nouveau numéro de membre.

1-0269-19-000-00

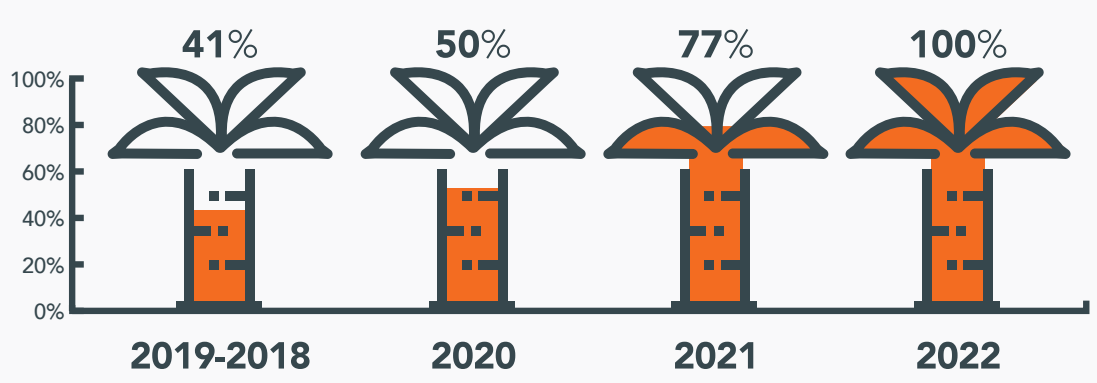
En 2019, nous nous sommes fixés comme objectif de faire certifier RSPO l'ensemble de nos plantations de palmiers en Afrique et, fin 2021, tous les sites africains ont été audités sauf deux.

À ce jour, **Okomu, Safacam, SOGB, SAC, Agripalma** et **3 sites de la Socapalm** sont certifiés et nous sommes en attente de la certification de 2 sites de la Socapalm et de Brabanta.

2022 marquera la certification du dernier site de la Socapalm et de PSG.



PLANNING DE CERTIFICATION RSPO (HUILERIES)





2.3.2

Création de la plateforme GPSNR



En octobre 2018, la Global Platform for Sustainable Natural Rubber (GPSNR) a été mise en place par un groupe de membres fondateurs dont nous faisons partie.

La mission de la GPSNR est de diriger l'amélioration des performances socioéconomiques et environnementales de la chaîne de valeur du caoutchouc naturel. La vision de la GPSNR est d'avoir une chaîne de valeur du caoutchouc naturel juste, équitable et respectueuse de l'environnement.

Les membres de la GPSNR doivent adhérer aux 12 principes de caoutchouc naturel durable¹². Peu après sa formation, la plateforme GPSNR a mis en place ses éléments de gouvernance : statuts, code de conduite, Comité Exécutif dont fait partie Socfin, etc. Puis, des workshops¹³ et des groupes de travail ont permis d'avancer sur les objectifs et la stratégie visant à atteindre l'état souhaité (processus équivalent de celui utilisé par RSPO avec la « Theory of change »).

L'Assemblée Générale de 2020 a validé les éléments de politique GPSNR qui devront être inclus dans les politiques des membres à partir de 2021. L'Assemblée Générale de 2021 a validé les exigences en matière de rapport annuel à soumettre à la GPSNR.

Nous concernant, les premiers rapports de nos plantations d'hévéas et de nos usines de caoutchouc seront soumis à la GPSNR en 2022 pour les paramètres liés à l'année 2021.



△ Équipe de greffeuse, SCC, Côte d'Ivoire

2.4

Nos actions pour le développement local et rural



Sierra Leone

Création d'emplois

En 2021, SAC a réalisé un investissement important pour étendre la capacité de production de son huilerie de 30 tonnes de régimes de fruits du palmier par heure, à 60 tonnes par heure. Cela fait de l'huilerie de SAC l'une des plus grande en Afrique.

L'investissement considérable consacré à l'extension de l'huilerie profite aux industries locales et aux populations environnantes : il permet de créer des emplois supplémentaires et réduit le besoin d'importer des produits alimentaires et l'utilisation de devises étrangères.

Nous sommes fiers de faire tourner l'huilerie à sa capacité maximale, traitant ainsi la production importante qui vient des champs avec un personnel technique presque exclusivement sierra-léonais.

Philip Tonks, Directeur Général de SAC, Sierra Leone



△ Philips Tonks en compagnie du Président Julius Maada Bio, SAC, Sierra Leone



△ Inauguration de l'huilerie en présence du Président Julius Maada Bio, SAC, Sierra Leone

¹²sustainablenaturalrubber.org — ¹³sustainablenaturalrubber.org/news-publications/gpsnr-working-groups-update-march-2022



2.4.1

Notre collaboration avec nos partenaires locaux

2.4.1.1

Nos sous-traitants



▲ Partenaire local, Socapalm, Cameroun

Avec pour objectif de stimuler l'entrepreneuriat local, les plantations font appel autant que possible aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et Très Petites Entreprises (TPE) locales.



Cameroun



Je suis auto-entrepreneur et je travaille avec la Safacam depuis 10 ans.

Chez Osthyp-X, j'emploie environ 60 personnes pour faire de l'entretien pour le secteur palmier. Je suis aussi planteur villageois partenaire de la Safacam, j'ai des plantations d'hévéas.

En tant qu'entrepreneur, j'apprécie de collaborer avec la Safacam car elle nous assure toujours des opportunités de travail.

Maurice Bile, Auto-entrepreneur, Cameroun



2.4.1.2

Nos partenaires planteurs villageois

Nos partenariats favorisent le développement des plantations villageoises et réduisent ainsi la pauvreté dans ces régions.

Les plantations entretiennent des relations étroites, et spécifiques à chaque région, avec les planteurs villageois d'hévéas et de palmiers. Elles encouragent leur inclusion et s'approvisionnent auprès d'eux. Certaines ont même mis en place, à leur initiative ou dans le cadre d'un programme étatique, des projets d'accompagnement et d'encadrement.

Ces partenariats permettent aux planteurs de bénéficier de formations et de soutiens financiers, d'accéder à du matériel végétal sélectionné, à des usines de traitement de la production et ainsi au marché international, etc.

Nous nous assurons aussi que les opérations de nos partenaires soient conformes à nos politiques et à nos exigences en matière de gestion responsable.



À titre d'exemple, en Côte d'Ivoire, 6 800 planteurs villageois livrent, au quotidien, leur production à notre usine de SCC.

Les cultures pérennes, par opposition aux cultures annuelles, ont un impact positif majeur sur leurs planteurs : les plantations leur apportent des revenus réguliers, et ce, tout au long de l'année (à l'inverse des productions saisonnières de café, cacao, coton, etc.).

En parallèle, la production villageoise apporte aussi une contribution non négligeable à la production globale mise sur le marché (cumul de la production industrielle et villageoise), ce qui permet de satisfaire progressivement la demande pour ces matières premières.



▲ Journée du délégué des planteurs villageois, SCC, Côte d'Ivoire





Témoignage

Je vous remercie tout d'abord de me rendre visite et d'évoquer avec moi ma vie de planteur. Je me nomme Hino Benoît Gnaoué, planteur d'hévéas, résident à Gnaoula et chef de ce village. Je suis également délégué du groupement DEG (organisme de coopération allemand de financement) et de FISDES (Fonds Ivoir-Suisse de Développement Economique et Social).

J'ai commencé à réaliser mes plantations à partir de 1984. Mes premières plantations se trouvent dans d'autres endroits et c'est en 1987 que j'ai planté ici, à Gnaoula, dans mon village. Ensuite, grâce à la SOGB, j'ai bénéficié des programmes FISDES et DEG à partir de 2002. **En tout, j'ai planté plus de 22 ha d'hévéas.** À côté de ces plantations, je plante de la banane plantain, du manioc et du piment.

Je ne pourrais pas accuser la SOGB de quoique ce soit, car **la SOGB est un outil de développement qui nous aide énormément. Toutes ces années durant lesquelles j'ai créé mes plantations, c'est sous l'encadrement de la SOGB** et le financement était fait par une banque qu'on appelait BNDA. Après cela, nous avons bénéficié des projets DEG et FISDES comme je l'ai évoqué tout à l'heure et c'est toujours la SOGB qui nous a encadré et qui continue de le faire jusqu'aujourd'hui. C'est vrai que parfois, il peut subsister des problèmes entre partenaires et dans ces conditions, mon crédo, est le dialogue qui permet d'aplanir les différends. La SOGB est tellement importante pour nous et pour la région que pendant la crise postélectorale de 2011, nous avons veillé à ce que la SOGB ne soit pas touchée ou pillée, comme ce fut le cas ailleurs. C'est le seul bien que nous ayons et il est important de la préserver, il y va de notre survie, de notre subsistance. Moi, j'ai toujours livré ma production à la SOGB, et pas ailleurs, comme certains, donc je peux vous assurer que mes relations avec la SOGB sont excellentes.

Dans le cadre du renouvellement de nos plantations, **la SOGB nous donne la possibilité de nous aider à renouveler nos plantations. Elle nous prélève une certaine somme sur nos productions et au bout d'un certain temps, elle viendra refaire nos plantations qui sont vieillissantes et qui ne produisent plus.** Je me suis d'ores et déjà inscrit dans ce projet. Je pense que c'est la bonne chose à faire si nous voulons laisser un héritage à nos enfants. Aussi, à travers le FIRCA, les moniteurs de la SOGB suivent l'évolution de nos plantations, ils passent régulièrement contrôler la qualité de la saignée, la santé des arbres et ils nous conseillent sur comment exploiter au mieux nos plantations pour avoir un temps d'exploitation plus long.

C'est le Département des Plantations Villageoises (DPV), dirigé par Monsieur Taky, qui s'occupe de nous encadrer et de nous accompagner au quotidien. C'est vrai que parmi nous, certains ne rendent pas la tâche facile à ces moniteurs. J'ai moi-même voulu interdire à un moniteur

de mettre un pied dans mon champ, car il avait fait des observations sur notre manière de travailler. Mais, nous avons fini par comprendre que c'est pour notre bien qu'ils sont là. Côté encadrement, il n'y a rien dire, si ce n'est que la SOGB fait parfaitement le boulot.

L'un de nos challenges actuels, est le renouvellement de nos plantations qui sont vieillissantes, nous n'avons pas les moyens de financer cette replantation par nous-même. Bien entendu, je suis d'accord pour contribuer en payant une caution, mais il faut un appui.

Le caoutchouc fait partie des matières premières d'exportation de la Côte d'Ivoire tout comme le cacao, le café, le coton, l'anacarde, etc. Quand j'analyse tout ça, je pense que le secteur du caoutchouc occupe une place importante. **Tout le monde se lance dans la culture du caoutchouc et la raison est simple : quand on prend une plantation d'hévéas, elle produit pratiquement 10 mois dans l'année, ce qui n'est pas le cas pour les autres cultures que je viens de citer. Cette capacité de l'hévéa à produire permet aux planteurs d'être, un tant soit peu, à l'abri du besoin.** C'est pourquoi je demande à l'État de renforcer le secteur du caoutchouc en améliorant le prix. Dans notre région, nous, les Kroumen, n'avons aucune autre culture, si ce n'est l'hévéa. Si une société comme la SOGB venait à fermer, c'est la mort assurée pour nous. L'État doit donc permettre à ces sociétés-là, d'investir en allégeant les taxes par exemple.

Pour lutter contre la pandémie, la SOGB nous a sensibilisé et nous a offert du matériel sanitaire. Nous avons reçu des seaux de lavage des mains, des gels désinfectants, des produits de nettoyage, etc. La SOGB nous a aidé à porter notre voix devant l'État de la Côte d'Ivoire pour que nous puissions être pris en compte. C'est ainsi que nous avons été recensés pour recevoir des compensations financières, mais, malheureusement, ces compensations tardent à venir. La SOGB a mis en place un système pour pouvoir permettre aux communautés villageoises de livrer leurs productions. Nous avons bénéficié de facilités pour livrer sans trop de difficultés.

Il est évident que si la SOGB venait à fermer dans ces moments difficiles, nous serions dans de sales draps, car nous ne vivons que des revenus de l'exploitation du caoutchouc. Selon vous, à qui irions-nous vendre notre caoutchouc ? Nous serions obligés d'abattre ces arbres pour faire du vivrier à la place. Mais la SOGB a continué de nous soutenir, la SOGB est restée solidaire. Nous sommes reconnaissants envers cette société.

Nous disons merci à la SOGB pour ses efforts envers les communautés que nous sommes.

*Hino Benoît Gnaoué, Planteur villageois,
Gnaoula, Côte d'Ivoire*



Programme STA



Le Smallholder Technical Advisory Program (STA – Programme de conseil technique aux planteurs villageois) a été fondé en 2008 et a intégré cinq techniciens chargés de travailler avec les agriculteurs locaux en termes de formation et de conseils techniques. Le programme STA, qui relève du département d'achat de caoutchouc local, a pour but de rendre autonome les planteurs villageois en dehors des investissements de LAC. Dans le passé, la plupart des planteurs villageois avaient l'habitude de semer des graines d'hévéa dans leurs exploitations sans tenir compte de la densité de plantation appropriée.

Grâce à l'introduction du programme STA, nous avons pu aider les planteurs villageois avec les formations suivantes : établissement d'une pépinière, greffage, comment aménager les champs, comment planter des souches d'hévéa avec la bonne densité de plantation, entretien des champs, comment faire une saignée de qualité et contrôler les maladies, la sécurité et la pollution.

STA a pu encourager d'autres agriculteurs de régions plus éloignées, comme le comté de Bong, par le biais de leur coopérative de planteurs, à créer des jardins à bois de greffe et des pépinières de jeunes plants.

En termes de retombées, l'entreprise et les planteurs villageois en profitent mutuellement. Les planteurs villageois bénéficient de meilleures plantations grâce à la formation professionnelle qu'ils ont reçue dans le cadre du programme STA, ainsi que d'une bonne productivité, ce qui signifie de meilleurs moyens de subsistance et revenu. LAC, en retour, bénéficie de l'achat de caoutchouc brut provenant de ces exploitations locales, ce qui l'aide à augmenter sa production.

Nous nous sommes engagés envers nos agriculteurs locaux et nous n'avons pas l'intention d'arrêter le programme. En guise d'engagement supplémentaire, nous fournissons les mêmes clones plantés par LAC aux planteurs villageois, nous offrons également à ceux qui ont une pépinière du bois de greffe gratuitement.

Alfred H Flomo, Responsable des achats de caoutchouc local, LAC, Comté de Grand Bassa, Libéria



△ Formation des planteurs villageois, STA program, LAC, Libéria



Dispositif RSE

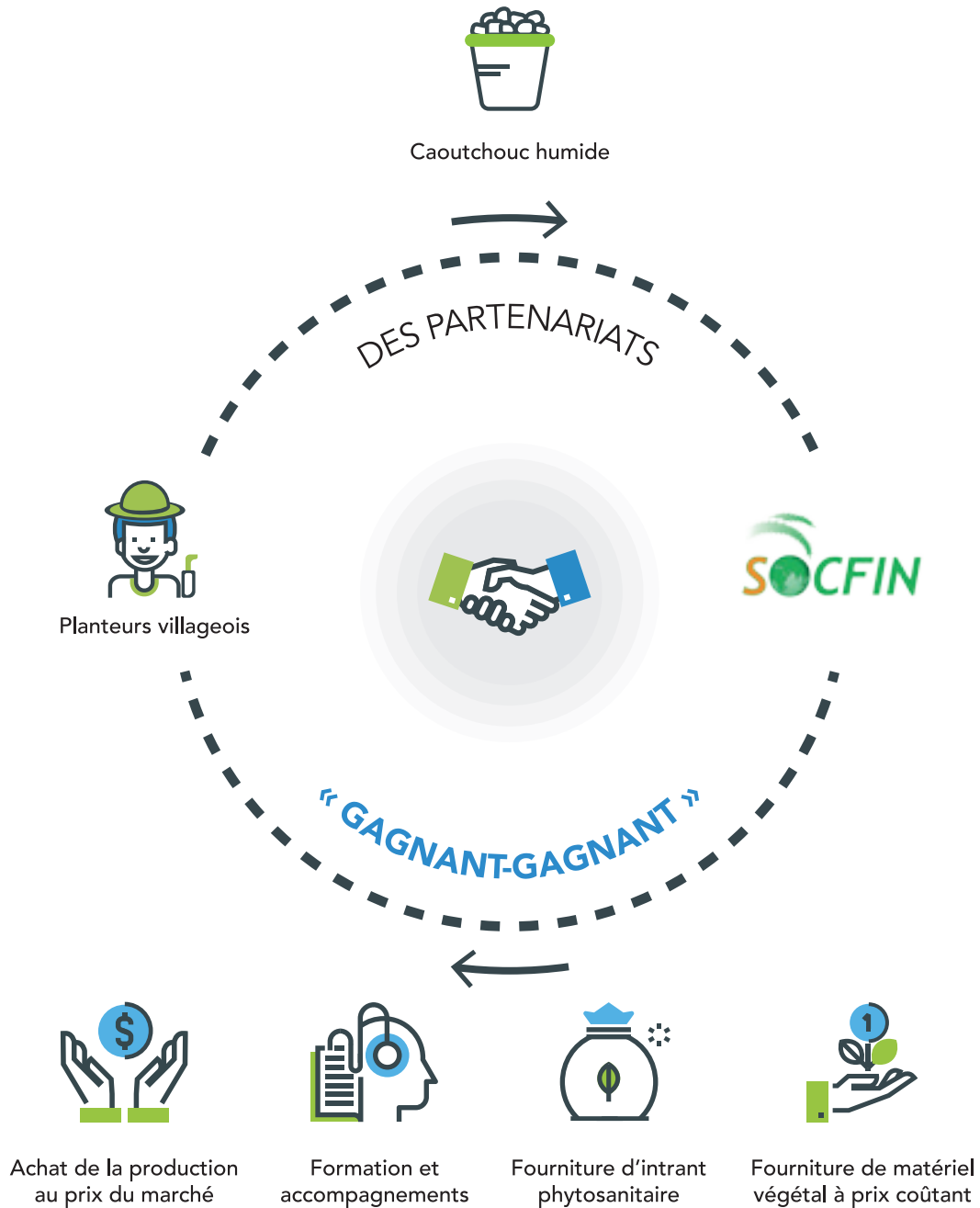
Le programme des planteurs villageois fait partie du dispositif de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) d'Okomu visant à aider les petits exploitants et à les intégrer dans la chaîne d'approvisionnement en régimes de palmier à huile d'Okomu.

En 2021, des agriculteurs ont reçu des semis d'une valeur de 3 millions de naira lors de la phase pilote de distribution de semis pour les petits exploitants, ce qui a contribué à renforcer la confiance des agriculteurs pour participer au programme.

Festus Ebozele, employé de TA Commodity, partenaire d'Okomu, Nigéria



Ces partenariats favorisent le développement des plantations villageoises et réduisent ainsi la pauvreté dans ces régions.



Pour des
IMPACTS POSITIFS :

Revenus stables ;
Amélioration des pratiques agricoles ;
Économies des sols grâce à une meilleure productivité.



Impact de la pandémie de Covid-19 sur nos partenaires



Au printemps 2020, la pandémie, le confinement strict et l'arrêt temporaire de toute une partie de l'économie mondiale avaient eu de graves conséquences sur de nombreux secteurs d'activité

Au sein du Groupe, nous avons tenu à tout prix à prendre les mesures de gestion nécessaires afin de préserver au maximum les emplois et les achats aux planteurs villageois et garantir ainsi des revenus stables à des milliers de familles vivant sur et autour des plantations tout en mettant en place les mesures nécessaires pour les protéger au mieux du Covid-19

Nous savons tous à quel point la sécurité financière et alimentaire, et l'accès des familles aux soins de santé sont des conditions sine qua non pour faire face à ce type de crise sanitaire, spécialement dans ces zones rurales reculées



2.4.1.3

Nos partenaires pour des projets de développement

Au Cameroun, la Socapalm et la Safacam se sont engagées dans un partenariat avec l'IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement) en 2013. Leur objectif commun est de faciliter le développement socioéconomique local par la création d'Écoles Familiales Agricoles¹⁴ (EFA) qui ont pour but de former les jeunes de la région aux métiers et à l'entrepreneuriat rural (production agricole, petit élevage, artisanat, transformation, etc.).

Les EFA de Kienké et Dizangué ont ouvert leurs portes en 2014 en suivant le modèle d'alternance : 15 jours à l'école et 15 jours au sein du projet rural. En juin 2017, les EFA avaient diplômé leurs premiers élèves. Depuis, nous observons qu'une grande partie des diplômés s'est lancée comme entrepreneur agricole, d'autres ont obtenu des emplois qualifiés, alors qu'une majorité a poursuivi ses études. Aujourd'hui, ce sont 54 jeunes, auparavant en situation de décrochage scolaire, qui ont retrouvé le chemin de l'école ou poussé les portes de l'entrepreneuriat rural.

Mi-2021, l'IECD et la Socapalm se sont accordés pour mettre fin au partenariat au vu du manque de candidats dans la région de Kienké. Néanmoins, ne souhaitant pas ralentir son impact sur le développement local et afin d'assurer la formation des 13 apprenants ayant débuté l'année scolaire en 2020, la Socapalm a sélectionné un nouveau partenaire pédagogique pour soutenir l'association des parents d'élèves pour le développement rural, à savoir l'Association des Professionnels de la Pédagogie de l'Alternance (APPA). L'année scolaire a démarré avec 10 nouveaux élèves en plus des 13 déjà inscrits en 2020 et des actions de sensibilisation sont menées afin de promouvoir cette structure éducative dans la région.

La Safacam, de son côté, a poursuivi son partenariat avec l'IECD et, ensemble, ils ont sollicité le Ministère de l'Enseignement Secondaire (MINESEC) afin de faire évoluer le statut de l'École Familiale Agricole (EFA) vers celui de Centre de Formation Professionnelle Familial et Agricole (CFP-FA). Le MINESEC qui a, au préalable, déjà donné son accord officialisera ce nouveau statut lors de la rentrée scolaire 2022 et permet de cette manière aux meilleurs élèves du centre d'accéder à l'enseignement technique secondaire étatique.

Depuis fin 2019, à Agripalma, nous avons noué un partenariat avec la Fondation du Real Madrid pour associer sport et éducation et contribuer de cette façon au bien-être des enfants. Notre objectif est de susciter une passion pour le sport, tout en favorisant l'éducation et le respect de valeurs comme l'égalité, l'estime de soi, l'esprit d'équipe, la tolérance, etc. En 2021, 96 enfants (entre 6 et 16 ans) ont bénéficié de ce projet à Agripalma, ils sont répartis en 6 groupes et s'entraînent deux fois par semaine. Dans le monde, 202 écoles ont été créées par le Real Madrid Foundation, et ce, dans 34 pays.



¹⁴ L'IECD œuvre depuis 1992 à l'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes ruraux du Cameroun en s'appuyant sur le concept des EFA.

2.4.1.4

Nos initiatives formatrices pour favoriser le développement des régions

Nous croyons que le développement des régions reculées passe par la formation des jeunes, des femmes et de toute personne motivée. Pour y parvenir, nos plantations mettent en œuvre divers programmes, projets et initiatives visant le renforcement des capacités de tout un chacun.



△ Initiative de formation, LAC, Libéria



Nigéria

Dev. local



L'arrivée d'Okomu dans notre communauté a été une aubaine, car elle a joué un rôle significatif dans le développement des communautés autour de sa plantation. Pour nous, dans la communauté d'Irhue, les projets annuels qu'Okomu réalise dans notre communauté ont contribué à transformer notre village autrefois isolé en une mini-ville.

L'installation récente d'un transformateur de 500 KVA à Irhue par Okomu a permis de connecter la communauté au réseau électrique national et de stimuler les activités économiques dans la région.

Hon. Ogbenudia Efonayi, Président du comité de la communauté d'Irhue, Nigéria



▲ Équipe de maintenance des routes et des ponts, Socfin Cambodia, Cambodge

2.4.2

Nous favorisons la circulation des biens et des personnes

Implantées dans des régions reculées, toutes nos plantations construisent, entretiennent et réparent des routes et des ponts, même en dehors des concessions.

Ces routes sont indispensables pour permettre l'accès aux marchés, écoles, lieux de travail, villes, hôpitaux et communautés voisines. En effet, dans les régions enclavées, les déplacements sont difficiles : les transports publics sont inexistantes et les pistes trop rarement entretenues.

Alors, nous favorisons autant que possible la circulation des biens et des personnes, et en 2021, nous y avons consacré un budget de 9,7 millions €.

Budget pour les infrastructures routières de 9,7 millions € en 2021.



Cambodge

Voies d'accès



Je m'appelle Lavy, j'ai 37 ans et j'ai commencé à travailler pour Socfin Cambodia en tant qu'agent de terrain dans la plantation Socfin-KCD en 2009.

Depuis 2016, je suis le superviseur de l'équipe de maintenance des routes et des ponts à Coviphama ; nous entretenons et réparons les routes et les ponts de l'entreprise. Je suis également chargé de réaliser la démarcation autour de la concession, des coupe-feux pour protéger les forêts et les champs d'hévéas pendant la saison sèche et de contrôler les panneaux placés pour délimiter les zones protégées dans la plantation.

Grâce à mon travail, j'ai acquis une grande connaissance de la plantation et de la région.

Je vis dans l'un des villages de l'entreprise avec ma femme et mes trois enfants. Mes deux aînés, âgés de 7 et 11 ans, vont à l'école de la plantation. Je suis originaire du village de Pu Teut à Bousra.

Mon père est Khmer et ma mère est Bunong, et elle suit les croyances traditionnelles indigènes. Aujourd'hui, j'ai toujours une maison dans le village de Pu Teut et avec l'argent que j'ai économisé en travaillant pour l'entreprise, j'ai pu acheter des terres pour créer ma propre ferme près de Coviphama où je cultive du café, du manioc et des avocats.

Les membres de la communauté me disent que Socfin Cambodia est une bonne entreprise parce qu'elle les aide en soutenant des projets de développement comme des routes ou des puits. De mon point de vue, je suis reconnaissant que l'entreprise soit venue à Bousra. Comme je n'ai pas fait d'études supérieures, je n'aurais pas pu trouver facilement un emploi. Socfin Cambodia était la seule à pouvoir me donner un emploi avec un bon revenu. Maintenant, j'ai un bon poste avec des responsabilités, j'ai pu apprendre davantage en travaillant avec l'entreprise et je peux me permettre d'exploiter ma propre ferme, ce qui a amélioré mes revenus.

Je peux également voir que Socfin Cambodia se soucie de l'environnement local car nous accordons beaucoup d'attention dans notre travail au nettoyage des plastiques que les gens laissent dans les zones naturelles, aux patrouilles et à la protection des forêts. J'espère que les habitants de la région aideront également à protéger la faune et à arrêter de chasser les animaux pour les vendre, car nous les voyons moins qu'avant.

Lavy Net, Superviseur de l'équipe de maintenance des routes et des ponts, Socfin Cambodia, Cambodge



△ Formation des planteurs villageois, programme STA, LAC, Libéria

2.5

Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement

Nous nous sommes engagés à mettre en place des outils de traçabilité pour plus de transparence dans notre chaîne d'approvisionnement.

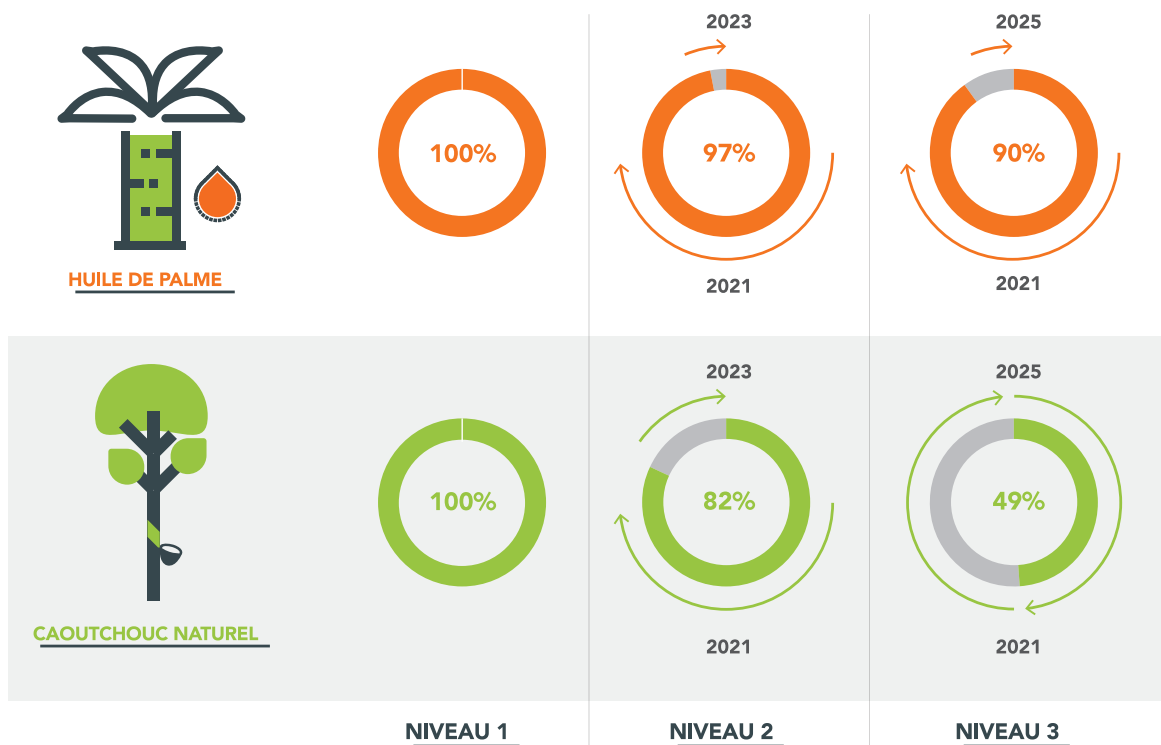
Notre Groupe s'assure que ses engagements de durabilité et de gestion responsable s'appliquent également à tous ses fournisseurs (incluant les planteurs villageois auxquels nous achetons du caoutchouc humide ou des régimes de palmiers).

À ce jour, nous avons une traçabilité de 100% de nos approvisionnements de « niveau 1 », tant pour les régimes de palmier à huile que pour le caoutchouc.

Nous avons développé des outils de traçabilité permettant d'identifier et de localiser la région de production des planteurs partenaires. Cette traçabilité sera étendue à la totalité de notre chaîne d'approvisionnement et de ses intermédiaires : coopératives, acheteurs, etc.

Cela nous permettra de faire évoluer notre traçabilité du niveau 1 au niveau 3.

Objectifs de traçabilité



Niveau 1 : identification des fournisseurs ;

Niveau 2 : identification des fournisseurs et localisation précise pour les plantations industrielles et les planteurs villageois ;
identification des fournisseurs et localisation des secteurs d'achat pour les intermédiaires ;

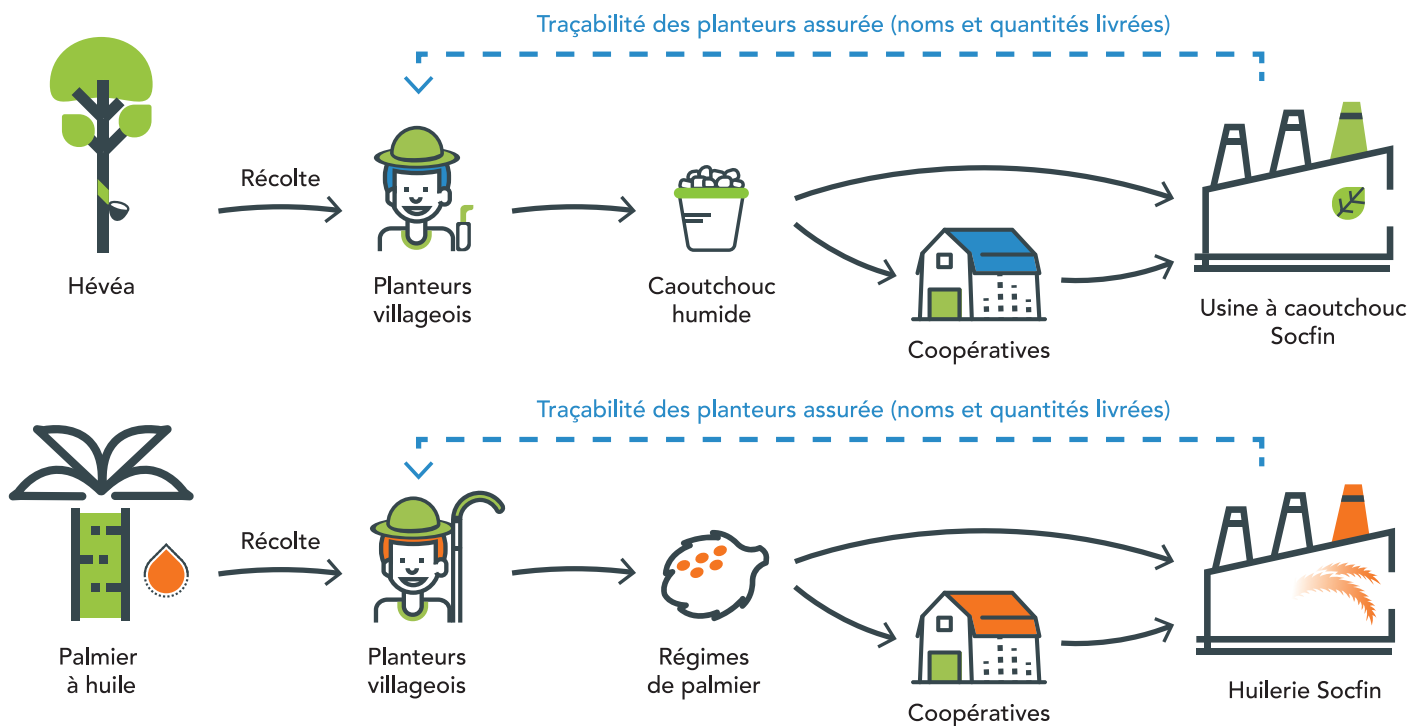
Niveau 3 : identification et localisation précise de toute la chaîne d'approvisionnement.



△ Arrivée de la production de planteurs villageois, SCC, Côte d'Ivoire

2.5.1

Nous identifions nos fournisseurs de fruits et de caoutchouc



Le Groupe achète du caoutchouc humide ou des régimes (fruits) de palmiers à plusieurs milliers de planteurs villageois qui livrent directement aux usines, ou vendent à une coopérative qui se charge du transport et de la livraison aux usines.

Les planteurs partenaires qui livrent directement et individuellement leur production à nos usines sont tous identifiés sur base de leurs noms et quantités livrées.

Pour faciliter le suivi et la vérification par des organismes et tiers, nous publions sur notre « tableau de bord de transparence¹⁵ » en ligne, toutes nos données de traçabilité (coordonnées des usines, cartes des concessions, etc.).

Ces informations, rendues publiques, sont aussi vouées à limiter les éventuelles erreurs d'interprétation qui pourraient être faites par des entités externes.

¹⁵ socfin.com/dashboard



2.5.2

Achats équitables

Nous suivons scrupuleusement et en pleine transparence les réglementations nationales ou sectorielles de fixation des prix et utilisons au maximum notre influence pour que les prix payés par le secteur aux planteurs villageois restent à un niveau suffisamment élevé pour leur garantir un revenu décent.



Tous les mois, la SOGB reçoit le prix du caoutchouc de l'APROMAC (Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte d'Ivoire) et celui des régimes de palmiers de l'AIPH (Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile).

Les prix sont communiqués à tous les planteurs par les différents moyens de diffusion et appliqués par la SOGB pour le caoutchouc et les régimes de palmiers achetés aux ponts-basculés.

2.5.3

Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la chaîne d'approvisionnement

Le Groupe s'assure que les opérations des planteurs villageois identifiés soient conformes à sa politique et à ses exigences en matière de durabilité. Nous organisons aussi des sensibilisations et des formations pour les planteurs et les sous-traitants, et leur apportons aussi une aide à la décision et un support technique. En cas de mauvaise volonté manifeste, le planteur peut être banni de la liste des fournisseurs du Groupe.

En tant qu'acteur clé, nous avons conscience que nous avons un rôle à jouer dans la transparence de l'industrie alors, dès ses débuts, nous nous sommes engagés dans le projet « RubberWay » et les premières évaluations ont eu lieu en 2018 sur nos sites ivoiriens.

Une application sur smartphone développée par Michelin en 2018 et basée sur le principe d'auto-évaluation par les acteurs se trouvant en amont de la filière.

À ce jour et à notre niveau, nous avons réalisé une évaluation complète dans 4 pays et, rien qu'en Côte d'Ivoire et au Libéria, ce sont plus de 13 800 planteurs villageois qui ont été évalués.

Les données collectées dans les opérations du Groupe nous permettent de dresser une cartographie complète des risques dans ces zones d'approvisionnement et de définir les priorités en termes de formations destinées aux planteurs afin de les engager vers des pratiques plus durables.

Pour notre Groupe, RubberWay est un moyen efficace de sensibiliser l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement aux aspects sociétaux et environnementaux et d'entreprendre la mise en conformité graduelle à nos engagements en matière de gestion responsable.



2.5.4

Sécurité dans la chaîne d'approvisionnement

Conformément aux engagements pris dans leurs politiques, nos plantations assurent également une partie des formations et sensibilisations des sous-traitants en matière de santé et de sécurité au travail, ce qui induit un suivi par chaque plantation du taux d'accident chez ses sous-traitants.

Le « code éthique des fournisseurs » créé en 2019 prévoit également plusieurs obligations en matière de Santé et Sécurité au Travail (SST) et impose à nos fournisseurs d'accepter que ses opérations soient vérifiées, à ce niveau également, de manière régulière par le « compliance officer » du site.





Interview de Côme de la Porte

RESPONSABLE DES OPÉRATIONS DE RUBBERWAY.



“ J’ai toujours été soucieux de créer mon parcours professionnel de manière à avoir un impact social dans mon travail. ”



RUBBERWAY

△ Côme de la Porte, Responsable des opérations de RubberWay

“ **RubberWay est une solution numérique spécifiquement développée pour identifier les risques de durabilité dans la chaîne d’approvisionnement en caoutchouc naturel en amont.** ”

Pouvez-vous vous présenter et décrire votre expérience ?

J’ai toujours été soucieux de créer mon parcours professionnel de manière à avoir un impact social dans mon travail.

Pendant longtemps, j’ai considéré que le travail humanitaire était la profession ayant l’impact positif le plus incontestable. Quand j’étais plus jeune, mes films et romans préférés étaient ceux mettant en scène des humanitaires dans des zones de conflits au Soudan, en Yougoslavie, au Rwanda, en Indochine, etc.

J’ai fait des études de gestion complétées par une maîtrise en aide humanitaire. Après avoir obtenu mon diplôme, j’ai voulu combiner ma formation commerciale avec mon désir d’avoir un impact social. Le domaine de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) s’est donc naturellement imposé, avec une attirance particulière pour les problématiques globales et internationales.

C’est dans ce contexte que j’ai rejoint le département développement durable de la structure d’achat de caoutchouc naturel du groupe Michelin il y a quatre ans, puis que j’ai participé à la création de RubberWay en tant que structure indépendante.

Qu’est-ce que RubberWay et qu’est-ce qui a conduit à sa création ?

Tout d’abord, examinons le contexte mondial.

Malgré les avantages économiques et les moyens de subsistance découlant de la production de caoutchouc, la demande croissante de caoutchouc naturel et l’expansion des plantations qui en résulte présentent des risques sociaux, économiques et environnementaux.

Si cette augmentation de la demande n’est pas traitée avec sagesse, elle exercera certainement une pression accrue sur les forêts, la biodiversité et les terres agricoles. Il est donc urgent d’intensifier les bonnes pratiques tout au long de la chaîne d’approvisionnement et de rechercher un impact mondial.

RubberWay est une solution numérique spécifiquement développée pour identifier les risques de durabilité dans la chaîne d’approvisionnement en caoutchouc naturel en amont. Elle a d’abord été conçue par des fabricants de pneus pour permettre à leurs fournisseurs de caoutchouc naturel (tel que Socfin) de rendre compte de la transparence de leur chaîne d’approvisionnement.

Notre solution numérique est basée sur un concept d’auto-évaluation. À l’aide d’une application mobile, le transformateur de caoutchouc réalise une série d’entretiens avec chacun des acteurs clés de sa propre chaîne d’approvisionnement en amont : petits exploitants, intermédiaires, grandes plantations et usines de transformation.

Sur la base des réponses recueillies, RubberWay peut signaler les pratiques à risque et les faire apparaître dans leur contexte géographique grâce à une cartographie.

Pour finir, cette évaluation permet d’identifier les zones critiques impliquant des risques sociaux et environnementaux.



△ Application RubberWay



Quel est votre rôle chez RubberWay ?

Étant donné notre taille relativement petite, en tant que responsable des opérations, je suis essentiellement chargé de faire fonctionner l'entreprise ! Cela comprend une grande variété de tâches : communication et prospection, formation et suivi des utilisateurs, production de rapports d'analyse, maintenance du système avec notre prestataire informatique, dialogue avec les parties prenantes internes et externes, etc. On n'a pas le temps de s'ennuyer.

Heureusement, je suis aussi aidé par nos actionnaires très actifs qui contribuent à porter la bonne parole plus largement.

Comment RubberWay aide-t-il les petits exploitants locaux ? Pourquoi pensez-vous que cette initiative est importante pour le secteur du caoutchouc ?

L'établissement d'un diagnostic des risques est crucial car les données collectées sont ensuite utilisées comme base pour développer d'autres projets de renforcement des capacités en collaboration avec tous les acteurs de la chaîne de valeur (producteurs, transformateurs, ONG, organismes gouvernementaux, etc.). Ces projets ont en effet un impact direct sur les petits exploitants.

De tels plans d'action ont déjà été mis en œuvre par un transformateur de caoutchouc en Thaïlande suite à une évaluation de RubberWay, ainsi qu'en Côte d'Ivoire avec le soutien d'une agence publique, et actuellement à Sumatra (Indonésie) où un projet cofondé par un transformateur, un fabricant de pneus et un constructeur automobile est en cours d'établissement.

RubberWay est essentiel parce qu'il n'est pas seulement utilisé comme un outil d'évaluation des risques, mais aussi comme un moyen efficace de sensibiliser aux sujets sociaux et environnementaux, et d'engager les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à des pratiques plus durables.

“ **Compte tenu de sa position d'acteur clé dans le secteur du caoutchouc naturel, Socfin a reconnu son rôle essentiel pour assurer la transparence de l'industrie en s'engageant pleinement dans l'évaluation RubberWay.** ”

Qu'avez-vous mis en œuvre sur le terrain avec le Groupe Socfin (et sur quelles plantations) ?

Compte tenu de sa position d'acteur clé dans le secteur du caoutchouc naturel, Socfin a reconnu son rôle essentiel pour assurer la transparence de l'industrie en s'engageant pleinement dans l'évaluation RubberWay.

Ainsi, Socfin a fièrement mené une évaluation complète dans 4 pays simultanément. En Côte d'Ivoire et au Libéria, ils ont utilisé RubberWay pour interroger plus de 13 800 petits exploitants agricoles. Ils ont recueilli des informations dans douze districts, ce qui a permis de dresser une carte complète des risques dans leurs zones d'approvisionnement.

Dans l'ensemble, l'évaluation ne fait pas apparaître de risques particulièrement alarmants. Cependant, nous avons pu mettre en lumière un manque évident de titres fonciers officiels détenus par les petits exploitants en Côte d'Ivoire.

En revanche, nous avons été positivement surpris de constater un haut degré de formation agricole reçue par les agriculteurs grâce à l'implication de Socfin en partenariat avec l'agence publique ivoirienne en charge du caoutchouc naturel.

“ **RubberWay est essentiel parce qu'il n'est pas seulement utilisé comme un outil d'évaluation des risques, mais aussi comme un moyen efficace de sensibiliser aux sujets sociaux et environnementaux, et d'engager les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à des pratiques plus durables.** ”

Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés ?

La chaîne d'approvisionnement très fragmentée est l'un des aspects les plus difficiles de la durabilité dans le secteur du caoutchouc naturel. 90% du caoutchouc naturel mondial est produit par des petits exploitants indépendants, avec peu ou pas d'interaction avec les entreprises en aval. En Indonésie et en Thaïlande, les deux principaux pays producteurs, il est courant que les usines de transformation s'approvisionnent en matières premières par le biais d'intermédiaires à trois niveaux ou plus.

Ce manque d'accès direct aux producteurs rend la mise en œuvre des processus de vérification très difficile.

L'avantage qui en résulte est que RubberWay peut être utilisé comme un moyen d'amener l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, en commençant par les intermédiaires, à une plus grande sensibilisation aux risques impliqués dans la production de la matière première.

Le deuxième défi principal est que parfois les transformateurs ne voient pas l'intérêt de consacrer des ressources à la durabilité. Il y a donc aussi un travail de fond à faire à plus long terme pour s'assurer que la durabilité est considérée comme un défi précompétitif par les différents acteurs de l'industrie.

Pensez-vous que d'autres entreprises du secteur du caoutchouc devraient suivre cette approche ?

Oui, je leur conseille d'adhérer à cette approche très pragmatique pour de nombreuses raisons.

Avec RubberWay, les entreprises en aval (transformateurs, négociants, acheteurs) détiennent un moyen d'opérer des changements environnementaux et sociaux significatifs dans l'industrie du caoutchouc naturel en améliorant la transparence dans leurs procédures d'approvisionnement.

Elles doivent s'assurer d'avoir accès à des informations pertinentes sur l'état actuel des risques dans l'industrie. En disposant des données appropriées, les entreprises seront en mesure d'atténuer les risques par des interventions ciblées qui serviront leur objectif ainsi que celui de l'ensemble du secteur.

Si de nombreuses entreprises en aval utilisaient une approche d'évaluation des risques telle que RubberWay, la transparence de la chaîne d'approvisionnement pourrait être réalisée efficacement à l'échelle du secteur, étant donné que la plupart des achats de caoutchouc proviennent des mêmes zones.

Comment voyez-vous l'avenir de la chaîne d'approvisionnement du caoutchouc ?

L'industrie du caoutchouc naturel a été moins scrutée par la société civile que d'autres produits de base. Par exemple, contrairement aux industries de l'huile de palme, des produits forestiers et du soja, il n'existe pas de norme générale de certification de la durabilité spécifique au caoutchouc naturel.

Toutefois, la situation commence à changer avec la création de la plateforme mondiale pour le caoutchouc naturel durable (GPSNR) et l'engagement d'un nombre croissant d'entreprises à produire et à s'approvisionner en caoutchouc naturel durable.

Nous observons l'émergence de diverses initiatives de reporting, de solutions de traçabilité, de plateformes commerciales, qui œuvrent toutes pour une plus grande transparence. Ce mouvement aide les entreprises en aval à considérer la durabilité comme une valeur ajoutée essentielle pour leurs produits.

“ Je suis convaincu que les cartes des risques de RubberWay seront bientôt utilisées par la plupart des acheteurs de caoutchouc comme base de décision d'achat. ”

Pensez-vous que cette approche peut être appliquée à d'autres secteurs agro-industriels ?

Oui, je pense que ce modèle est hautement répliquable, et j'espère voir émerger bientôt PalmWay, CocoaWay, SoyWay, et d'autres encore !

Côme de la Porte, responsable des opérations de RubberWay



[linkedin.com/company/rubberway](https://www.linkedin.com/company/rubberway)



rubberway.tech



Pour nos employés locaux et les communautés



- 3.1 Contexte **p55**
- 3.2 Nos engagements pour nos employés locaux et les communautés **p56**
- 3.3 Notre engagement pour le respect des droits humains des communautés **p58**
- 3.4 Notre engagement social pour nos employés et le respect de leurs droits humains **p67**



3.1

Contexte

Parce que nos employés représentent l'essence de notre Groupe, nous veillons à leur assurer un encadrement solide et la meilleure protection sociale possible compte tenu des contextes respectifs spécifiques de nos plantations et des possibilités de renforcement de leurs connaissances et de leur savoir-faire.

Dans les régions isolées dans lesquelles nous sommes implantés, les travailleurs bénéficient rarement de longues expériences dans des structures agro-industrielles telles que les nôtres. De ce fait, nous avons à réaliser une sensibilisation et une formation intensive de nos équipes, comme par exemple en ce qui concerne le respect des règles de sécurité au travail.

Étant généralement le seul employeur privé de la région, les possibilités d'emploi, à long terme, accompagnées des conditions de travail et de salaire que nous offrons, représentent souvent la seule possibilité d'emploi pour certaines communautés.



62 500

enfants scolarisés au cours
de l'année 2021 soit 1 200 de plus
qu'en 2020



91

centres de santé
et hôpitaux répartis
sur nos plantations



2,9

millions d'€
dédiés à la réalisation
des projets communautaires



3.2

Nos engagements pour nos employés locaux et les communautés



Bien-être social

Respecter et améliorer le bien-être social de nos employés et de leur famille, ainsi que des communautés :

Sensibiliser

Résoudre les griefs et rendre compte publiquement des progrès réalisés

Protection sociale et respect de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme

Assurer la protection sociale et faire respecter la Déclaration Universelle des droits de l'Homme pour nos employés :

Appliquer une approche de tolérance zéro à l'égard des violations graves des droits de l'Homme, notamment les intimidations, les atteintes physiques et/ou les menaces

Promouvoir l'équité entre les genres et renforcer l'égalité entre les genres

Reconnaître et respecter les droits de tous les travailleurs, y compris ceux des sous-traitants, des travailleurs temporaires et des travailleurs migrants

Mettre en œuvre un mécanisme de réclamation conforme au principe 31 des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme

Permettre aux employés locaux et à leur famille de bénéficier d'infrastructures, d'une couverture santé et d'un accès à l'éducation

Améliorer les conditions de vie : eau, électricité, loisirs, etc.



3.2

Nos engagements pour nos employés locaux et les communautés



Respecter les droits des communautés locales dans toutes nos opérations et chaînes d'approvisionnement :

Respecter le droit des populations autochtones et des communautés locales à donner ou à refuser leur Consentement Libre, Préalable et Eclairé (CLIP) à toutes les opérations affectant les terres ou les ressources sur lesquelles elles ont des droits légaux, communautaires ou coutumiers, en utilisant la méthodologie du CLIP de la RSPO

Maintenir des canaux de dialogue permanents, efficaces, transparents, ouverts et culturellement appropriés avec les populations autochtones et les communautés locales

Encourager la collaboration à long terme pour mettre en œuvre des projets communautaires locaux soutenant des conditions de vie décentes : vie sociale, santé, éducation, sécurité alimentaire, etc.

Respecter les droits d'accès et d'occupation des terres par les communautés locales et indigènes

Maintenir les droits traditionnels d'accès à nos plantations pour la chasse et la cueillette de plantes à des fins de subsistance, de traditions religieuses culturelles indigènes, de coutumes et de cérémonies tout en restant en conformité avec les exigences légales et à l'engagement du Groupe Socfin de protéger les espèces rares, menacées, en voie de disparition et en danger critique d'extinction

Mettre en œuvre un mécanisme de réclamation conforme au principe directeur 31 des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme. Ce mécanisme est utilisé pour résoudre les litiges en cours ; la mise en œuvre des mesures correctives convenues est contrôlée conjointement par la (les) communauté(s) et le Groupe Socfin et/ou par une (des) tierce(s) partie(s) convenue(s)

Droits des communautés locales



3.3

Notre engagement pour le respect des droits humains des communautés

Nous savons qu'une plantation agro-industrielle génère des impacts sur la région où elle est implantée. Conscient de cela, nos recherches et nos choix d'acquisition de concessions s'orientent en priorité sur des plantations existantes, en activité ou abandonnées (anciennes plantations privées ou étatiques), qui nécessitent d'être réhabilitées et dont les titres fonciers sont bien établis.

3.3.1

Notre conformité aux législations foncières

Nous mettons tout en œuvre pour respecter scrupuleusement à la fois les législations foncières et environnementales des pays-hôtes dans lesquels nous sommes actifs, mais aussi les normes et référentiels auxquels nous adhérons : ISO, RSPO, GPSNR, Global GAP, etc.

Sauf rares exceptions (Safacam et une partie d'Agripalma), nos filiales ne détiennent pas, directement ou indirectement, leurs concessions ; elles les gèrent en tant que locataires dans le cadre de contrats de bail à long terme avec les États, légitimes propriétaires de ces terres. Toutes nos cartes de concession des plantations sont disponibles sur notre dashboard¹⁶.

Malheureusement, le régime foncier de certains pays est parfois peu documenté. Les droits légaux, communautaires ou coutumiers sur les terres et les ressources ne sont pas toujours précis et, malgré les précautions, nous assistons parfois à d'inévitables revendications concernant un même terrain.

Aussi, du fait de l'explosion démographique récente dans certaines régions, nous remarquons que la pression foncière est devenue très forte autour de certaines plantations bien que celles-ci existent parfois depuis presque 50 ans.

Afin de résoudre ces situations parfois complexes, nous nous tournons systématiquement vers les États et leurs services locaux du cadastre, ainsi que vers les communautés concernées pour réaliser un état des lieux précis et clarifier la situation de manière objective et matérielle : bornage, établissement de cartes, etc.

Ce processus peut prendre du temps, mais il permet d'aboutir à des résultats positifs satisfaisants pour toutes les parties concernées en améliorant les relations de bon voisinage entre les communautés et la plantation.



À la Socapalm, depuis 2017, afin de clarifier la situation foncière, objet de certaines tensions et éviter tout malentendu, un état des lieux de la concession a été effectué, en collaboration étroite avec l'État, le ministère des Domaines et des Affaires Foncières, au travers des services locaux du cadastre, ainsi qu'avec les communautés riveraines concernées.

L'entreprise a également sollicité l'identification des limites de la concession ainsi qu'une densification des bornes des titres fonciers de l'État. Cette opération a été menée à bien sur toutes les plantations, avec le concours des communautés et des autorités administratives et, dans certains cas, il a nécessité la pose ou la densification de bornes limitant la concession. Ces résultats ont été présentés aux communautés à l'issue des travaux.

Sur la base de ces éléments, une cartographie doit être établie par le ministère des Domaines et des Affaires Foncières afin d'être présentée à la Commission Technique en charge du dossier pour validation.

3.3.2

La compensation pour occupation de terres

Lorsque nous faisons le choix de louer une concession à un gouvernement, nous sommes conscients que les terres en question sont souvent à l'état d'abandon, et, bien qu'appartenant à l'État, utilisées par les communautés environnantes depuis de nombreuses années.

Des compensations sont alors prévues pour ces situations spécifiques et sont payées aux communautés qui auraient planté des cultures vivrières sur ces terres afin de les dédommager. Le montant de ces compensations est dans la plupart des cas fixé par la législation locale de manière très précise.

¹⁶ socfin.com/dashboard



3.3.3

Notre engagement à respecter les droits des communautés : CLIP

Nous avons toujours respecté le droit des populations autochtones et des communautés locales à donner ou non leur accord avant toute opération affectant des terres ou ressources sur lesquelles elles ont des droits légaux, communautaires ou coutumiers.

Concrètement, lors d'un projet de développement, des études d'impact environnemental et social sont toujours réalisées. Elles comprennent des plans de gestion environnemental et social, des mesures d'atténuation des impacts, un plan de développement communautaire et un plan d'engagements avec les parties prenantes ; le tout faisant partie intégrante du contrat d'occupation convenu avec l'État et les communautés.



Au Cambodge, la plantation protège plus de 560 hectares de terres identifiées comme lieux sacrés.

En parallèle, dans notre politique de gestion responsable, nous avons pris l'engagement formel d'appliquer le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP¹⁷), concept juridiquement soutenu par l'UNDRIP¹⁸ (United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples) avant toute opération affectant des terres, dans le but de limiter au maximum tout impact négatif sur les communautés locales.

Nous n'entreprenons aucun nouveau développement, tant que ce processus n'est pas finalisé (ou qu'un conflit non résolu est en cours pour les zones en question, à moins bien sûr, qu'un processus de résolution des conflits acceptable ne soit mis en œuvre et consenti librement par les parties concernées).

Notre engagement pour la certification de nos filiales africaines à la RSPO, dont une des exigences est l'adhésion aux principes du CLIP, est une garantie supplémentaire de la bonne mise en œuvre de ce concept sur l'ensemble de nos plantations.

3.3.4

Nous favorisons le dialogue avec les communautés

Les populations riveraines de nos plantations participent aux plateformes de dialogue organisées pour structurer les relations communautaires. Les spécificités de chaque communauté sont reconnues et une place particulière est réservée à chacune.

À titre d'exemple, dans un cas de conflit foncier, nous dialoguons de manière transparente et ouverte avec les parties prenantes concernées, au niveau local, national et international, afin de résoudre la situation.

Toutes les plaintes sont enregistrées et documentées, et le maximum est mis en œuvre pour régler toutes les doléances en temps opportun.



Je vous remercie pour l'antenne que vous m'offrez pour parler de mon village et de moi. Je me nomme Youkou Félix Néan, chef coutumier du canton Wapo, résidant à Klotou. Ce village fait partie des 13 villages AVD (Association de Villages Déplacés) qui partagent un commun avec la SOGB. C'est un commun heureux que nous les AVD partageons avec la SOGB. C'est à travers cette structure que la SOGB vient soutenir économiquement les villages par des projets de développement.

Nous avons mis en place un cadre de discussion qui nous permet d'aplanir les éventuels différends. Nous savons qu'aucune œuvre n'est parfaite, mais avec la SOGB, je peux dire que nous tendons vers le parfait. Tous les 5 ans, il y a des améliorations qui nous rendent très heureux. La SOGB se dépense pour nourrir nos ambitions, je veux parler des projets qui se réalisent ici et là dans nos villages.

Pour ce qui concerne la crise de la Covid-19, il faut dire que nous n'avons pas été impactés outre mesure, la SOGB nous a fourni des équipements sanitaires, nous a sensibilisé et, ceux d'entre nous qui le désiraient, sont allés se faire vacciner. Je pense que les autorités de la SOGB ont bien géré cette crise qui n'est malheureusement pas encore passée, mais je pense que le pire est derrière nous maintenant.

En 2021, nous avons inauguré le centre de santé de Djihimbo, il y a eu aussi la construction de nombreuses salles de classes dans plusieurs villages et bien d'autres projets communautaires. À Klotou, un centre de santé a ouvert.

Le protocole d'accord a également été réévalué, nous avons participé aux débats et il en est ressorti des décisions très bonnes et favorables aux villages. Les budgets ont été revus à la hausse. Cela va booster encore le développement des villages et il faut dire que les résultats de ces négociations sont au-delà de ce qu'on espérait. En tout cas, le Directeur Général actuel de la SOGB, a fait quelque chose de très important pour nous, et nous lui disons grand merci.

Tous les villages sont satisfaits, ce que la SOGB fait pour nos communautés est unique et cela est à saluer. Nous souhaitons la prospérité à la SOGB, car la prospérité de la SOGB entraînera de facto celle des villages AVD.

Youkou Félix Néan, Chef coutumier du canton Wapo, Klotou, Côte d'Ivoire



Interview de Céline Schmitz

RESPONSABLE DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE
Socapalm, Cameroun



“ Ces dix années m’ont permis d’acquérir des expériences variées et des compétences nouvelles, notamment à travers la mise en place des processus et l’obtention des certifications ISO 14001 et RSPO. ”

▲ Céline Schmitz, Responsable Département Développement Durable, Socapalm, Cameroun

Relations entre la Socapalm et les communautés riveraines

“ Nous avons initié la création d’un « Guide des Parties Prenantes » définissant les modalités des relations entre la Socapalm et ces dernières et avons mis en place un programme de sensibilisation sur les politiques, plans et procédures HSE de l’entreprise. ”

Pouvez-vous vous présenter et présenter votre expérience ?

Après mes études, masters obtenus à l’Université Libre de Bruxelles en Histoire, en Anthropologie et en Sciences de l’environnement et, à la suite d’une brève mission au Congo, j’ai réellement entamé ma carrière professionnelle à la Socfin en Sierra Leone en 2012 sur le projet de SAC (Socfin Agricultural Company). Il s’agissait d’une plantation nouvelle au sein de laquelle j’ai eu l’opportunité de réaliser plusieurs projets et d’occuper diverses fonctions au sein des départements agronomique, logistique, ressources humaines pour en fin de compte déployer le Département Développement Durable de l’entreprise.

Ces dix années m’ont permis d’acquérir des expériences variées et des compétences nouvelles, notamment à travers la mise en place des processus et l’obtention des certifications ISO 14001 et RSPO.

Une expérience profondément marquante fut, en 2014, la gestion de la pandémie Ébola : l’incitation et la motivation des travailleurs et des villageois à adopter des mesures sanitaires dans le respect de la sensibilité des communautés fut un véritable challenge que nous avons su relever. Notre région fut en effet déclarée comme la première région du pays exempte d’Ebola.

Quelle est votre mission au sein du Groupe Socfin et de la Socapalm ?

Je suis arrivée au Cameroun en février 2021 pour prendre en charge la création et la responsabilité du Département Développement Durable (DDD) pour l’ensemble des sites de la Socapalm (Dibombari, Edéa, Eséka, Kienké, Mbambou et Mbongo) et centraliser au sein de ce département les services et opérations suivants :

- Politique et prévention en matière d’Hygiène, de Santé et Sécurité au Travail (HSST) incluant la collaboration avec les différents comités HSST ;
- Développement d’un calendrier de formation et de réunions pour tous les sites ;
- Politique de non-discrimination et égalité en collaboration avec le Comité Genre ;
- Développement d’une communication ouverte et durable avec les 47 communautés riveraines des sites de la Socapalm, établissement d’un calendrier de réunions avec celles-ci ;
- Participation au processus d’interprétation nationale des « Principes et Critères de la RSPO » ;
- Respect et application des réglementations

environnementales et mise en place des analyses (eau, air, fumées, etc.), de plans d’actions et d’examens de conformité ;

- Conservation et renouvellement des certifications ISO 14001 ;
- Obtention et mise en œuvre des certifications RSPO à travers :
 - o La conduite d’audits internes sur tous les sites et la mise en œuvre de recommandations ;
 - o L’organisation d’audits « à blanc » et des audits externes ;
 - o La gestion constante des informations à mettre à la disposition des auditeurs.

Comment la Socapalm gère-t-elle les relations avec les communautés et assure-t-elle le respect des droits humains des communautés ?

La relation avec les communautés et le respect des droits humains est au centre des préoccupations confiées par la Socapalm à son DDD et passe tant par des rencontres formelles et systématiques bi- et tripartites (Socapalm-communautés riveraines et Socapalm-autorités locales-communautés riveraines) que par des partenariats avec des organismes extérieurs (tels que Earthworm Foundation, WWF...) pour sensibiliser chacun sur la politique des droits de l’Homme et en évaluer la conformité.

Bien sûr, cette préoccupation est aussi partagée par l’ensemble de nos équipes au sein de chaque site et le développement et maintien d’un dialogue de qualité avec les communautés riveraines est un objectif qui anime et fédère l’ensemble de nos équipes.

Afin d’entretenir un climat de compréhension et confiance mutuelle, nous fonctionnons selon un mode participatif et sommes attentifs non seulement à traiter les attentes des communautés dans les délais convenus avec les parties prenantes, mais aussi à veiller à une communication efficace (i.e. dans une langue choisie par les parties prenantes).

À cet égard, nous avons initié la création d’un « Guide des Parties Prenantes » définissant les modalités des relations entre la Socapalm et ces dernières et avons mis en place un programme de sensibilisation sur les politiques, plans et procédures HSE de l’entreprise.



Concrètement, la mise en œuvre de cette stratégie repose sur :

- Un calendrier de réunions de travail entre la Socapalm et les communautés avec des ordres du jour convenus de manière participative ;
- Un comité de gestion des plaintes réunissant tous les sites afin de veiller au contrôle de l'enregistrement correct des plaintes et de leur suivi dans le respect des temps impartis décrits dans la procédure et assorti d'indicateurs de performances ;
- Un fichier de suivi des communautés compilant :
 - o Les informations des villages : données géographiques, listes des représentants, nombre d'habitants, noms des rivières, etc. ;
 - o Les sujets et questions abordés lors des études conduites dans les années antérieures et l'évaluation du niveau de satisfaction des réponses apportées ;
 - o L'enregistrement systématique des réunions, la liste des points abordés et le suivi convenu.

Qu'avez-vous réalisé avec les communautés en 2021 ?

Dans le courant de l'année 2021, nous avons mené un grand nombre de réunions (plus de 70) avec les communautés riveraines et parties prenantes afin d'établir avec celles-ci un dialogue ouvert et constructif permettant d'enregistrer et de résoudre les problèmes, mais également de répondre aux demandes ou aux plaintes diverses exprimées par les villages.

La Socapalm poursuit son programme de soutien financier et de participation à des projets communautaires divers (construction de forage, entretien et réparation des lignes électriques, entretien de routes, construction de ponts, création de champs communautaires, approvisionnement en matériel scolaire, construction ou réhabilitation d'écoles, distribution de matériel médical...). En 2021, la contribution allouée s'est élevée à 515 693 €.

Tel que souhaité et recommandé par une majorité des communautés, nous avons établi un bilan de l'année 2021 (pour chaque village : nombre de plaintes enregistrées, résolutions, réunions, sensibilisations, projets sociaux et montants alloués) qui leur a été présenté en janvier 2022.

Avec le département agronomique, nous avons aussi participé à la protection de zones HVC en collaborant au processus d'identification et de cartographie participative.

“ En 2021, la contribution allouée s'est élevée à 515 693 €. ”

Quelles sont les challenges auxquels vous devez faire face au quotidien ?

Certaines difficultés sont inhérentes au caractère pluridisciplinaire des objectifs de développement durable et à l'aspect multi-sites de la Socapalm ; il faut à la fois standardiser et intégrer les processus reposant sur des compétences variées dans les 6 sites tout en respectant les spécificités de chacun et en veillant à une communication efficace, alignée et adaptée.

Par ailleurs, quand bien même les critères définis dans les processus de certification sont exigeants et que les audits sont menés de manière consciencieuse et irréprochable, nous remarquons que sous la pression de critiques externes faites à la Socapalm, les auditeurs imposent des contrôles répétés et additionnels avec davantage d'audits de vérification.

Enfin, le respect des délais pour l'obtention des certificats est un véritable défi organisationnel et logistique, notamment en raison des mises à jour nécessitées par l'intégration des avancées et expertises internationales dans le cadre de la certification RSPO.

Dès lors, les améliorations mises en place en 2021 en termes de durabilité ont été le résultat de l'implication et des réalisations de tous les membres du Département Développement Durable et cela grâce tant à l'assistance procurée par chacun des sites qu'au soutien de leurs directions.

Rappelons aussi que tout en respectant les recommandations sanitaires et les contraintes liées à la crise du Covid-19, le nombre de réunions avec les communautés riveraines s'est fortement accru par rapport aux années précédentes.

“ Dès lors, les améliorations mises en place en 2021 en termes de durabilité ont été le résultat de l'implication et des réalisations de tous les membres du Département Développement Durable et cela grâce tant à l'assistance procurée par chacun des sites qu'au soutien de leurs directions. ”

Quel est l'impact de la certification RSPO dans vos relations avec les communautés ?

Les exigences environnementales que couvre la certification RSPO, et qui ont été renforcées dans le domaine de la biodiversité, entraînent de nouvelles études et plans de gestion qui ont été réalisés de manière participative et qui doivent être mis en place avec les communautés.

En outre, la certification RSPO vise à assurer un partage d'informations publiques que nous atteignons par une stratégie de communication (rencontres, sensibilisations, diffusions et affichages de messages quant aux nouvelles politiques) et une transparence avec les communautés qui sont régulièrement visitées afin de vérifier le respect des indicateurs RSPO.

“ L'urgence climatique vient augmenter et accroître les besoins de surveillance des zones HVC et de mesures de protection à mettre en œuvre en partenariat avec les membres des communautés riveraines. ”

Quels sont les développements attendus pour vos relations avec les communautés ?

L'urgence climatique vient augmenter et accroître les besoins de surveillance des zones HVC et de mesures de protection à mettre en œuvre en partenariat avec les membres des communautés riveraines. Par exemple, la désignation des « écogardes » dont le rôle est de sensibiliser les communautés sur les mesures de protection mises en place par la Socapalm afin de préserver la biodiversité dans ces zones HVC.

▽ Vue aérienne, Edéa, Socapalm, Cameroun





3.3.5

Mise en place d'un système de gestion des plaintes

Au niveau du Groupe, nous avons développé un système de gestion des plaintes externes avec l'appui de EF (voir 1.8.5, chapitre 1). En complément, chaque plantation a développé son propre système de gestion des plaintes externes afin de résoudre aussi rapidement que possible chaque grief ou plainte en toute transparence et en pleine collaboration avec les parties concernées.

3.3.6

La protection des populations autochtones

Deux populations autochtones avoisinent nos opérations : les Pygmées Bagyéli¹⁹ près de la plantation de Kienké (Socapalm, Cameroun) et les Bunongs²⁰ au Cambodge.

Nous nous sommes engagés, notamment dans notre politique de gestion responsable, à respecter les droits des communautés autochtones en nous conformant aux articles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



Au Cambodge, les démarches vis-à-vis des Phnongs sont accompagnées par l'Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) qui vérifie régulièrement l'adéquation des actions menées.



Au Cameroun, une communauté de Pygmées Bagyéli d'environ 70 personnes, composée de 5 villages, vit à proximité de la plantation de Kienké à 15 km de Kribi.

La plantation s'implique au quotidien pour favoriser l'intégration des Pygmées Bagyéli et améliorer leurs conditions de vie en leur facilitant l'accès aux soins de santé et en améliorant l'accès à la scolarisation des plus jeunes. En parallèle, des formations et des sensibilisations sont consacrées aux plus âgés pour leur permettre de mettre en place des pratiques de préservation de leurs forêts : protection des écosystèmes et hautes valeurs de conservation.

Un cadre d'échange et de dialogue a également été instauré avec l'appui de l'ONG BACUDA (Bagyelis Cultural Development Association). La Socapalm s'engage à leur porter une assistance sur le long terme (énergie solaire, eau, etc.) et en juillet, la communauté a fait son entrée à la plateforme tripartite de dialogue mise en place avec l'État du Cameroun depuis 4 ans. Elle a participé à sa première réunion le 15 septembre 2021.

3.3.7

Notre engagement spécifique pour le développement à long terme des communautés

Notamment dans le cadre de nos plans d'engagement avec les communautés, mais pas uniquement, **de nombreux projets sont menés avec et pour les communautés.**

En 2021, plus de 2,9 millions € y ont été consacrés.



Nigéria



Au nom des Odionwere et de tous les anciens de la communauté d'Oke, je tiens à remercier tout particulièrement la direction d'Okomu pour l'aide qu'elle a apportée à notre communauté et pour tout le travail accompli dans les domaines de la construction et de la rénovation de l'école, du forage de puits et de l'installation d'un transformateur dans notre communauté.

Pour tout cela, nous vous disons merci et nous vous assurons de notre soutien continu à l'entreprise.

Isaac Agbonzee, Représentant de la communauté Odionwere Oke, Nigéria



Nigéria



Le conseil des anciens, les hommes, les femmes et les jeunes de la communauté de Globe-Uba souhaitent remercier tout particulièrement la direction d'Okomu pour sa réponse rapide à notre détresse à la suite de l'inondation qui a détruit des maisons dans notre communauté.

La distribution de nourriture a grandement contribué à reconforter les personnes touchées par l'inondation. Nous n'attendions pas ce geste de la part de la direction d'Okomu et nous espérons que l'entreprise sera pérenne et prospère.

Michael Kekegha, Secrétaire de la communauté Gbole-Uba, Nigéria

¹⁹ socfin.com/fr/implantations/cameroun — ²⁰ socfin.com/fr/implantations/cambodge



▲ Stagiaires et leur responsable, Hôpital de LAC, Libéria



▲ Donation de matériel de première nécessité à la communauté de Globe-Uba, Nigéria

3.3.7.1

Nous participons à l'approvisionnement en énergie et en eau des villages des communautés

L'amélioration des services collectifs (eau, électricité et télécommunication) est un point très fréquemment soulevé qui implique les autorités locales, les transporteurs et les fournisseurs d'énergie et de télécommunication. La distance entre certains villages et les principaux centres urbains prive bon nombre de communautés de ces services.

Pour pallier ce manque, nous appuyons les demandes de raccordement électrique auprès des services publics et privés concernés et, dans certains cas, finançons le raccordement de ces communautés isolées.



275 800 € ont été consacrés aux raccordements en eau, électricité et aux télécommunications sur l'année écoulée.

3.3.7.2

Notre politique de soutien à l'éducation des jeunes

Nous tenons à améliorer la disponibilité et la qualité du système éducatif en place dans les régions où nous sommes présents.

Les écoles publiques situées dans et autour des plantations sont accessibles aux enfants des employés, intérimaires, contractuels et aux communautés environnantes, dans la mesure où les infrastructures publiques le permettent bien sûr.

En collaboration avec les communautés et autorités locales, un soutien aux services publics est régulièrement apporté afin de favoriser l'éducation des jeunes : 263 300 € ont été consacrés aux écoles riveraines des plantations en 2021.

Afin d'assurer la plus longue scolarité possible aux enfants de ces régions reculées, nous offrons également des bourses aux élèves les plus méritants et participons à la rénovation des bâtiments le nécessitant.



62 473 élèves occupent les bancs de ces écoles en 2021, et parmi eux, 20 640 élèves sont des enfants des communautés riveraines soit plus de 33% du total des enfants scolarisés.



Libéria

Bourses d'études



Je m'appelle Harry M. Attoh, je suis responsable des ressources humaines et de l'administration à LAC au Libéria, et je suis également responsable de la supervision du système scolaire.

Actuellement, LAC compte 23 écoles, dont des écoles maternelles, primaires et secondaires. Nous disposons de différents types de programmes scolaires, comme le programme de bourses d'études.

Le programme de bourses d'études de LAC offre chaque année dix bourses d'études à des étudiants méritants. Ces bourses sont basées uniquement sur l'excellence académique ; nous veillons à ce que le processus de sélection soit très transparent. Les étudiants sélectionnés ont la possibilité de suivre un programme de quatre ans dans n'importe quel établissement d'enseignement supérieur du Libéria. Après l'octroi de la bourse, nous suivons les progrès des étudiants. Nous nous assurons que des fonds suffisants sont fournis pour chaque semestre afin de leur permettre de poursuivre leur séjour universitaire sans interruption.

Nous avons décidé de mettre en place ce programme de bourses car certains parents n'ont pas la capacité financière de permettre à leurs enfants de poursuivre leurs études après le lycée. Nous le considérons également comme faisant partie de notre responsabilité sociale d'entreprise et comme un programme de motivation.

Nous avons un certain nombre de ces étudiants qui ont excellé. Certains ont de bons emplois dans le gouvernement, d'autres poursuivent leurs études au Royaume-Uni, aux États-Unis et dans d'autres pays africains. Certains d'entre eux travaillent même à des postes haut placés dans différents pays du monde.

Nous avons des bénéficiaires de bourses d'études dans notre personnel : des infirmières, des ingénieurs, des agronomes, des enseignants et des comptables qui travaillent à l'hôpital, à l'usine, dans les plantations, dans les écoles et dans les services de comptabilité, et même un agronome qui travaille pour Socfin dans un autre pays.

Cela dépend de la discipline dans laquelle ils ont obtenu leur diplôme, et si le poste est disponible. La sélection se fait sur la base de la politique de recrutement de l'entreprise.

Le programme sera poursuivi car il nous a donné des résultats positifs et durables. L'une de nos étudiantes obtiendra son diplôme de médecin dans quelques semaines. Elle est issue du système scolaire de LAC et a bénéficié du programme de bourses d'études. Nos données montrent également que la plupart des étudiants du programme réussissent exceptionnellement bien.

Harry M. Attoh, Responsable des ressources humaines et de l'administration, LAC, Libéria

3.3.7.3

L'accès à la santé pour les communautés

Au vu de l'enclavement de certaines régions où nous sommes présents, nous dispensons des soins médicaux, tant préventifs que curatifs à un prix abordable, aux populations locales vivant à proximité immédiate de la plantation (non employées par celle-ci).



À la demande des communautés et dans le cadre de nos plans d'engagements avec les communautés, nous avons aussi, sur certains sites, aidé logistiquement, rénové et/ou construit et fait don de centres de santé aux communautés : Socapalm, Safacam, SOGB, Socfin Cambodia, etc.

Pour plus de détails sur le fonctionnement de nos infrastructures médicales, se référer au point 3.4.4 ci-dessous.



△ Centre de santé Héké, SOGB, Côte d'Ivoire



△ Don de médicaments, Centre médical Koungué Soumsé, Safacam, Cameroun



3.4 Notre engagement social pour nos employés et le respect de leurs droits humains

Tel que formalisé dans nos engagements au début de ce chapitre, **nous tenons à offrir un environnement de travail favorisant le bien-être social de nos employés en leur offrant toute la protection sociale et la sécurité auxquelles ils ont droit.** Ceci est établi, entre autres, dans notre code éthique et nos politiques, qui soulignent aussi notre adhésion aux normes éthiques et notre conformité aux lois locales applicables.

Pour renforcer et encadrer nos engagements sociaux, nous avons basé nos politiques du travail et des droits de l'homme sur les exigences de la norme SA 8000, ainsi que sur les Principes et les Critères RSPO, les conventions de l'OIT et la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (Organisation des Nations Unies). Lorsque les législations nationales, les standards et conventions traitent un même sujet, nous appliquons la disposition la plus favorable aux travailleurs.

Aussi, nous défendons fermement la liberté d'association et la non-discrimination, et l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants. Nous assurons aussi un traitement équitable et un logement décent à nos employés.

3.4.1 La protection sociale de nos employés

3.4.1.1 Le respect des lois du travail

Nous veillons à ce que chacun de nos employés soit pleinement informé des conditions de service et des réglementations générales en vigueur au cours de son processus de recrutement.

En outre, seuls les sous-traitants ayant reçu une évaluation positive de l'inspection du travail peuvent contracter avec nous. Ils devront également signer le nouveau code éthique et accepter par écrit de se soumettre aux vérifications menées par les « compliance officers » (chargés de la conformité).

Il est évident, que la retenue des pièces d'identité des employés ou de leurs documents de voyage ou de tout autre

type est strictement interdite. Des audits réguliers sont menés par l'inspection du travail afin d'évaluer la conformité avec les législations du travail.

3.4.1.2 Les contributions sociales

Toutes nos filiales respectent rigoureusement les lois sociales des pays hôtes. Les cotisations obligatoires de pension et d'assurance en matière d'accidents du travail sont versées aux organismes officiels de sécurité sociale.

Dans certains pays, avec l'accord de l'employé, les cotisations aux syndicats peuvent aussi être prélevées directement sur le salaire et reversées au syndicat choisi par le travailleur.

3.4.1.3 Adhésion syndicale et liberté d'association des employés

Nous assurons, à l'ensemble de notre personnel, le droit de constituer des syndicats et de s'affilier à celui de son choix, ainsi que le droit à la négociation collective.

Tous nos employés sont informés de ces droits et chaque plantation dispose d'une Convention Collective de Travail (CCT) approuvée par les parties.

Le taux d'adhésion des employés à des syndicats est de 75%. Les représentants syndicaux sont choisis lors d'élections sociales. Tous les procès-verbaux des réunions sont disponibles au niveau local.

Les relations professionnelles sur nos sites sont bonnes, et aucun incident lié à une menace sur le droit d'exercer la liberté d'association ou la négociation collective n'a été signalé.

À compétences égales, nous favorisons une embauche prioritaire des riverains des plantations.



En Sierra Leone, la plantation de SAC est établie autour de 53 villages communautaires, 93% de ses employés issus de ces villages continuent à y vivre.



En parallèle de nos engagements sociaux propres, nous appliquons bien sûr et avec rigueur toutes les lois et réglementations locales, nationales et internationales relatives à notre secteur en matière de salaires et de conditions de travail : déductions obligatoires légales (comme les cotisations de retraite), horaires de travail, heures supplémentaires, droit aux congés, congé de maternité, périodes de préavis, indemnités, retraite, etc. En complément, nous offrons aussi des avantages sociaux comme des denrées alimentaires à un prix subsidié par l'entreprise, des prêts à taux d'intérêt nul, etc.

3.4.1.4

Tous nos employés reçoivent un salaire supérieur au salaire minimum légal

Au sein de chacune de nos filiales, nous appliquons une politique salariale en conformité avec les législations locales et qui va même au-delà.

Les salaires en vigueur répondent à une grille salariale fixée par la législation locale complétée par une convention collective de travail et/ou un accord d'entreprise spécifique au secteur agricole, selon les pays. Le salaire mensuel brut minimum appliqué par les filiales est fixé par ces documents légaux et strictement respecté et égal pour les hommes et les femmes à expérience, formation et poste équivalent.

3.4.1.5

Au sein du Groupe Socfin, nous nous efforçons de créer un environnement de travail équitable et juste tout en favorisant la diversité

Nous nous engageons à travailler au quotidien pour éliminer toute discrimination liée au genre au sein de nos effectifs mais également au sein des effectifs de nos sous-traitants et ce, dès le processus de recrutement et d'embauche.

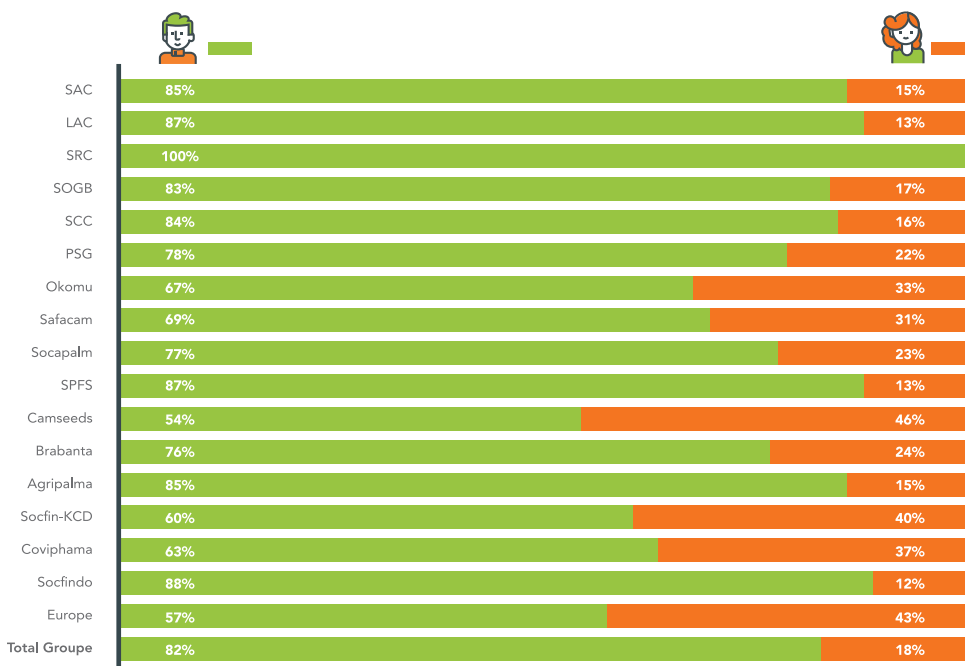
Concrètement, parmi nos employés directs, en 2021, nous comptons plus de 5 300 femmes et 23 700 hommes. En 2021, les femmes représentent 18% des employés directs, ratio identique à celui de 2020 contre 17% en 2019. De plus, sur le total de nos employés directs et indirects, **les femmes représentent plus de 22% des effectifs.**

Chaque filiale s'efforce d'accroître l'intégration des femmes de la meilleure manière dans ses activités. C'est Camseeds (spécialisée dans la recherche et la production de semences) au Cameroun qui atteint le meilleur équilibre avec 46% d'effectif féminin, suivi par nos plantations au Cambodge (40% pour Socfin-KCD et 37% pour Coviphama) et du Nigéria avec 33%.

Il convient, toutefois, de respecter les coutumes locales qui peuvent, dans certains pays, privilégier un genre à un poste spécifique. Nous sommes engagés à tout mettre en œuvre pour éviter toute discrimination à l'égard des femmes. Nos sites opérationnels ont d'ailleurs mis en place des politiques internes et organisé des ateliers de travail et de sensibilisation sur le sujet.

Chaque année, nous comptons de plus en plus de femmes parmi notre personnel encadrant : en 2021, 215 femmes sur les 1 224 superviseurs et cadres, soit 18% contre 15% en 2020.

Répartition des effectifs par genre et par plantation en 2021 (employés directs)





△ Employés, SOGB, Côte d'Ivoire



△ Employés, SCC, Côte d'Ivoire



△ Employés, SOGB, Côte d'Ivoire



△ Employés, SOGB, Côte d'Ivoire

“ En 2021, 215 femmes sur les 1 224 superviseurs et cadres, soit 18% contre 15% en 2020. ”



Comité Genre



En mars 2021, Plantations Socfinaf Ghana (PSG) a lancé son Comité Genre, un organe indépendant composé de vingt-deux représentants hommes et femmes de tous les départements de l'entreprise. Cette initiative, en accord avec l'exigence des Principes et Critères RSPO, vise à garantir la non-discrimination et à protéger les droits humains des employés sur le lieu de travail.

Des formations sur le genre, la protection des droits reproductifs (femmes), le harcèlement et la violence sexuels, le mécanisme de réclamation interne, les politiques de non-discrimination et de harcèlement ont été organisées pour les membres par le responsable développement durable, et celui de l'administration et des Ressources Humaines. Afin de réduire le risque de harcèlement ou de discrimination sous quelque forme que ce soit, le comité a été créé pour fournir un canal propice et anonyme par lequel les rapports ou les plaintes peuvent être faits. En outre, notre équipe compétente offre des opportunités égales pour aborder les questions d'inégalité, en particulier pour les femmes.

Pour commencer, nous avons organisé un programme d'une semaine et demie, intitulé « Programme de sensibilisation aux questions de genre », en collaboration avec le centre de santé et l'équipe de sécurité de PSG.

À en juger par la réaction positive des travailleurs pendant et après le programme, nous pouvons dire que ce programme a été un succès. En réalité, de nombreux travailleurs ont peur, ne sont pas conscients de l'existence de telles politiques ou ne sont pas disposés à signaler des plaintes. Les travailleurs, en particulier les femmes, sont très heureux d'avoir des visages familiers avec lesquels ils peuvent facilement parler de leurs griefs et, maintenant, ils sont au courant des politiques qui existent pour protéger leurs droits.

Le programme de sensibilisation a entraîné une augmentation du nombre de travailleurs signalant toutes sortes de plaintes et d'expériences, soit par le biais des boîtes à suggestions, soit par l'intermédiaire des représentants du Comité Genre.

Jusqu'à présent, aucun cas de harcèlement ou d'abus sexuel n'a cependant été signalé. Nous avons eu des questions pendant le programme de sensibilisation, auxquelles nous avons répondu et qui ont été notées pour améliorer notre fonctionnement.

En ce qui concerne les prochaines étapes pour le Comité Genre, nous avons de nombreux objectifs. En voici quelques-uns :

- Poursuivre la sensibilisation et créer une plateforme sûre pour que les gens puissent faire part de leurs doléances et/ou d'incidents, afin qu'ils soient traités ;
- Poursuivre nos programmes annuels basés sur nos politiques de genre et les droits des personnes. Les sujets abordés vont du harcèlement sexuel, de la discrimination et des campagnes de planning familial aux exercices de dépistage sanitaire et à la sensibilisation aux IST (Infections Sexuellement Transmissibles) ;
- Établir des partenariats avec des groupes ou associations internes et externes pertinents pour les programmes futurs ;
- Inclure divers groupes d'âge, en particulier la génération plus âgée, afin d'offrir une expérience plus confortable aux plaignants sur nos plateformes de discussion.

En 2022, nous prévoyons des programmes éducatifs intéressants avec notre allocation budgétaire, notamment des campagnes de planning familial pour les femmes et de sensibilisation aux IST.

Baaba Mensima Appiah, Présidente du Comité Genre, PSG, Ghana

Dans le cadre du « Programme de sensibilisation aux questions de genre », nous avons eu des cas où les travailleurs ont été suffisamment à l'aise pour révéler leur identité de leur plein gré, même s'ils savaient que les rapports peuvent être faits de manière anonyme.

Les cas reçus étaient jusqu'à présent des griefs et ont été examinés et traités en conséquence.

En outre, le nombre de vaccinations Covid-19 a augmenté à la suite du discours sur la santé.

Enoch Danso, Organisateur du Comité Genre, PSG, Ghana





Cameroun

Évolution



Je m'appelle Marlène Ngo, j'ai 32 ans et je suis chef de service Technique depuis 2018 à la Safacam. Je suis rentrée à la Safacam par le biais d'un stage académique ainsi que d'un stage professionnel en 2016.

Avez-vous trouvé votre place au sein de votre équipe ? Selon vous, que signifie être une femme dans une entreprise comme la Safacam ?

Au début, il fallait faire ses preuves et mes équipes me mettaient à l'épreuve tous les jours. Quand une jeune femme, qui venait tout juste de sortir de l'école, a commencé à leur donner des ordres, c'était très difficile pour eux, car j'avais l'âge de leur fille.

Mais, avec le temps, j'ai appris à mieux les connaître, à travailler avec eux et c'est comme ça que j'ai gagné leur respect. On ne me voit plus comme une jeune femme chef, mais comme un chef, mon poste est devenu légitime.

Qu'est-ce qui vous a marqué à la Safacam ?

Ce qui m'a marqué à la Safacam, ce sont les différentes opportunités professionnelles que l'on vous donne. Que vous soyez un homme ou une femme, la hiérarchie ne fait pas de distinction, du moment que vous avez fait vos preuves, c'est le plus important. Pour ma part, je n'ai pas ressenti de discrimination lors de mes recrutements ou dans le travail avec mes responsables.

Que tirez-vous de votre expérience à la Safacam ?

Safacam m'a apporté trois expertises : tout d'abord, l'aspect technique, puisque j'ai été formée à l'hévéa et au palmier. Ensuite, l'aspect managérial, car, chaque année, nous suivons des formations sur le management des équipes qui sont animées par des cabinets externes. Et enfin, l'aspect social, lorsque j'ai gagné la confiance de mes équipes parce que j'ai appris à les connaître, à les écouter et à travailler en équipe.

Marlène Ngo, Chef de Service Technique, Safacam, Cameroun



Cambodge

Évolution

Je m'appelle Vanna, j'ai 40 ans et je viens de la province de Svay Rieng. J'ai étudié jusqu'à la fin du lycée et j'ai travaillé 9 ans comme réceptionniste dans des hôtels.

Je voulais changer d'orientation professionnelle. Alors, en 2009, je suis venue dans la province de Monduliri et j'ai commencé à travailler pour Socfin Cambodia en tant que journalière. La direction a remarqué mon potentiel et mon bon niveau d'anglais et j'ai été transférée à l'administration. Au début, j'étais chargée de contrôler la présence des employés. Après un certain temps, je suis également devenue responsable de la station-service de l'entreprise et du processus d'achat auprès des fournisseurs de la province de Monduliri.

Lorsque j'ai rejoint l'administration, je ne savais que très peu utiliser les ordinateurs. On a donc demandé au technicien informatique de me former et de m'aider à améliorer mes compétences informatiques. Aujourd'hui, c'est mon principal outil de travail !

Je suis également responsable de la distribution de riz aux employés et à leurs familles dans les villages de Socfin-KCD chaque mois et de l'attribution de logements dans les villages de l'entreprise aux nouveaux employés. La distribution de riz peut être très difficile car beaucoup de personnes viennent en même temps. Mais, j'ai amélioré cela au fil du temps en leur expliquant comment s'organiser davantage et respecter les règles afin que la distribution soit plus facile et plus rapide pour tout le monde.

Je travaille avec les deux autres femmes du bureau administratif de Bousra, et j'aime mon équipe. Après avoir commencé à travailler pour Socfin Cambodia, mon frère est également venu ici pour travailler au département de la sécurité et il travaille maintenant dans l'usine de la société. Mon mari aussi travaille à l'usine maintenant. Notre fils de 18 ans est retourné dans notre province natale où il travaille maintenant.

Mon mari et moi vivons dans une maison fournie par l'entreprise. Je suis heureuse de la vie que je mène car j'aime mon travail, j'aime l'équipe avec laquelle je travaille et nous avons une vie agréable ici.

Vanna Un, Responsable des achats et de l'administration, Socfin Cambodia, Cambodge





3.4.1.6

Nous favorisons l'intégration des jeunes dans le monde du travail

En 2021, les jeunes – âgés de 18 à 29 ans – représentent 15% des effectifs. La majorité des demandes de stage et d'emploi proviennent de jeunes vivants au sein et autour des plantations.

À compétences égales, nous donnons toujours la priorité aux communautés vivant au sein et aux alentours de nos sites.



Prog. de stages



Je m'appelle Momolu S. Johnson et je suis l'administrateur de l'hôpital de la Liberian Agricultural Company (LAC) depuis 2014.

Le programme d'internat médical de LAC est un programme dans lequel nous accueillons des étudiants d'autres institutions pour qu'ils viennent apprendre sur le terrain, pour qu'ils expérimentent l'aspect pratique de toutes les théories qu'ils ont apprises dans leurs écoles de médecine. Ces écoles ont été qualifiées par le Ministère de la Santé en collaboration avec le Liberian National Board of Nursing and Midwifery (Conseil national des infirmières et des sages-femmes).

Ce programme est mis en place parce qu'il fait partie de la responsabilité sociétale de LAC. De plus, en tant qu'entreprise, il est de notre devoir d'aider nos communautés. Ainsi, en tant qu'hôpital, nous avons coopéré avec les écoles de médecine qualifiées du Libéria et mis en place un programme selon leur calendrier pour que les étudiants viennent se former. La plupart des étudiants que nous recevons sont formés dans notre système ; après l'obtention de leur diplôme, nous leur donnons la priorité pour le recrutement. Chaque fois que nous avons des postes vacants, nous leur demandons de postuler, surtout les plus brillants, et chaque fois qu'ils postulent, nous les intégrons dans notre système, et ils sont facilement intégrés.

Nous poursuivons le programme de stages car nous préparons notre future génération à se mettre au service du pays. Lorsque je suis arrivé, la population prise en charge par l'hôpital était d'environ 15 000 personnes. Mais, à l'heure actuelle, cette population est passée à 25 000 personnes. Cela signifie donc que plus le pays se développe, plus la population est nombreuse.

Les étudiants acquièrent de nombreuses connaissances grâce à nos médecins et infirmiers formés et expérimentés avec lesquels ils travaillent. Il y a de nombreux cas qu'ils n'ont pas vus à Monrovia ou dans d'autres régions du Libéria et qu'ils peuvent voir ici. De nombreuses opérations chirurgicales ont été réalisées ici par notre chirurgienne qualifiée, le Dr Machayo. Par conséquent, son expérience et celle de nos infirmières, renforcent les connaissances pratiques des étudiants pendant la formation.

Actuellement, certains étudiants ont bénéficié de notre système d'emploi, car ils étaient des étudiants travailleurs. Par exemple, nous avons un technicien de laboratoire qui est venu faire un stage et qui a été embauché ; nous avons deux aides-soignants dont l'un est maintenant assistant technicien de salle d'opération, et l'autre travaille directement dans le service de nutrition de l'hôpital de LAC.

Nous sommes motivés pour poursuivre le programme d'internat en médecine, car il a un impact positif sur notre jeune génération et nos communautés.

Momolu S. Johnson, Administrateur de l'hôpital, LAC, Libéria

Je suis aide-soignante à l'hôpital de LAC. Je suis venue à LAC pour faire mon stage en 2016 et j'ai obtenu mon diplôme de l'école d'infirmières du Liberia Professional Training Institute. Ce stage a été plutôt bénéfique pour moi, car j'ai appris de nombreuses tâches médicales pratiques.

Après ma formation, j'ai obtenu un emploi à LAC. Lorsque j'étais au chômage, les choses étaient difficiles, mais maintenant je touche une rémunération me permettant de subvenir à mes besoins grâce à cette entité. Je tiens à dire merci à LAC pour cette chance.

Lovette Tugbe, Aide-soignante à l'hôpital, LAC, Libéria





Libéria

Prog. de stages



Je suis arrivé en 2018 du Markue Nursing Aid Institute en stage, et j'ai commencé mon emploi à l'hôpital de LAC en tant qu'infirmier de bloc en juin 2019.

Pendant mon stage, d'une durée de trois mois, j'ai appris beaucoup de choses, et j'ai fait beaucoup de procédures médicales par moi-même.

Je trouve cet emploi très important car le salaire est payé à temps et je peux soutenir financièrement ma famille. Je peux maintenant me débrouiller seul et faire beaucoup de choses par moi-même. Je trouve donc que tout va bien à l'hôpital de LAC.

Peterson F. Kalor, Infirmier de bloc à l'hôpital, LAC, Libéria

J'ai commencé mon stage à l'hôpital de LAC le 4 juillet 2018. J'ai participé au programme de stage pendant trois mois, et je remercie les personnes de l'hôpital de LAC qui m'ont beaucoup soutenu pendant mon stage. Pendant le stage, j'ai appris tellement de choses, y compris beaucoup de nouveaux médicaments et d'expériences pratiques.

J'ai obtenu mon diplôme du Dr. Arthur Lewis Memorial Dispensing Institute et je suis maintenant un technicien en pharmacie travaillant à l'hôpital de LAC.

Maintenant, en tant qu'employé de l'hôpital de LAC, je gagne de l'argent et je peux assurer la subsistance de ma famille.

Vamusa Kamara, Technicien en pharmacie à l'hôpital, LAC, Libéria



3.4.1.7

Le Groupe Socfin applique une politique de tolérance zéro concernant la violence et le harcèlement sur le lieu de travail (hommes et femmes) et s'engage à protéger ses employés contre de tels actes

Tous nos employés sont tenus de faire part de leurs inquiétudes et de déclarer tout cas de harcèlement ou de violence. Si un incident de ce type devait être identifié, une mesure appropriée – comprenant si nécessaire le licenciement – serait immédiatement prise.

Nous prenons des mesures particulières pour réduire les risques de harcèlement :

- Sensibilisation de tous les employés et fournisseurs aux politiques contre la violence et le harcèlement ;
- Sensibilisation régulière des travailleurs, des communautés et des sous-traitants (dont les équipes en charge de la sécurité font partie), sur les politiques et les systèmes de gestion des plaintes ;
- Sensibilisation spécifique sur le respect des droits humains auprès des différents groupes en charge de la sécurité dans les plantations ;
- Mise en place de forums de discussion sur les violences et le harcèlement ;
- Renforcement des procédures anonymes de plaintes ;
- Sensibilisation des femmes lors des campagnes de planning familial ;
- Sensibilisation et soutien spécifique aux « associations de femmes » présentes dans les plantations, etc.

Selon les déclarations enregistrées, le harcèlement semble ne pas être un problème répandu, mais il est possible que cela ne reflète pas la réalité. En effet, de nombreux cas pourraient ne pas être déclarés par réticence ou crainte, malgré le droit de chaque employé de faire part de son inquiétude ou de déposer une plainte de bonne foi, sans subir de représailles ou de menaces de représailles.

Ces dernières années un effort particulier a été mis en place pour créer un climat de confiance parmi les victimes potentielles avec la création des Comités Genre qui permettent de discuter de ces sujets sensibles et d'encourager les déclarations des personnes vulnérables qui auraient subi des faits de harcèlement de la part d'employés ou de sous-traitants, quel qu'en soit leur nature, ceci au niveau de nos employés et des personnes faisant partie des communautés riveraines.



3.4.1.8

Notre système de gestion des plaintes internes

Actuellement, toutes nos plantations disposent de procédures écrites pour la communication et la négociation entre l'employeur, les employés et leurs représentants légitimes ainsi que pour la gestion des plaintes et des doléances.

Ces procédures sont décrites dans les documents officiels des filiales et communiquées aux employés via leurs représentants, mais aussi via des panneaux d'affichage, des bulletins d'information et des annonces à la radio interne (LAC Radio, au Libéria, par exemple).

Les employés ont plusieurs moyens pour faire connaître leurs plaintes, y compris de manière anonyme. Les canaux de communication peuvent différer d'un pays à l'autre au vu des spécificités locales et des moyens disponibles. Lors de réunions périodiques entre la direction et les représentants des employés, ces plaintes sont traitées et une réponse et/ou une solution est formulée. Les employés sont représentés par leurs représentants syndicaux et sont protégés par une CCT.

	Document title:	PROCEDURE GRIEVANCE MANAGEMENT	Revision:	3
	Reference:	GP27	Date:	04/03/19
			Page 1 of 15	



	Titre du Document		RSPO
	PROCEDURE DE GESTION DES PLAINTES ET GRIEFS INTERNES ET EXTERNES		
Revisión : 1	Reference :	PEG/06	Page 1 de 8
Date : 28/04/20			



3.4.1.9

Nous soutenons nos employés en répondant à certains de leurs besoins financiers

Faute de structure bancaire dans la plupart des régions reculées où sont implantées nos plantations, nous accordons des prêts sans intérêt à nos employés permettant :

- L'acquisition de moyens de transport : vélos, motos, etc. ;
- L'organisation des événements de la vie sociale : décès, mariages, etc. ;
- Le financement de la scolarité et des études universitaires ;
- La construction de maisons personnelles, etc.

En 2021, plus de 2,5 millions € ont été prêtés aux employés des plantations du Groupe.

Dans une vision à long terme de développement de ces régions, nous encourageons les grandes banques à s'installer à proximité de nos plantations et, par la même occasion, à faciliter l'accès à nos travailleurs au système bancaire. A terme, cette accessibilité permet une gestion des rémunérations par virement bancaire, et par conséquent une sécurisation des épargnes personnelles de nos employés.



Sur le site de Kienké à la Socapalm, au Cameroun, un partenariat a été noué avec la banque SCB qui ouvrira une agence à proximité des bureaux de la plantation courant 2022. Accessible à tous, elle ouvrira ses portes 1 ou 2 jours par semaine et le guichet automatique sera accessible 24h/24 et 7j/7. Ce projet pilote est voué à être élargi aux autres sites de la Socapalm, s'il rencontre le succès escompté.

▼ Boite à suggestions, Agripalma, Sao Tomé-et-Principe





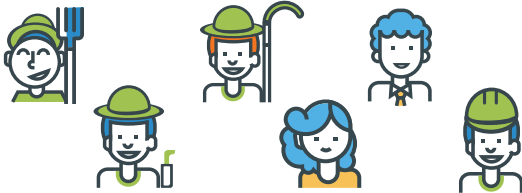
3.4.2

Nos chiffres clés des ressources humaines

Au 31 décembre 2021, nous comptons 51 623 employés directs et indirects (contre 48 283 en 2020).

Sur certains sites, nous faisons appel à de la main-d'œuvre contractuelle afin de pourvoir aux besoins saisonniers des plantations²¹. Ce personnel est mis à disposition des plantations par le biais d'entreprises spécialisées. Et, si ces travailleurs occupent finalement des postes pérennes dans l'entreprise, ils sont progressivement intégrés aux effectifs permanents (employés) des plantations.

Il est important de préciser que, du fait de la nature saisonnière de l'activité, certains travailleurs contractuels (essentiellement les coupeurs) suivent la pointe de production et se dirigent ensuite vers d'autres cultures saisonnières. En conséquence, cette main d'œuvre est peu sédentaire.



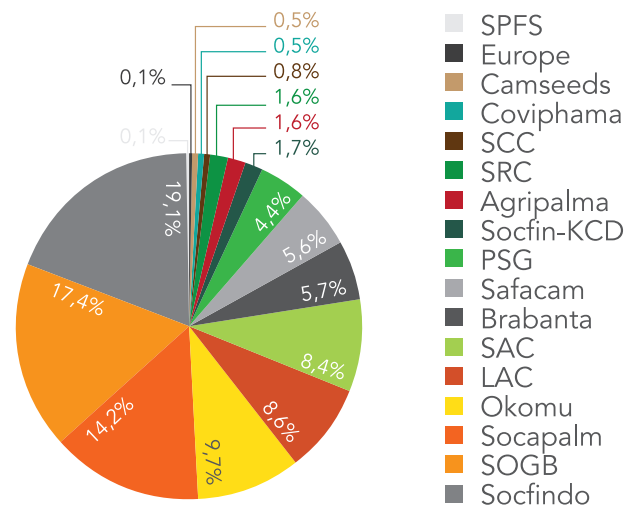
51 600 emplois

Bien que les possibilités d'emploi offertes par les plantations soient généralement vues de manière très positive, certaines plantations font face à un taux de rotation du personnel élevé. Celui-ci s'explique par le manque d'expérience de l'environnement professionnel de certains autochtones.

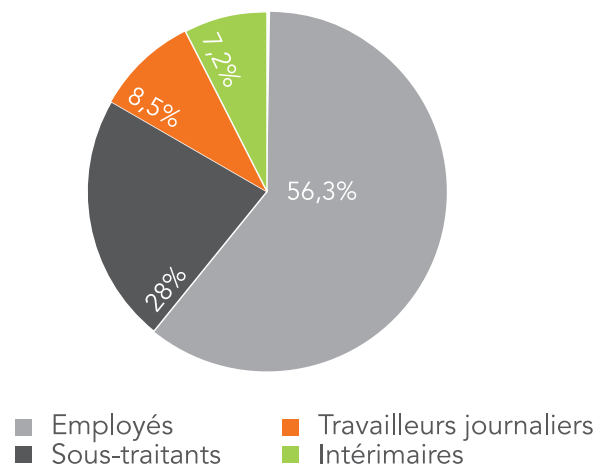
Une vision à court terme amène bon nombre d'entre eux à quitter l'entreprise dès perception de quelques mois de salaire. Un défi que nous tentons de résoudre, tout en considérant et en acceptant les différences culturelles.

Le taux de rotation global du Groupe en 2021 est de 12,78% contre 11,40% en 2020.

Répartition des effectifs (directs et indirects) par plantation (2021)



Emplois directs et indirects par statut (2021)



²¹ Se référer au tableau des chiffres clés en annexe de ce document pour plus de détails.



△ Formation sécurité, LAC, Libéria

△ Formation sécurité, SOGB, Côte d'Ivoire



3.4.3

La sécurité au travail de nos employés, une priorité

3.4.3.1

Notre politique de sécurité et de santé au travail

ISO 45001



Le système de management de la santé et de la sécurité au travail du Groupe est inspiré par le référentiel ISO 45001. L'objectif général de ce référentiel est de soutenir et promouvoir de bonnes pratiques en matière de SST, en adéquation avec les besoins socio-économiques.

Pour nos opérations « palmiers » qui ne sont pas certifiées ISO 45001, la certification RSPO apportera la vérification nécessaire de la conformité des opérations en matière de santé et sécurité au travail au travers des Critères RSPO pertinents (critère 6.7).

Chacun de nos sites a formalisé ses engagements dans des politiques (mises à jour continuellement). Leurs engagements comprennent notamment : la prévention des accidents et des atteintes à la santé ainsi que l'amélioration continue du management SST et de la performance SST.

La santé et la sécurité de nos employés étant notre priorité majeure, plus de 1,6 millions € y ont été consacrés en 2021, contre 1,5 en 2020.



△ Panneau de prévention sur la sécurité, PSG, Ghana



3.4.3.2

Une politique encadrée par les certifications adéquates

La certification RSPO de nos sites produisant de l'huile de palme



Souhaitant confirmer et encadrer spécifiquement nos engagements et notre politique SST envers nos employés, nous avons lancé un processus de certification RSPO sur l'ensemble de nos plantations africaines de palmiers à huile, notre filiale asiatique étant déjà certifiée depuis 2015.

Cette certification complète intègre un ensemble de principes et critères²² liés aux aspects sociaux, environnementaux et à la performance durable ; les principes « people », 4, 5 et 6, concernent aussi bien nos employés que les communautés environnantes.

Des comités de santé et sécurité au travail pour prévenir les risques

Nous tenons à avoir une gestion des risques préventive. En ce sens, les comités de SST jouent un rôle fondamental et travaillent main dans la main avec la direction locale. Ils ont pour mission de :

- Donner des conseils et suggérer à la direction des règles en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- Stimuler et contrôler le bon fonctionnement des services de SST ;
- Organiser des formations régulières en matière de SST.

Une analyse de risques pour une meilleure prévention

Sur tous nos sites, et conformément aux lois locales et aux prescriptions RSPO, ISO 45001 et autres, il est fait appel à des bureaux spécialisés pour réaliser les analyses de risques liés aux opérations agricoles, industrielles, médicales ou même administratives. Les analyses de risques définissent les mesures d'organisation et les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour prévenir tout accident et protéger les travailleurs. Suite à ces études, nous définissons des plans de mesures à mettre en œuvre pour protéger le personnel, le matériel, les populations et l'environnement.

Bien que la très grande majorité des accidents du travail sur les plantations soit mineurs, des accidents mortels peuvent malheureusement survenir. Chaque incident est traité avec la plus grande attention, et est suivi d'un examen approfondi de la cause et des mesures nécessaires à prendre pour éviter sa répétition.

Les règles de sécurité sont également rappelées dans le « Oil Palm Manual » et l'« Itinéraire Technique Hévéa », manuels internes que nous avons établis pour nos deux secteurs d'activité.

3.4.3.3

Nous formons et nous sensibilisons nos équipes



△ Formation avec l'OMS et la Croix Rouge, Okomu, Nigéria

Nous tenons à offrir un environnement de travail stimulant et porteur de débouchés. De ce fait, chaque filiale a mis en place un programme de formation favorisant un développement professionnel des équipes. La plupart de nos employés suivent une formation professionnelle chaque année.

En 2021, le nombre de formations organisées dans les plantations a augmenté de 20% passant ainsi de 15 439 en 2020 à 18 530 (12 594 en 2019).

Il s'agit de formations professionnelles, de programmes d'induction et de minutes de sécurité pour un budget total annuel de 380 000 €.

Formations et sensibilisations					
Sites	2019	2020	2021	Δ 21/20	Heures 2021
SAC	2 233	3 163	3 425	8%	757
SRC	119	28	7	-75%	21
LAC	638	208	249	20%	47 639
SOGB	1 075	1 866	2 311	24%	2 358
SCC	29	38	219	476%	246
PSG	1 393	1 343	2 058	53%	27 736
Okomu	1 231	3 841	3 129	-19%	3 028
Safacam	1 680	1 406	553	-61%	913
Socapalm	2 626	2 299	4 460	94%	3 299
SPFS	N/A	0	8	N/R	23
Camseeds	N/A	0	119	N/R	65
Brabanta	836	708	711	0%	9 395
Agripalma	3	2	120	5 900%	137
Socfin-KCD	N/A	49	64	N/R	2 394
Coviphama	N/A	22	35	N/R	2 039
Socfindo	731	466	1 062	128%	23 813
Socfin	12 594	15 439	18 530	20%	123 863

²² rspo.org/principles-and-criteria-review



Lors de l'embauche de nos employés

Nous avons développé, au niveau du Groupe, une procédure, appelée « accueil Hygiène-Sécurité-Environnement (HSE) », qui présente le déroulement de l'accueil et de la formation des travailleurs (nouvellement engagés ou sous-contractés). Cette procédure donne les informations minimales que doit contenir le livret d'accueil destiné aux travailleurs avant qu'ils n'accèdent à leur lieu ou poste de travail. Cette procédure est transposée avec les adaptations nécessaires selon les projets.

Les formations continues

Nous avons adapté nos programmes de formation aux exigences de nos différents départements et aux risques qui y ont été identifiés.

Chaque responsable QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement) de site est chargé de la mise en œuvre des programmes de formation et de sensibilisation, en étroite collaboration avec le comité SST local, dont c'est aussi l'une des missions.

Certaines formations sont de longue durée (quelques jours) et d'autres, appelées « minutes sécurité », sont plus courtes et plus répétitives. Ces dernières permettent d'entretenir la vigilance des travailleurs et d'éviter que la routine ne leur fasse oublier les règles de base pour leur sécurité.

Les formations réactives

En cas d'accident, les causes sont identifiées et les résultats de l'enquête sont transmis au comité SST. Une sensibilisation des travailleurs a ensuite lieu afin de diminuer la probabilité de répétition de ce type d'accident.

Un programme de formation aux premiers secours a aussi été mis en place ce qui a amené les plantations à créer des postes de « premiers secours » là où cela s'avérait nécessaire.

3.4.3.4

Nous nous assurons de l'aptitude médicale de nos employés à leur poste de travail

La protection de nos employés nous est primordiale et la surveillance médicale est l'outil qui nous garantit l'aptitude de nos employés à leur poste de travail, et ce, au moment de l'embauche mais aussi périodiquement (pendant qu'ils sont employés). Elle est aussi l'occasion d'informer l'employé des éventuels risques médicaux liés à leur poste de travail.

Dans certains cas, une surveillance médicale renforcée doit être mise en œuvre pour les travailleurs exposés à des risques particuliers : physiques ou chimiques, ou pour les travailleurs handicapés, les femmes enceintes ou allaitantes, etc.

3.4.3.5

Le taux d'accident

Au sein du Groupe Socfin, nous avons harmonisé la définition d'« accident » sur l'ensemble des sites et utilisons désormais les standards internationaux les plus stricts. L'« accident » est ainsi défini comme une blessure ou un dommage corporel résultant d'un événement dans le milieu du travail. Par conséquent, nous enregistrons toutes les blessures qui ont nécessité au minimum des soins de premier secours.

Ainsi, un accident bénin comme une simple piqûre d'insecte, une foulure, un coup de chaleur ou un accident majeur comme un décès ou une morsure de serpent sont enregistrés de la même façon. Les accidents survenus sur le chemin entre le lieu de résidence et le lieu de travail de l'employé sont également enregistrés.

Nous avons atteint un taux d'accident corporel moyen de 11.04 par 200 000 heures (ou 100 employés) en 2021 pour nos employés permanents et temporaires contre 12.95 en 2020, soit une baisse de 14.7% qui reflète l'effet positif des formations et sensibilisations effectuées au quotidien par nos équipes et pour nos équipes.

Le DART (Days Away from work, days of Restricted work activity or job Transfer) est calculé depuis 2018. Les DART représentent les accidents qui causent des jours d'absence, empêchent un travailleur de faire son travail ou l'obligent à être muté à une autre fonction, pour une journée ou plus. Pour 2021, le DART est de 8,49 par 200 000 heures alors qu'il était de 7,98 en 2020. La différence entre le taux d'accident et le DART représente 23% des accidents enregistrés et sont des accidents mineurs (38% en 2020 et 2019).

Il faut comparer les chiffres site par site afin d'identifier les évolutions dans la durée et dans des environnements socioéconomiques comparables. Le taux d'accident est souvent plus élevé sur les nouveaux projets, où le manque d'expérience des employés est très marqué.

L'augmentation de la formation et de la sensibilisation a eu un effet secondaire imprévisible : une augmentation concomitante des déclarations d'accident. Cela s'explique par le fait qu'auparavant, les travailleurs ne considéraient pas leurs blessures mineures. En revanche, maintenant, ils vont se faire soigner au dispensaire et l'accident est alors enregistré. L'augmentation de certains taux est par conséquent normale et ne correspond pas à un échec de la politique de prévention mais plutôt à une augmentation de la sensibilisation.

L'augmentation des déclarations d'accident permet de mieux les connaître et de mieux cibler les séances de formation et de sensibilisation.





△ Équipe médicale, Edéa, Socapalm, Cameroun

3.4.4

Notre politique de santé pour nos employés

Nous organisons et dispensons des soins médicaux de qualité, tant préventifs que curatifs, à nos employés et à leurs ayants droit (conjoint, enfants légaux), de la manière la plus efficace tant pour le patient que pour l'Entreprise, et ce à notre charge.

La gratuité des consultations médicales pour les employés est généralisée dans l'ensemble des centres médicaux des plantations. Lorsque des patients sont référés auprès de structures de soins externes spécialisées, une partie des frais peut être à la charge de l'employé.

Une attention particulière est donnée à la santé au travail, aussi bien en termes de prévention que de traitement, conformément aux lois et normes locales, nationales et internationales.

3.4.4.1

Notre personnel et nos infrastructures de santé

Nous gérons, entre autres, 3 hôpitaux que nous avons entièrement équipés. Nos services de santé sont accessibles 24h/24 et 7j/7 et sont équipés d'une ambulance.

Tous les hôpitaux sont gérés par des médecins, tandis que les centres médicaux sont gérés par un médecin ou un infirmier major.

Les avant-postes sont généralement situés dans les villages des plantations. Ils répondent aux besoins médicaux les plus élémentaires de la population de ces villages.

Nos laboratoires d'analyses médicales et nos pharmacies sont dirigés par des techniciens de laboratoire et des assistants en pharmacie qualifiés. Lorsque des services de maternité sont fournis, l'assistance à l'accouchement est assurée par des sage-femmes, qui assurent également les consultations prénatales et postnatales.

En 2021, un budget de 6,8 millions € a été consacré aux services médicaux du Groupe.



Infrastructures de santé (2021)	
Hôpitaux	3
Dispensaires et centres médicaux	29
Avant-postes	59
Ambulances	34

Évolution des équipes médicales dans les services médicaux des plantations			
	2019	2020	2021
Médecins	36	35	37
Infirmiers et majors	161	163	165
Sages-femmes	36	34	36
Autres personnels	216	230	235
Total	449	462	473



△ Équipe médicale, SOGB, Côte d'Ivoire

3.4.4.2

Notre système de prévention, de détection et de traitement des maladies

La prévention est notre premier axe de travail. Tous les départements mènent régulièrement des sensibilisations dans les villages des plantations, et autant que possible dans les communautés environnantes. Notre objectif est de sensibiliser la population à la prévention des maladies courantes et autres problèmes médicaux.

Le second axe de prévention est le planning familial : 75% de nos services médicaux en plantation proposent ces services qui, sur certains sites, sont effectués en collaboration avec le gouvernement et des ONG (ACMS, AIBEF, UNFPA).

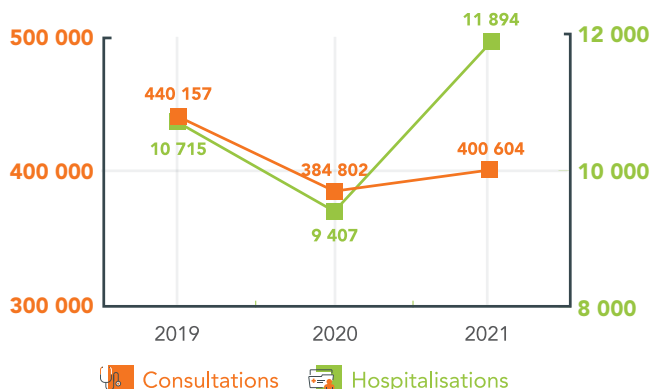
En 2021, 400 600 personnes se sont présentées dans les centres de santé du Groupe (le graphe ci-après comprend les employés, ayants droit, sous-traitants et riverains), soit une légère augmentation par rapport à 2020.

Dans un effort de standardisation des recommandations, 92% des services médicaux de nos plantations sont équipés des guides cliniques et thérapeutiques et des médicaments essentiels recommandés par MSF (Médecins Sans Frontières).

Tous les services médicaux travaillent en étroite collaboration avec les ministères nationaux de la santé pour les traitements contrôlés par les gouvernements. Cela comprend habituellement, mais sans s'y limiter, le VIH, le paludisme et la tuberculose. En 2021, 88 617 patients ont été diagnostiqués et ont reçu un traitement contre le paludisme, soit 18% de plus qu'en 2020.

Nos services médicaux sont tenus de partager les informations de leurs services avec les gouvernements et d'autres organisations. Au niveau de notre Groupe, une analyse des données est réalisée, avec un logiciel dédié, ce qui facilite la prise de décisions de gestion et de prévention des risques adéquates.

Évolution des consultations et hospitalisations



△ Suivi médical, SOGB, Côte d'Ivoire



3.4.4.3

Nous nous préparons aux situations d'urgence

Des formations de base en premiers secours ont été dispensées dans la plupart des plantations, et ces plantations ont à leur tour mis en place des formations plus pratiques.

Ces programmes, qui sont issus d'une collaboration entre les services médicaux et les services HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement), visent à garantir que les travailleurs formés sur le terrain puissent gérer les situations d'urgence jusqu'à l'arrivée des services d'urgence.



△ Ambulance, SOGB, Côte d'Ivoire



Gestion de la pandémie de Covid-19

Après avoir fait face à l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest (2014-2016), nous avons été confrontés à la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021. La situation épidémiologique a varié d'un continent à l'autre mais aussi d'un pays à l'autre et cela nous a obligés à adapter nos mesures et nos systèmes de gestion sanitaire en fonction de chaque situation locale.

Grâce à notre modèle d'affaires basé sur de solides structures sociales et de santé et grâce à l'engagement de nos équipes, nous sommes parvenus jusqu'ici à gérer la crise sanitaire que nous traversons de manière efficace.

Nous avons pu mettre en œuvre très rapidement un programme opérationnel dans toutes les régions où nous sommes implantés en réactivant des infrastructures notamment mises en place lors de l'épidémie d'Ébola.

Des dons de matériel, des appuis financiers aux gouvernements locaux, et des plans de formation et de sensibilisation ont été déployés par et pour les équipes médicales, les employés et les communautés.

Au quotidien, selon l'évolution de la situation, nous adaptons les mesures mises en place et notre organisation interne afin de protéger au mieux l'ensemble de nos employés et de tenter d'endiguer la pandémie.



△ Vaccination Covid-19, LAC, Libéria



△ Vaccination Covid-19, Socapalm, Cameroun



△ Réunion de lutte contre la Covid-19, SOGB, Côte d'Ivoire



3.4.5

Notre politique d'éducation pour les enfants de nos employés

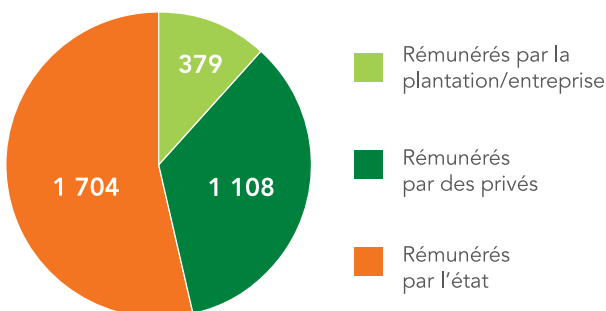
Nous tenons à améliorer la disponibilité et la qualité du système éducatif en place dans les régions où nous sommes présents.

Comme expliqué au chapitre 3.3.7.2 ci-dessus, des écoles publiques existent à proximité et au sein de nos plantations. A ces écoles, nous apportons une aide financière et/ou logistique, autant que possible, pour les rénovations, les constructions de nouveaux bâtiments ou la fourniture de mobilier.

Les effectifs d'enseignants affectés à ces régions reculées sont souvent insuffisants pour assurer un encadrement optimal des enfants. Dans ce contexte, nous soutenons les établissements en y affectant des enseignants supplémentaires et en les rémunérant. Cette année, nous remarquons que notre soutien a légèrement augmenté.

En 2021, 12% des enseignants des écoles concernées étaient affectés et rémunérés par les plantations contre 11% en 2020. Et, le taux d'encadrement des enfants (nombre d'élèves par enseignant) moyen pour les écoles s'est amélioré en passant de 24,35 en 2020 à 23,61 en 2021.

Répartition des enseignants selon leur statut

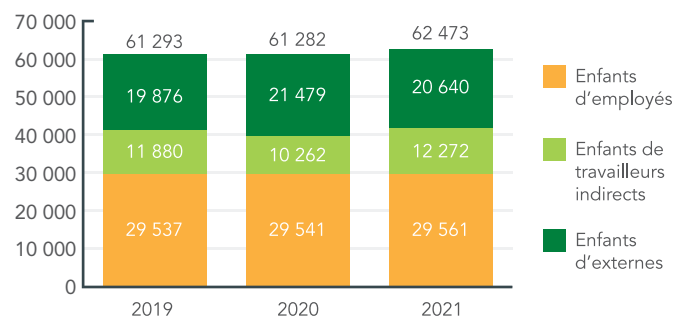


Calcul réalisé sur base du taux d'encadrement de chaque école indépendamment l'une de l'autre.

En 2021, un total de 3 191 enseignants ont pris en charge l'éducation des plus jeunes sur les plantations, soit 129 personnes de plus qu'en 2020 (3 062) et 368 de plus qu'en 2019 (2 823).

62 473 élèves occupent les bancs des écoles en 2021, soit 1 191 de plus qu'en 2020 (61 282) et 1 180 de plus qu'en 2019.

Évolution du nombre d'élèves par origine

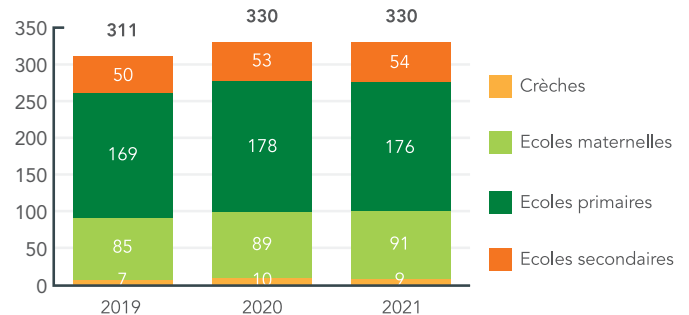


Nous avons atteint la parité au sein des élèves avec 50% des filles parmi les enfants de ces écoles.

Conscients que, dans ces régions reculées, la situation socioéconomique des familles est souvent difficile, nous offrons des bourses aux élèves les plus méritants afin de leur assurer la plus longue scolarité possible.

L'appui consacré au système éducatif public en place au sein et autour des plantations équivaut à 2,3 millions € en 2021.

Évolution du nombre d'écoles



62 500 élèves
3 200 enseignants
2,3 millions € de budget éducation
Taux d'encadrement de 23,61



3.4.5.1

Nous soutenons financièrement nos employés pour la scolarité de leurs enfants

Nos employés ont la possibilité de contracter des prêts à taux d'intérêt nul lors des rentrées scolaires. Ces prêts leur permettent d'acheter des fournitures et de payer les frais d'inscription de leurs enfants.

Nous offrons aussi des bourses aux enfants les plus méritants afin de favoriser la poursuite de leur scolarité.

En 2021, 708 100 € ont été octroyés à des donations et près de 34 600 € ont été consacrés à des bourses d'études.

3.4.5.2

Le transport scolaire des enfants

Sur certains sites (SRC, LAC, SOGB, Socapalm et Okomu), un système de bus scolaires est à la disposition des enfants pour se rendre à l'école.



Au Libéria, notre filiale LAC s'engage pour l'éducation : comme elle compte plusieurs écoles réparties sur sa plantation, le transport des enfants vers les différentes écoles est primordial. En 2021, LAC a acheté un nouveau bus pour compléter la flotte actuelle.



△ Élèves de l'école Heke Village, SOGB, Côte d'Ivoire



△ Transport scolaire, LAC, Libéria



△ Nouveau bus pour le transport scolaire, LAC, Libéria



▲ Nouveau village, Plantation de Kienké, Socapalm, Cameroun

3.4.6

Nos infrastructures mises à la disposition de nos employés

Notre volonté au sein du Groupe Socfin est d'assurer un environnement de vie agréable et adapté à nos employés et leur famille, et qu'ils bénéficient des infrastructures sociales et de santé nécessaires et jouissent de bonnes conditions de vie.



Je m'appelle Chhaira, j'ai 35 ans et je viens de la province de Kampong Cham. Je suis chef d'équipe saignée et je travaille pour Socfin Cambodia depuis 2015. Avant de rejoindre Socfin Cambodia, j'étais chauffeur de voiture pour une plantation de caoutchouc.

En plus de mon travail sur le terrain, je suis le coordinateur de l'un des villages de l'entreprise. Cela signifie que je suis le lien entre les employés et leurs familles vivant dans l'un des villages et l'administration de l'entreprise. Chaque jour, je vérifie que le village est propre et que l'entretien est bon. Je facilite également l'organisation d'activités telles que des réunions avec le médecin d'entreprise et je vérifie les points d'eau pour signaler si certaines pompes sont en panne. Enfin, je travaille avec l'équipe de sécurité, lorsqu'il y a un problème dans le village, et je m'assure que les villageois respectent les règles de bon voisinage.

Il est parfois difficile d'être coordinateur de village, car tous les villageois ne comprennent pas toujours pourquoi je leur demande de respecter

des consignes comme celle de garder un village propre.

Cependant, c'est un rôle très important, car il contribue à maintenir de bonnes conditions de vie pour les employés et leurs familles. Aujourd'hui, je vis dans le village de l'entreprise avec ma femme, qui reste à la maison, et mes deux filles de 10 et 4 ans.

Comparé à d'autres entreprises, je suis heureux de travailler pour Socfin Cambodia car je reçois un bon salaire, une belle maison avec l'électricité gratuite et l'accès à l'eau. Je reçois également du riz gratuit pour moi et ma famille, et mes enfants peuvent aller gratuitement à l'école de l'entreprise.

Le transport de notre village à l'école est même organisé par l'entreprise. J'aime vivre dans ce village, car nous sommes bien intégrés et avons une bonne vie ici.

Chhaira Soeurn, Chef d'équipe de saignée, Socfin Cambodia, Cambodge



3.4.6.1

Au sein des villages des plantations

Chaque nouvel employé se voit attribuer, selon les disponibilités, un logement au sein de la plantation, adapté à sa composition familiale et au niveau de son poste de travail.

Nous tenons à ce que tous nos employés disposent d'un logement d'une qualité appropriée. Malheureusement, à l'heure actuelle, certaines plantations font face à des non-conformités, en termes de logement et de surpopulation, héritées d'une époque antérieure à la gestion par le Groupe Socfin. Certains logements se situent en dessous des normes du Groupe en la matière (par exemple, au Cameroun). Pour résoudre cette situation complexe, qui peut dans certains cas, dater de plusieurs décennies, nous mettons en place des solutions au cas par cas.



Des efforts pour une rénovation rapide des logements fortement délabrés à la Socapalm, au Cameroun, ont été lancés depuis quelques années et 3,8 millions € y ont été consacré en 2021.

Au sein du Groupe, le budget consacré à la construction et à la rénovation de logements était de 12 millions € en 2021.

Cet investissement est 6% supérieur à 2020 et illustre bien la volonté du Groupe d'améliorer son parc immobilier. Ci-après, le détail des travaux réalisés sur les 3 dernières années au sein du Groupe Socfin.

Le programme actuel de construction a également pour objectif, sur certains sites, d'offrir aux employés des logements plus proches de leur lieu de travail afin de faciliter leurs déplacements quotidiens. Des latrines et cuisines sont aussi construites pour que chacun dispose de ses propres installations.

Les villages disposent, en fonction de leur éloignement ou de leur proximité de certains centres plus animés et urbains, des infrastructures nécessaires à la vie du village : logements, écoles, postes de secours, échoppes, forages, places des marchés, terrains de sport, bars, etc.

Évolution des rénovations et constructions dans les villages des plantations

	2019	2020	2021
Logements construits	277	434	953
Logements rénovés	455	721	790
Cuisines construites	264	396	1 027
Cuisines rénovées	53	360	97
Latrines construites	907	1 361	1 599
Douches construites		839	1 376
Latrines rénovées	311	490	152
Douches rénovées		153	100

Un des objectifs est que chaque village dispose, selon sa taille, d'un ou plusieurs forages afin de répondre au besoin d'approvisionnement en eau. Pour les quelques villages pour lesquels cela n'est pas encore une réalité, les ressources seront mises en place au plus vite afin d'y remédier.

Des analyses sont effectuées régulièrement pour garantir une qualité correcte de l'eau. Si nécessaire un traitement au chlore est effectué pour assurer la potabilité de l'eau.

En 2021, un budget de 884 600 € y a été consacré, soit 37% de plus qu'en 2020.

Toutes les plantations se chargent de l'entretien des routes construites sur leurs sites. **En 2021, plus de 9,7 millions € ont été nécessaires pour entretenir ou créer de nouvelles routes.** Autant que possible, les plantations apportent un soutien logistique et/ou financier aux autorités locales pour maintenir le réseau national en bon état et permettre aux habitants de ces zones enclavées de circuler plus aisément.

L'électrification des régions éloignées constitue un autre défi. Souvent, l'électrification dans nos pays d'implantation se limite aux capitales et aux grandes villes sans parvenir jusqu'aux zones agricoles. Certaines plantations ont financé l'accès à l'électrification par l'extension des lignes électriques jusqu'aux logements des travailleurs. **En 2021, le Groupe Socfin y a consacré 4 millions €.**



▲ Nouveaux logements, Édéa, Socapalm, Cameroun



3.4.6.2

Nos infrastructures de loisirs

Au total, 218 terrains de sport, 39 places de marché et 119 lieux de rencontre accueillent nos employés et leur famille. Nous organisons, dans la plupart des plantations des compétitions sportives entre les différents villages ou départements.

Les 799 échoppes/magasins favorisent, quant à eux, le commerce et les échanges de produits locaux et de denrées importées des centres urbains.

Enfin, 90 clubs/bars, généralement gérés par un prestataire extérieur, offrent aux habitants des villages l'occasion de se réunir pour suivre à la télévision leurs équipes de football favorites et d'autres compétitions sportives internationales.

Évolution des infrastructures (loisirs)

	2019	2020	2021
Terrains de sport	201	219	218
Magasins	734	784	799
Clubs	92	92	90
Places des marchés	43	46	39
Lieux de rencontre	122	135	119

En 2021, le budget du Groupe consacré aux infrastructures de loisirs était de 900 800 €.



Côte d'Ivoire

Loisirs



En 2021, la SCC a inauguré un nouveau terrain de football. Nous sommes ravis d'avoir désormais un terrain de sport au sein de la société qui profite à tous les travailleurs ainsi qu'à la population.

De plus, l'organisation de tournois va renforcer les relations entre collègues, favoriser l'entraide, la cohésion et l'esprit d'équipe, et ainsi contribuer à l'amélioration du climat social de l'entreprise.

Rokia Bah, Assistante qualité & communication, SCC, Côte d'Ivoire

3.4.6.3

Nous assurons le transport de nos employés vers leur lieu de travail

Lorsque cela s'avère nécessaire, des véhicules spécialement aménagés sont utilisés pour transporter nos employés sur leur lieu de travail.

Nous mettons également à disposition de certains employés une moto ou un vélo, si leur fonction le nécessite.

Les plantations soutiennent aussi financièrement leurs employés en leur offrant des « facilités d'achat » de leur propre moyen de transport grâce à des prêts à taux d'intérêt nul.

3.4.6.4

Sûreté des personnes et des biens immobiliers

Notre Groupe s'engage à assurer la sûreté des employés et de leur famille, ainsi que la sûreté de leurs biens. Pour ce faire, des équipes sont mises en place, sur chaque plantation, pour y assurer la sécurité. Un contrôle systématique de sûreté est effectué à l'entrée des sites ; et au besoin, une équipe de surveillance se charge de résoudre les problèmes.

Enfin, afin d'assurer la bonne application, pas les équipes de sécurité, des engagements pris dans nos politiques, des sensibilisations régulières ont lieu sur les politiques et les systèmes de gestion des plaintes.

Ces équipes font aussi l'objet de sensibilisations spécifiques sur le respect des droits humains, la non-discrimination et la tolérance zéro vis-à-vis du harcèlement.



△ Nouveau terrain de football, SCC, Côte d'Ivoire



△ Transport de personnel, Edéa, Socapalm, Cameroun



△ Magasin, Mbambou, Socapalm, Cameroun



△ Lieu de rencontre au centre d'un village, Safacam, Cameroun



△ Compétition Palmfoot, Socapalm, Cameroun



△ Marché, Kienké, Socapalm, Cameroun



Pour notre environnement



4.1	Contexte	p89
4.2	Nos engagements pour l'environnement	p90
4.3	Des engagements validés	p92
4.4	Notre système de gestion des ressources naturelles	p94
4.5	Recherche et développement	p108



4.1

Contexte

Comme toute agriculture, les cultures pérennes, comme le palmier à huile et l'hévéa, ont un impact sur l'environnement qui doit être géré et minimisé pour garantir un juste équilibre entre préservation de l'environnement et production de produits de première nécessité.

La culture du palmier à huile présente de nombreux avantages notamment sa haute productivité à l'hectare et son faible besoin en intrant phytosanitaire, ce qui diminuent fortement son impact sur l'environnement, contrairement à certaines des cultures concurrentes comme le tournesol ou le soja, etc.

L'hévéaculture présente aussi de nombreux avantages, c'est entre autres un puits de carbone considérable.

(Voir chapitre 5 pour plus de détails sur ces sujets).



91%

des sites audités RSPO

77%

des sites certifiés RSPO

>14

millions

de litres de carburant économisés grâce à notre production d'énergies renouvelables

4,1

millions d'€ dédiés aux actions pour l'environnement



4.2

Nos engagements pour l'environnement



Réduire et prévenir nos impacts environnementaux :

Minimiser nos émissions de carbone et atténuer le changement climatique

Minimiser le taux d'utilisation de l'énergie

Augmenter la consommation d'énergie verte et réduire la consommation de combustibles fossiles

Prévenir la pollution de l'eau et de l'air

Maintenir des sols sains

Interdire l'utilisation du feu, sauf dans des cas bien documentés où des menaces spécifiques de risques phytosanitaires ou autres nous empêchent de le faire

Gérer et assurer le traitement des eaux usées

Protéger la quantité d'eau en obtenant les meilleures performances de notre catégorie en matière d'intensité d'utilisation de l'eau dans nos activités

Améliorer constamment nos pratiques agricoles dans le but d'obtenir des rendements plus élevés nécessitant un minimum d'intrants et de ressources naturelles

Impacts environnementaux



4.2

Nos engagements pour l'environnement



Promouvoir la biodiversité et la préservation des forêts en éliminant la déforestation :

Identifier, maintenir et protéger les forêts naturelles, en utilisant l'approche du stock de carbone élevé (HSC) le cas échéant

Identifier, maintenir et protéger les hautes valeurs de conservation (HVC), y compris la protection de la faune et des espèces rares, menacées, en danger et en danger critique d'extinction contre le braconnage, la chasse et la perte d'habitat dans les zones que nous gérons

Identifier, maintenir et protéger les zones de tourbières : soutenir la restauration de ces zones, si elles sont dégradées

Soutenir la protection à long terme d'autres écosystèmes

Biodiversité et préservation des forêts



▲ Panneau RSPO, PSG, Ghana

4.3

Des engagements validés

Afin d'encadrer nos engagements envers la préservation de l'environnement, et de développer encore plus notre expertise, nous avons mis la priorité sur un certain nombre de certifications.



4.3.1

Pour assurer une amélioration continue de notre système de gestion environnemental : ISO 14001

Nos activités étant étroitement liées à l'environnement naturel, nous tenons à faire certifier nos systèmes de gestion de l'environnement selon la norme ISO 14001 qui apporte un cadre très efficace pour la gestion environnementale en permettant une amélioration continue des opérations. L'ensemble de nos plantations certifiées ISO 14001 sont auditées par des organismes externes et agréés, suivant la norme ISO 14001:2015.



4.3.2

Pour la production d'huile de palme durable : RSPO

La certification RSPO inclut par exemple, la zéro-déforestation, la préservation des ressources, l'amélioration des écosystèmes, etc.

Nous nous sommes fixés comme objectif de faire certifier RSPO l'ensemble de nos plantations de palmiers.

Toutes nos plantations de palmiers à huile en Indonésie ont été certifiées entre 2011 et 2015.

Nos plantations africaines ont elles débuté leur processus de certification en 2019 :

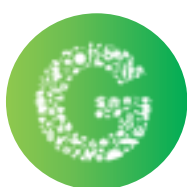
- En 2020, nos filiales Okomu au Nigéria et Safacam au Cameroun ont été certifiées ;
- En 2021, nos filiales SOGB en Côte d'Ivoire, SAC en Sierra Leone, Agripalma à Sao Tomé-en-Principé et 3 sites de la Socapalm ont été aussi certifiés ;
- Nous sommes en attente de la certification de 2 sites de Socapalm et de celle de Brabanta ;
- Pour 2022, il reste à certifier le dernier site de la Socapalm et PSG.

Comme le démontre la situation actuelle décrite ci-dessus, malgré la crise du Covid-19 qui a créé de fortes restrictions des voyages liées aux missions d'audit, un progrès considérable de nos certifications RSPO en Afrique a été réalisé.

Ceci est la démonstration de l'engagement ferme pris par Socfin et de la volonté et l'enthousiasme de toutes les équipes locales à obtenir la validation de tous les efforts, mis en place ces dernières années, pour assurer la conformité aux principes et critères des standards exigeants de RSPO.



▲ SOGB, Côte d'Ivoire



4.3.3

Pour la production d'huile de palme biologique

Une première expérience concluante d'huile de palme bio a été réalisée sur notre plantation d'Agripalma à Sao Tomé-et-Principe.

La certification Global Gap et « agriculture biologique » a été obtenue en 2017 et a ensuite renouvelée chaque année.



△ Agripalma, Sao Tomé-et-Principe



4.3.4

Pour la production de caoutchouc naturel durable

L'initiative du TIP (Tire Industry Project) au sein du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) a donné le jour à la Global Platform for Sustainable Natural Rubber (GPSNR) ; le lancement de cette plateforme, dont Socfin est un membre fondateur, a eu lieu en octobre 2018.

La GPSNR a l'avantage de compter parmi ses membres l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement du caoutchouc naturel, ainsi que des représentants de la société civile (ONG).

Les membres s'engagent à respecter les 12 principes de durabilité définis par la plateforme et à établir les standards correspondants à ces principes.



△ Hévéas, SOGB, Côte d'Ivoire



4.4

Notre système de gestion des ressources naturelles

Les systèmes de gestion de l'environnement, de la biodiversité, de l'énergie, de l'eau, des émissions, des effluents et des déchets ont été uniformisés dans toutes nos plantations. Notre système de gestion des ressources naturelles assure d'une part, une conformité avec les législations environnementales pertinentes et les engagements pris par ailleurs, et d'autre part, une amélioration continue de nos performances.

4.4.1

Notre gestion de l'eau et du sol

4.4.1.1

Nous veillons à protéger les eaux souterraines et de surface

L'eau est un actif précieux, nous veillons à en minimiser sa consommation, à en maintenir sa pureté et à en préserver les sources.

Les plantations utilisent de l'eau souterraine remontée à la surface grâce à des systèmes de pompage électrique ou manuel.

Ces forages ou puits fournissent de l'eau aux villages des plantations, aux usines et aux pépinières.

Des mesures spécifiques sont prises pour prévenir la pollution des eaux souterraines :

- Lutte contre les déversements accidentels de produits chimiques (carburants, engrais, produits phytosanitaires) par des formations adéquates sur la manipulation des produits et l'utilisation des équipements de lutte contre les déversements accidentels ;
- Construction des lieux de stockage conformément aux standards internationaux, avec dalle imperméable et rétentions adaptées, à plus de 15 mètres d'un point d'eau ;
- Construction des latrines, à plus de 15 mètres d'un point d'eau.

La qualité de l'eau est régulièrement soumise à des analyses de potabilité suivant les paramètres publiés par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et les réglementations locales. Les échantillons sont analysés dans des laboratoires agréés.

Près de 4,1 millions € ont été alloués à notre système de gestion de l'environnement en 2021.

Nous avons développé une stratégie de gestion des zones ripariennes, et donc de préservation des eaux de surface, qui est en accord avec les normes RSPO, et qui est graduellement mise en application sur l'ensemble de nos sites. Les eaux de surface sont analysées périodiquement, afin d'évaluer l'efficacité de la gestion de ces zones ripariennes.

De plus, des légumineuses de couverture sont systématiquement semées pour éviter tout risque de pollution des eaux de surface en :

- Réduisant l'utilisation d'engrais azotés, qui peuvent entraîner une eutrophisation ;
- Diminuant l'érosion des sols ;
- Réduisant le ruissellement des produits phytosanitaires.

Aussi, toutes nos huileries, notre raffinerie et nos usines de caoutchouc sont équipées d'installations de traitement des eaux usées (bassins de lagunage anaérobies et aérobies).

Grâce à ces systèmes, aucune eau n'est évacuée directement d'une huilerie ou d'une usine à caoutchouc, sans avoir été traitée.

L'eau évacuée des bassins est régulièrement analysée pour s'assurer que les valeurs de DBO (Demande Biochimique en Oxygène) et de DCO (Demande Chimique en Oxygène) se situent dans les niveaux autorisés (réglementations locales, de la SFI (Société Financière Internationale) et/ou de la RSPO, selon le cas).

Dans le cas d'un dépassement des normes de rejet, une étude interne est menée afin d'identifier la cause du dépassement. L'ajout d'aérateurs mécaniques dans un des bassins anaérobies est souvent suffisant pour solutionner le problème.



4.4.1.2

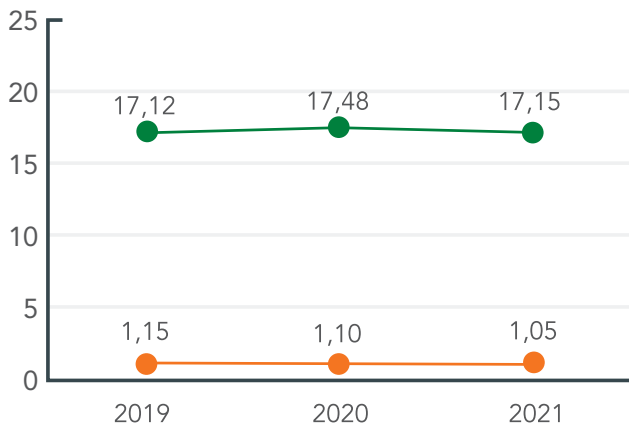
Nous veillons à maintenir notre consommation d'eau au plus bas

La consommation d'eau est contrôlée au niveau des usines, où des mesures appropriées sont appliquées pour la maintenir au plus bas. Notre consommation d'eau par tonne usinée de fruits de palmier est stable et conforme aux standards de la profession (Afrique : 1,13 m³/T de régimes traités ; Asie : 0,90 m³/T de régimes traités). Les procédés d'usinage (cuisson à la vapeur humide) n'offrent que peu de possibilités de réduction de la consommation d'eau par tonne de fruits.

La consommation d'eau par tonne de caoutchouc sec produit est ici également stable et conforme à l'objectif fixé : rester sous les 20 m³/T. L'eau est utilisée pour le nettoyage des fonds de tasse : étape nécessaire afin de satisfaire les objectifs de qualité exigés par les clients.

Les besoins en irrigation des pépinières sont strictement contrôlés et tiennent compte de la pluviométrie, seuls les millimètres d'eau nécessaires aux besoins des plantes sont appliqués. L'irrigation au goutte-à-goutte est privilégiée, elle est plus efficace et limite par la même occasion les risques d'érosion.

Évolution de la consommation moyenne d'eau (m³/T)



● Consommation d'eau par tonne de caoutchouc sec
● Consommation d'eau par tonne de régimes



△ Lagunes, Kienké, Socapalm, Cameroun

4.4.1.3

Nous protégeons les sols, le capital le plus précieux du planteur

Depuis des décennies, nous appliquons des techniques pour limiter systématiquement l'érosion du sol. Ces techniques font l'objet d'un chapitre important dans les manuels agronomiques du Groupe :

- Semis de plantes de couverture fixatrices d'azote ;
- Planting et andainage en courbes de niveaux ;
- Amélioration de la structure en favorisant la création d'humus ;
- Dispositifs particuliers pour limiter la vitesse de l'eau dans les canaux d'évacuation, etc.

Le maintien et l'amélioration de la fertilité des sols sont assurés par une fertilisation raisonnée faisant la part belle aux engrais organiques produits notamment lors de l'usinage (698 783 tonnes utilisées en 2021). La fertilité des parcelles est suivie régulièrement par le laboratoire de pédologie du Groupe.



△ Mbongo, Socapalm, Cameroun



4.4.2

Notre revalorisation des déchets

4.4.2.1

Nous trions et revalorisons nos déchets

Chaque plantation suit la procédure du Groupe en matière de gestion des déchets.

Toutes nos opérations de gestion des déchets doivent être pensées en fonction de la hiérarchie ci-dessous, en favorisant les niveaux supérieurs.

La collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets, tant industriels que domestiques, font l'objet d'un monitoring soutenu conformément au Système de Gestion Environnemental (SGE).

Pour la collecte et la manipulation des déchets, les procédures SST sont suivies afin de s'assurer que les EPI (Equipements de Protection Individuels) soient utilisés et que les déchets soient stockés de manière appropriée. 220 formations ont été dispensées en ce sens en 2021.

Valorisation	Prévention	8
	Réutilisation ou réemploi	7
	Recyclage matière ou organique (compostage)	6
	Valorisation énergétique et biométhanisation	5
Elimination	Incinération sans récupération d'énergie (à vocation sanitaire)	4
	Décharge ou lagune aménagées	3
	Décharge non aménagée, rejets dans le milieu aquatique, biodégradation dans les sols	2
	Concentration (regroupement dans une poubelle, sur un tas)	1

▼ Okomu, Nigéria





4.4.2.2

Les déchets solides biodégradables sont principalement réutilisés sur les plantations

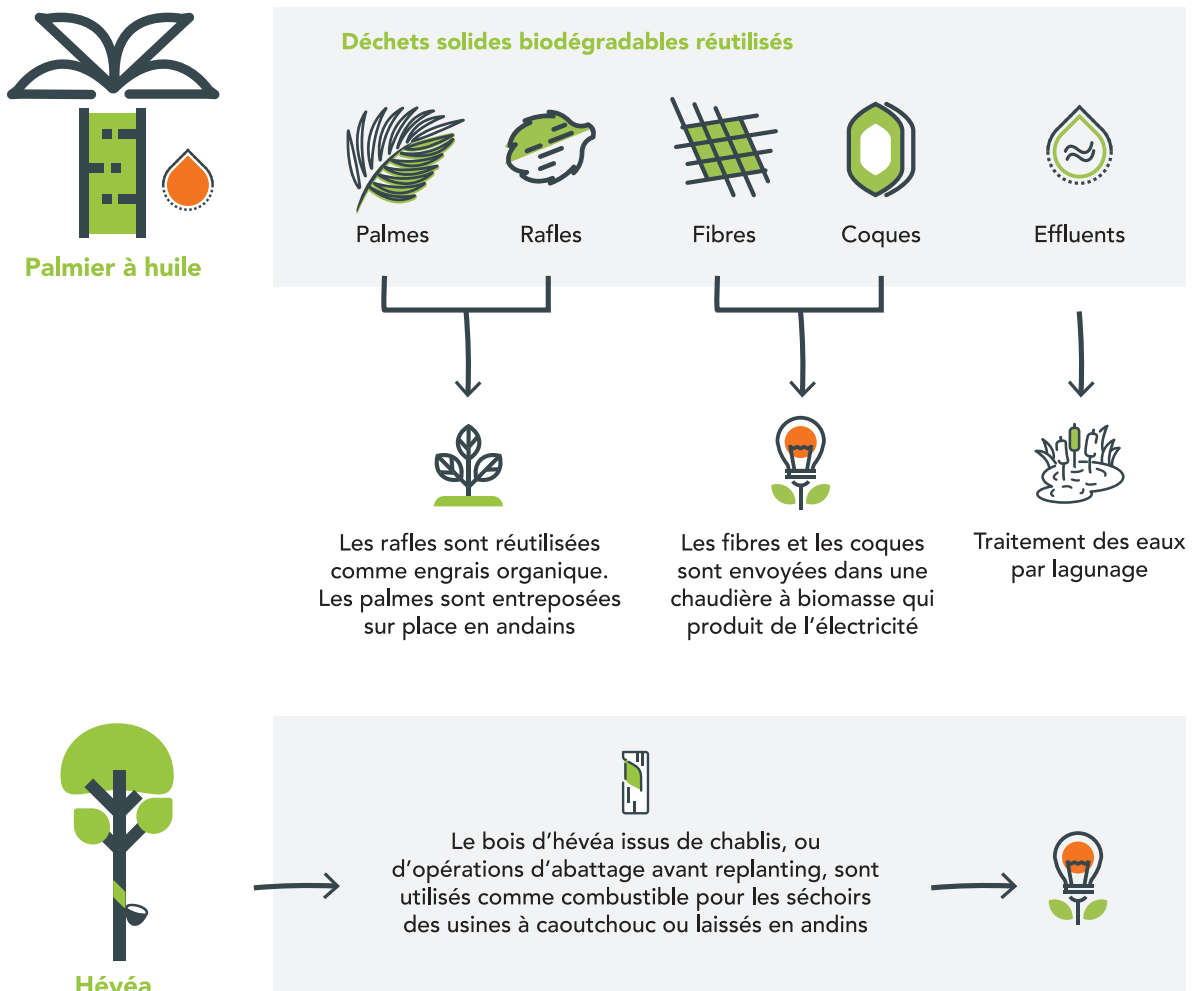
- **Les rafles** sont réutilisées comme engrais organique, épandues sur le sol ou mélangées aux effluents pour produire un compost (centre de compostage de Socfindo) ;
- **Les fibres et les coques** sont utilisées comme combustible pour les chaudières des huileries ;
- **Le bois d'hévéa issu de chablis**, ou d'opérations d'abattage avant replanting, sont utilisés comme combustible pour les séchoirs des usines à caoutchouc ou laissés en andains ;
- Lors de la replantation, **les stipes (troncs) et racines des vieux palmiers** sont laissés en andains afin qu'ils se décomposent. Les nutriments retournent alors dans le sol, et participent au maintien de sa fertilité, limitant ainsi le recours aux engrais chimiques.

maximum l'accumulation de produits expirés. Les déchets dangereux, comme les huiles usées, les filtres à huile ou les batteries usagées sont collectés par des entreprises agréées.

Les plantations veillent au respect des procédures et à l'installation de poubelles, mais elles s'attellent également à sensibiliser les habitants des villages au tri des déchets domestiques.

Ces actions sont aussi soutenues par certains de nos clients pneumaticiens qui modifient et adaptent leurs exigences en matière d'emballages aux préoccupations environnementales (Bridgestone, Michelin) et agissent ainsi au niveau de la prévention. Nous sensibilisons les autres pneumaticiens sur ces alternatives.

En matière de gestion des déchets dangereux, nos responsables QHSE organisent les stocks de produits chimiques selon la règle First Expired – First Out (FEFO) afin de prévenir au





4.4.3

Nous protégeons la biodiversité et travaillons à son amélioration



Pour la préservation du couvert végétal, la SOGB a identifié des zones à protéger : ainsi, 2 212 ha sont désormais identifiés et protégés par 5 écogardes formés par la Direction de l'Ecologie et de la Protection de la Nature (DEPN).



Côte d'Ivoire

Aires protégées



Je suis Anita Marcelle Gnlou, écogarde des aires protégées au Département Développement Durable (DDD).

Cela fait seulement 3 mois que je suis à ce poste. Auparavant, j'étais agent de sécurité comme la plupart de mes collègues. Je pense que ce n'est véritablement pas un changement de métier puisqu'il s'agit toujours d'assurer la sécurité, sauf que cette fois-ci, **c'est de la sécurité de la nature dont il s'agit.**

À l'instar de mes collègues, je parcours les aires protégées afin d'en assurer une surveillance permanente, pour empêcher les gens d'y pénétrer et d'y mener des activités.

Je trouve que c'est un métier comme tout autre métier. D'aucuns pourraient se demander ce qu'une femme vient faire dans ce métier qui n'est pas facile. Je pense qu'il n'y a pas de métier dédié spécifiquement aux hommes. Tout le monde peut tout faire dans la vie, ce n'est qu'une question de volonté. En ce qui me concerne, tout va bien et j'essaie de faire mon travail convenablement et sans complexe. Je suis la seule femme de l'équipe, raison de plus pour relever le défi.



△ SOGB, Côte d'Ivoire

J'aime relever les défis, aussi difficiles soient-ils. **C'est vrai que parcourir la forêt à longueur de journée n'est pas chose aisée, mais avoir le sentiment de faire quelque chose qui concoure au bien de l'humanité, est au-dessus de ce labeur-là.** Être proche de la nature, savoir que la vie est présente, écouter le chant des oiseaux, observer des choses incroyables... C'est un bonheur incommensurable. C'est comme si j'étais une randonneuse.

Je suis encore toute nouvelle dans l'équipe, je n'ai pas encore eu la chance de voir tout ce que mes collègues ont déjà vu, mais j'ai déjà pu observer un troupeau de buffles et c'était incroyable. Ils sont énormes et très imposants. Ce jour-là, nous avons gardé une bonne distance de sécurité.

J'aimerais lancer un appel à tous, pour dire que les aires protégées sont utiles pour notre avenir et l'avenir de nos descendants. Nous devons tous les protéger en nous gardant d'y mener des activités interdites. Nous avons beaucoup de sites touristiques à l'intérieur de ces aires protégées. Tout le monde peut demander à les visiter lors de randonnées. Merci.

Anita Marcelle Gnlou, Ecogarde des aires protégées, SOGB, Côte d'Ivoire



Côte d'Ivoire

Aires protégées



Je me nomme Kouabénan Kossonou, je suis écogarde des aires protégées à la SOGB. Au quotidien, mes collègues et moi, parcourons toutes les aires protégées, pour nous assurer qu'il n'y a pas d'activités illégales comme des infiltrations, du braconnage, des cultures, etc. Nous veillons à la préservation et à la surveillance des zones de forêts que la SOGB a classées comme aires protégées afin de sauvegarder les espèces végétales et animales qui s'y trouvent. Ces zones sont réparties sur toute la concession.

Une aire protégée à la SOGB, est une zone de forêt bien délimitée, interdite d'activités humaines comme la pêche, la chasse, la culture, etc. dont le but est de préserver les espèces végétales, animales et les ressources naturelles qui s'y trouvent. **On peut donc dire que c'est une ressource forestière qui bénéficie d'une protection pour pouvoir maintenir et préserver la biodiversité.**

Notre travail consiste à faire des patrouilles journalières selon un programme bien établi. Nous sillonnons, dans un premier temps, les abords des forêts pour voir s'il n'y a pas eu d'infiltration. Nous avons aussi des patrouilles hebdomadaires que nous faisons par groupe ; nous choisissons une forêt dans laquelle nous pénétrons pour voir s'il n'y pas de traces d'infiltration. Et enfin, nous effectuons des patrouilles nocturnes pour lutter contre le braconnage surtout.

Il est difficile de faire comprendre aux populations qu'elles peuvent contribuer à préserver les aires protégées en se gardant d'y pénétrer. Même si les choses évoluent dans le bon sens, nous constatons, hélas, des violations qui peuvent mettre en péril ces espaces. Certains continuent en cachette de pénétrer dans ces forêts pour braconner, pour pêcher, etc.

Nous continuons à sensibiliser les uns et les autres dans les villages agricoles et les villages riverains pour que chacun comprenne que la préservation de la faune et de la flore freine le changement climatique qui nous impacte aujourd'hui.

Depuis que je suis écogarde et que je parcours les aires protégées, j'ai vu beaucoup de choses très étonnantes qu'on avait plutôt l'habitude de voir dans les documentaires. L'une des choses qui m'a vraiment marquée, est quand j'ai découvert un énorme python qui était en train d'avalé une gazelle.

C'était impressionnant et j'ai tout de suite alerté mes responsables qui sont venus assister à la scène.

En plus d'être un agent dédié à la surveillance des aires protégées comme mes collègues, j'assure aussi la coordination entre les écogardes et le bureau du Département Développement Durable.

Nos projets immédiats sont de continuer à surveiller les aires protégées de façon efficace. Nous avons aussi pour ambition de rédiger le plan d'aménagement des zones à protéger, et enfin, d'accentuer la communication sur les hautes valeurs de conservation.

L'année dernière, la superficie des aires protégées a augmenté. Cela implique que les défis sont devenus plus importants. C'est une responsabilité plus grande et cela demande de l'abnégation et du courage. Notre rayon d'action s'est beaucoup agrandi. Nous devons étendre les sensibilisations aux communautés des villages agricoles et des villages riverains qui vivent au bord des nouvelles zones. Cela implique aussi que l'habitat des animaux a augmenté et donc, nous devons en tenir compte dans notre planning de surveillance.

Nous avons observé beaucoup de changements, surtout positifs, au niveau des aires protégées. Le braconnage, même s'il n'a pas totalement disparu, a fortement diminué. La forêt s'est beaucoup régénérée et est devenue plus dense, au point qu'il devient de plus en plus difficile d'y évoluer. Nous observons beaucoup d'animaux et même de grands animaux, comme les buffles, qui sont de retour. Un des côtés passionnant de mon métier, ce sont les formations dont nous bénéficions qui nous permettent de reconnaître les différentes espèces de plantes et d'apprendre leurs propriétés médicinales.

Au moment où nous assistons un peu partout à travers le globe aux effets du réchauffement climatique à travers des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, je contribue, par mon métier, à la lutte pour sauver la planète. Cela me donne le sentiment d'être utile à quelque chose, au même titre que beaucoup d'autres organisations qui luttent pour cette noble cause.

Kouabénan Kossonou, Ecogarde des aires protégées, SOGB, Côte d'Ivoire

4.4.3.1

Nous appliquons les approches HSC et HVC

Depuis 2017, et notre engagement d'éliminer toute déforestation, nous appliquons l'approche HSC « Haut Stock de Carbone » : pour tout nouveau projet d'extension, une étude HSC doit être réalisée pour déterminer les zones HSC²³ à conserver. De plus, des plans d'actions seront mis en place afin de protéger efficacement ces zones.

Cette approche est conçue pour être utilisée en parallèle et intégrée à d'autres stratégies d'aménagement du territoire et de conservation, comme le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) et l'identification des zones à Haute Valeur de Conservation (HVC). L'étude de ces dernières permet d'identifier les zones ripariennes, les zones protégées ou à écosystèmes rares, et les zones culturellement ou économiquement importantes pour les communautés locales et les peuples autochtones, pour ensuite proposer les mesures nécessaires à leur protection.

Afin de respecter nos engagements énoncés dans notre politique de gestion responsable, il va de soi que toute nouvelle plantation est interdite dans les zones de tourbières.

Pendant la préparation à nos certifications RSPO, nous avons fait réaliser toutes les études HVC nécessaires ; celles-ci nous ont permis d'identifier les risques existants, les actions à mettre en place pour minimiser leurs impacts, ainsi que l'élaboration de plans de gestion des zones HVC.

Les zones ripariennes et les zones humides sont des zones potentielles de biodiversité animale et végétale, elles sont soit protégées soit recrées, lorsque celles-ci ont été détruites par les populations locales ou par la plantation.

Nos procédures de « gestion intégrée des ravageurs » contiennent également des actions en matière de protection de la biodiversité (habitats pour certains insectes ou oiseaux de proie, voir ci-après).



▲ Réunions avec les parties prenantes sur l'étude HVC, PSG, Ghana

De nombreuses espèces endémiques et espèces rares (selon la liste de l'IUCN - International Union for Conservation of Nature), menacées ou en danger de disparition, sont souvent présentes dans et autour des concessions du Groupe. Ceci a été confirmé par les études de spécialistes de la faune et de la flore dans le cadre des études HVC. C'est pourquoi, nous contrôlons et empêchons toute activité inappropriée de chasse (viande de brousse), de pêche, d'exploitation forestière ou de cueillette, et ce, dans le respect des lois locales.

Pour les zones autour de nos concessions, nous appuyons les autorités chargées de leur protection, en leur fournissant des ressources matérielles. Dans les zones de biodiversité (parcs nationaux, forêts classées ou autres) adjacentes aux concessions (Sao Tomé-et-Principe, Nigéria, Ghana), nous effectuons un contrôle des passages entre la concession et la zone de biodiversité, avec l'autorisation des autorités locales. Bien entendu, tous les travailleurs, sous-traitants, fournisseurs et membres des communautés locales sont informés de ces dispositions et y sont sensibilisés.



²³ highcarbonstock.org/the-hcs-approach-toolkit

▲ Zone HVC, Édéa, Socapalm, Cameroun



“ Nous contrôlons et empêchons toute activité inappropriée de chasse (viande de brousse), de pêche, d'exploitation forestière ou de cueillette, et ce, dans le respect des lois locales. ”



Photos prises lors des études HVC menées sur les sites Socfin en Afrique



Interview de Shamsia Shanid

RESPONSABLE DÉPARTEMENT CARTOGRAPHIE

Socfin



“ J’ai toujours eu la passion d’analyser et d’apporter des solutions à tout ce qui fait partie de notre vie. ”

△ Shamsia Shanid, Responsable Département cartographie, Socfin

“ **En ce qui concerne l’environnement, la cartographie est vitale pour comprendre avec précision comment ces couvertures terrestres ont évolué de 2005 à aujourd’hui.** ”

Pouvez-vous vous présenter et parler de votre expérience ?

Je suis Shamsia Shanid, plus connue sous le nom de Cia parmi mes amis et collègues. Je gère actuellement le département de cartographie au sein du Groupe en tant que consultante SIG (Système d’Information Géographique).

Je suis ingénieure civile, mais ma passion pour la topographie et la technologie m’a permis d’explorer l’imagerie satellite et de fournir des solutions.

J’ai toujours eu la passion d’analyser et d’apporter des solutions à tout ce qui fait partie de notre vie. La plupart du temps, mes amis et collègues disent que mon surnom de CIA me convient bien, car mon métier est de résoudre chaque cas comme une mission. (Hahaha !) Chaque fois qu’un problème m’est soumis, je prends un grand plaisir à le résoudre.

Quel est votre rôle en tant que responsable de la cartographie chez Socfin ?

Mon travail consiste à renforcer les capacités des managers en matière d’applications cartographiques :

- Production détaillée de cartes annuelles et en fonction des besoins ;
- Étude rétrospective et actuelle LUCA, principalement pour la certification RSPO, à l’aide d’images satellite ;
- Analyse des réseaux pour trouver l’itinéraire le plus court et l’estimation des coûts de transport ;
- Étude de l’hydrologie à l’aide d’images satellite et de leur traitement ;
- Données d’élévation du sol ;
- Application des drones ;
- Recensement des arbres ;
- Mise en place de systèmes d’alerte à la déforestation et aux incendies, etc.

Mon objectif est de former un employé local par site pour qu’il soit capable d’utiliser toutes les applications mentionnées ci-dessus et de fournir un résultat avec la précision souhaitée.

Quel est le lien entre la RSPO et la surveillance cartographique ? Et le lien avec l’approche HVC ?

La RSPO repose sur une gestion responsable des zones de palmiers à huile développées et existantes dans notre chaîne d’approvisionnement, tant sur le plan social qu’environnemental. En ce qui concerne l’environnement, la cartographie est vitale pour comprendre avec précision comment ces couvertures terrestres ont évolué de 2005 à aujourd’hui.

La mise en œuvre stricte de l’interdiction de la déforestation, du brûlage et de la conservation complète des zones HVC et HSC au sein de nos chaînes d’approvisionnement pour les plantations de palmiers à huile et d’hévéas est devenue une norme de notre style de vie. Un système d’alerte précoce, comme les alertes au feu et les alertes à la déforestation, nous a aidé à atténuer tout dommage supplémentaire dans nos zones conservées et préservées.

L’intégration de la télédétection et de l’analyse des données spatiales nous aide à cartographier et à surveiller avec précision les cultures agricoles et les zones HVC-HSC.

L’eau et les autres zones HVC sont une ressource importante et incroyablement précieuse dans ces régions et la surveillance cartographique permet de prendre les bonnes mesures en termes de zones tampons et de zones protégées.

Grâce à une technique d’exploration de données détaillées d’une grande précision, il a été plus facile de définir les limites de ces sites, ce qui aide les personnes sur le terrain à mettre en œuvre des procédures et des plans pour les conserver.

La durabilité faisant partie de notre vie à tous, elle nous pousse à être plus responsables de nos activités au sein de notre environnement.

“ **La durabilité faisant partie de notre vie à tous, elle nous pousse à être plus responsables de nos activités au sein de notre environnement.** ”



En 2021, sur quelles plantations avez-vous travaillé ? Qu'avez-vous réalisé ? Depuis que vous avez commencé ce travail fin 2018, sur combien de sites avez-vous travaillé pour le processus LUCA ?

2021 était une année cruciale et j'ai travaillé principalement sur le LUCA qui est une étude détaillée de l'évolution du couvert végétal avant 2005 jusqu'à aujourd'hui. Il s'agissait également d'une étude plus approfondie des pentes, de l'hydrologie, des zones tampons et de l'identification des zones à assainir. C'est une étape clé pour la certification RSPO.

J'ai notamment travaillé sur PSG, Okomu, Safacam, Socapalm (Edéa, Kienké, Mbambou et Mbongo), Brabanta et Agripalma.

Avec l'aide d'une équipe formidable, nous avons pu obtenir la validation de RSPO pour tous les LUCA de ces projets.

Depuis que j'ai commencé à travailler sur ce sujet en 2019, j'ai mené l'étude pour toutes les plantations de palmiers à huile. Les premiers jours ont été ardues, car il fallait beaucoup de données et d'informations provenant de diverses sources, des validations sur le terrain, des études HVC, des études précédentes, etc.

C'est un défi, mais c'est extrêmement gratifiant, surtout quand on sait que l'on fait ce qu'il faut pour avoir un environnement de travail et de vie plus vert et plus sûr, pour les communautés et les employés.

Pensez-vous qu'il est important pour les entreprises agroalimentaires d'adopter cette approche ?

La technologie géospatiale, en particulier la télédétection, fournit un outil de diagnostic qui peut servir de système d'alerte précoce permettant aux agro-industries à intervenir immédiatement pour contrer les problèmes potentiels avant qu'ils ne se propagent largement ou n'aient un impact négatif sur la productivité agricole et sur l'environnement. La gestion et l'analyse des données ont récemment progressé et sont plus accessibles aux agro-industries.

Le fait de pouvoir prévoir et d'avoir une vue d'ensemble des zones fait une énorme différence dans la planification, l'exécution et la gestion des plantations.

La technologie géospatiale est l'une des plus passionnantes et elle progresse rapidement chaque jour. Je suis optimiste. Elle fera partie intégrante de l'aide apportée aux décideurs pour se préparer aux défis majeurs auxquels notre planète est confrontée et pour les surmonter.



“ C'est un défi, mais c'est extrêmement gratifiant, surtout quand on sait que l'on fait ce qu'il faut pour avoir un environnement de travail et de vie plus vert et plus sûr, pour les communautés et les employés. ”



△ Safacam, Cameroun

“ Le fait de pouvoir prévoir et d’avoir une vue d’ensemble des zones fait une énorme différence dans la planification, l’exécution et la gestion des plantations. ”

▽ Édéa, Socapalm, Cameroun





4.4.3.2

Nous nous engageons à mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion existantes afin de prévenir les émissions atmosphériques et d'améliorer la qualité de l'air

Un de nos objectifs est de réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES).

Nous avons commencé à réaliser les bilans carbone de nos opérations palmier (avec l'utilisation du calculateur PalmGHG). Les résultats des calculs annuels réalisés avec PalmGHG sont disponibles sur le site internet de la RSPO²⁴.

En 2018, un projet pour développer un modèle de bilan carbone pour les plantations d'hévéas a été mis en place. Ce calculateur carbone validé en 2019 dans nos plantations du Libéria est en cours de révision, afin de rendre son utilisation plus intuitive et plus facile. Il sera ensuite utilisé sur tous nos sites de production et de transformation de caoutchouc humide afin de déterminer l'empreinte carbone globale.

Notre objectif est de limiter les émissions directes ou indirectes de polluants atmosphériques, en particulier liées à la consommation d'énergie (transports, groupes

électrogènes, usinages), par le choix et l'utilisation rationnelle de combustibles et de technologies respectueuses de l'environnement, en excluant l'utilisation du feu pour préparer les nouvelles zones de développement.

Toutes nos plantations, sous la supervision du département industriel, assurent un contrôle et une réduction progressive des consommations : utilisation rationnelle de l'énergie, maintenance technique, emploi de machines à faible consommation, énergies alternatives et renouvelables, etc.

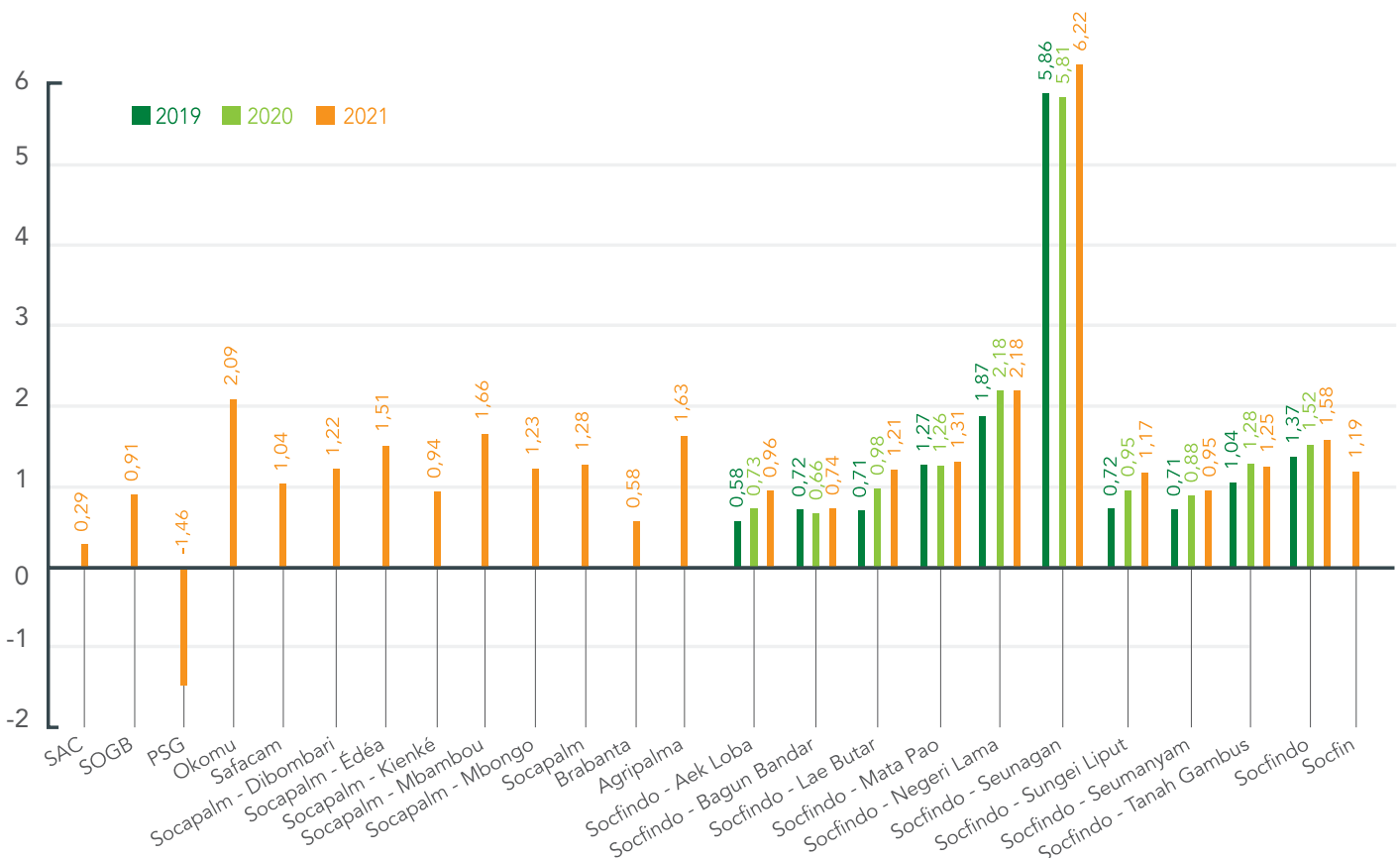
Les émissions des cheminées sont mesurées régulièrement, conformément aux lois locales et, si elles n'existent pas, aux prescriptions de la SFI.

Les plantations de Socfindo ont adopté une politique de zéro brûlage depuis 2012 et toutes leurs activités de replanting hévéa se font depuis près de 10 ans sans avoir recours au feu.

Depuis quelques années, les plantations d'hévéas de SOGB, LAC et Safacam ont commencé à optimiser leurs techniques de replanting pour éviter l'usage du feu. Ces techniques seront graduellement étendues à toutes les plantations d'hévéas du Groupe. Le risque phytosanitaire lié aux pourritures des racines d'hévéas semble maîtrisé mais nécessite un suivi méticuleux continu pour s'en assurer. Par ailleurs, des projets de valorisation du bois sous forme de cogénération sont à l'étude.

Les émissions nettes en équivalent CO₂ (CO₂e) sont calculées pour l'ensemble des opérations agricoles et industrielles de chaque site.

Émissions nettes (T CO₂e/T CPO)



²⁴ rspo.org/certification/palmghg/palm-ghg-calculator



Les émissions brutes dépendent de :

- La surface de la concession ;
- Le type de végétation qui a été converti ;
- La consommation en carburants fossiles ;
- L'application d'engrais ;
- Des transports, etc.

Les quantités de carbone fixées par les plantations (puits de carbone) sont ensuite déduites de ces émissions pour donner les émissions nettes.

En plus des efforts liés à la réduction des émissions atmosphériques, nous limitons la production de poussières ou d'effluves de solvants de diverses façons : réduction de la vitesse sur les pistes en plantation (ralentisseurs), aspersion d'eau sur les routes en saison sèche, zone tampon entre les villages et les routes, hottes pour aspirer les vapeurs de solvants, etc.

“

L'utilisation optimale des déchets organiques issus des usines limite le recours aux engrais chimiques : 698 783 tonnes d'engrais organiques utilisés en 2021.

”

4.4.3.3

Nous nous efforçons de réduire notre utilisation de produits chimiques ou d'engrais minéraux

L'utilisation optimale des déchets organiques issus des usines limite le recours aux engrais chimiques : 698 783 tonnes d'engrais organiques utilisés en 2021.

Les plantations parviennent à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires grâce à leur procédure de « gestion intégrée des ravageurs ».

L'objectif est de maintenir les parasites sous les niveaux dommageables plutôt que de les éradiquer systématiquement, et de créer, améliorer ou sauvegarder les habitats de leurs ennemis naturels (comme les nichoirs et les perches pour les rapaces afin qu'ils puissent s'y poser et circuler facilement à la recherche de rongeurs).

En réduisant au strict minimum l'utilisation de produits chimiques, on diminue l'exposition des travailleurs et les risques d'accident ou de maladie professionnelle.

De faibles quantités de produits chimiques classés 1B par l'OMS sont encore utilisées de manière exceptionnelle dans les plantations de palmiers à huile.

Les responsables cherchent activement des solutions adéquates et moins nocives à l'utilisation de ces produits.

En 2015, l'utilisation d'aldicarbe (classe 1A) a été définitivement interrompue dans l'ensemble des plantations du Groupe. Comme nous nous y sommes engagés, l'utilisation du paraquat a été supprimée de nos plantations depuis 2020.

Conformément à nos engagements la consommation de produits dangereux, utilisés avec toutes les précautions qui s'imposent, est réduite au strict nécessaire.

4.4.3.4

Nous effectuons des maintenances préventives pour réduire notre consommation d'énergie

Conformément à notre engagement de protéger les écosystèmes, nous travaillons intensivement à la réduction de la consommation d'énergie, ce qui engendre aussi une réduction de nos émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). La maintenance préventive des équipements et des installations garantit une meilleure fonctionnalité et des consommations en énergie minimales. Toutes les consommations en carburants, combustibles et électricité sont contrôlées et suivies, afin d'être optimisées.

(Voir chapitre 4.5.3 pour la production d'énergies renouvelables).

4.4.3.5

La prévention passe par la formation

Les nouveaux employés reçoivent une initiation SSE (Santé, Sécurité et Environnement) et suivent une formation adaptée à leur activité professionnelle et à son impact sur l'environnement.

Après analyse de la performance environnementale du site, les besoins en formations spécifiques sont évalués et traités.

En 2021, 248 sensibilisations à l'environnement ont été organisées.

4.4.3.6

Le reporting des non-conformités environnementales

Le traitement des non-conformités environnementales et le reporting systématique des accidents environnementaux, requis par la norme ISO 14001, sont disponibles localement.

Aucun planting dans les zones de tourbière n'a eu lieu depuis la mise en application de la politique de gestion responsable du Groupe Socfin en 2017.



4.5

Recherche et développement

4.5.1

Projets de recherche et développement

Nos activités de recherche et développement sont menées par une équipe d'experts qui suit et appuie nos filiales, et qui collabore avec des instituts de recherche et des universités dans les domaines de la culture du palmier à huile et de l'hévéaculture.

L'amélioration et la sélection de semences de palmiers à huile sont l'un des défis majeurs de nos recherches.

Notre objectif est d'obtenir les palmiers les plus productifs et les plus résistants aux maladies. Ceci, afin, d'une part, d'optimiser les surfaces plantées, mais aussi, de réduire au maximum l'utilisation de méthodes de lutte phytosanitaire. Ces deux résultats auront **un impact significatif sur la préservation de l'environnement.**

Ces recherches sont encadrées par nos deux laboratoires : Camseeds au Cameroun et Socfindo en Indonésie.

Notre équipe de chercheurs est également **à la pointe de la recherche en biotechnologie appliquée dans l'hévéaculture.**

En réalisant des boutures d'hévéa, ils cherchent à obtenir des arbres robustes, plus productifs et résistants au vent et aux maladies. L'amélioration de la santé des arbres grâce à une utilisation moindre de pesticides et d'engrais minéraux a un impact notoire sur la protection des écosystèmes locaux et sur l'utilisation des ressources.

▼ Semences de palmier à huile, Camseeds, Cameroun



▲ Kienké, Camseeds, Cameroun



▲ Jardin à bois, Dibombari, Socapalm, Cameroun



La SOGB mène plusieurs projets relatifs :

- À la création de variétés d'hévéas (en partenariat avec le CNRA en Côte d'Ivoire et l'IFC/CIRAD en France) pour augmenter leur productivité et leur résistance aux maladies ;
- Au développement de techniques agricoles pour augmenter la productivité des parcelles d'hévéas et de palmiers à huile, tout en limitant l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires ;
- À des associations culturales hévéa + cacao et hévéa + teck, en vue d'optimiser la productivité économique et écologique des terres.

4.5.2

Nous mettons en place des mesures de gestion des risques liés aux changements climatiques

Les études préliminaires à l'acquisition d'une plantation existante ou au développement d'un nouveau projet comportent une analyse des risques liés aux changements climatiques.

Les rendements, la gestion des ravageurs, les services écosystémiques, les sols, la disponibilité en eau et en ressources pour les communautés villageoises sont les domaines qui sont les plus susceptibles d'être affectés positivement ou négativement par des changements climatiques.

Localement, lorsque le risque a été identifié, les sites mettent en place des mesures d'adaptation afin de garantir la productivité des surfaces et d'assurer aux communautés locales leurs moyens de subsistance.

Opportunités d'emplois, formations à de meilleures techniques agricoles (lutte anti-érosion, couverture du sol, fertilisation, utilisation des herbicides et pesticides), mise en œuvre de la politique zéro-déforestation dans la chaîne d'approvisionnement font partie des nombreuses actions menées par le Groupe afin de limiter l'impact des changements climatiques sur les moyens de subsistance des populations locales.

4.5.3

Nous investissons dans la production d'énergies renouvelables

La gestion de l'impact que nos activités pourraient avoir sur l'environnement est une priorité pour nous, alors, depuis plus de 10 ans, nous avons concrétisé cet engagement en investissant massivement dans les solutions d'énergies vertes et renouvelables, bien que nos huileries soient alimentées avec de la biomasse depuis plus de 30 ans.

En effet, nos activités agro-industrielles nous permettent une performance environnementale enviable, **nos huileries et certaines de nos usines à caoutchouc sont déjà presque totalement autosuffisantes sur le plan énergétique**, car elles sont alimentées en énergie par des chaudières alimentées elles-mêmes par de la biomasse issue de nos activités agricoles : fibres, rafles, coques et bois d'hévéas.

Aussi, afin d'améliorer continuellement le bilan énergétique de nos activités, nous développons de nouvelles solutions sur le terrain : après la construction d'un barrage hydroélectrique au Libéria et l'installation de chaudières et de séchoirs à biomasse sur divers projets, nous avons lancé l'installation d'une turbine à condensation au Nigéria et d'une centrale solaire en Sierra Leone.

25 projets dans 7 pays



- ✓ Construction d'un barrage hydroélectrique au Libéria
- ✓ Production de chaleur grâce à l'utilisation de la biomasse
- ✓ Alimentation des groupes électrogènes avec de l'huile de palme
- ✓ Production d'électricité à partir de panneaux solaires

Étant actifs dans des régions isolées, et souvent non raccordées aux réseaux nationaux d'électricité, l'installation d'énergies vertes nous permet d'avoir un impact positif à plusieurs niveaux :

- ✓ Préserver l'environnement
- ✓ Améliorer les conditions de vie des populations par une disponibilité des services collectifs : eau et électricité pour alimenter les bureaux, les centres de santé, les maisons, etc.
- ✓ Favoriser le développement local par la disponibilité d'une énergie nécessaire à toute activité économique locale ou industrielle

Ces solutions présentent aussi des impacts positifs pour diminuer le réchauffement climatique :

- ✓ Lors de l'utilisation de turbines à vapeur, de séchoirs à biomasse et de groupes électrogènes, il n'y a pas d'émission nette de CO₂, car il s'agit d'une boucle de carbone fermée
- ✓ Lors de l'utilisation de panneaux solaires et du barrage hydroélectrique, il n'y a pas d'émission de CO₂, ou d'émission provenant des combustibles fossiles

Finalement, ces solutions ont également des effets positifs au niveau logistique et financier :

- ✓ Nous avons une production locale d'électricité, disponible à la demande
- ✓ Nous supprimons les risques liés à la logistique d'approvisionnement du carburant sur les plantations
- ✓ Nous stabilisons le coût de l'énergie : indépendance vis-à-vis des importations et producteurs étrangers (pétrole)



Green Energy

4.5.3.1

Des panneaux solaires



585

panneaux photovoltaïques avec
une capacité totale de 170 kW/c
sur une superficie de 1 800 m²

⋮

400

kWh de stockage sur batteries

⋮

16 400

litres de carburant économisés
depuis juin 2021, soit 44 T de CO₂

▽ Panneaux solaires, SAC, Sierra Leone



4.5.3.2

Un barrage hydroélectrique



1 204 000

litres de carburant
économisés en 2021
soit 3 217 T de CO₂

⋮

4 016

MWh d'électricité produite

◀ Barrage hydroélectrique, LAC, Libéria





4.5.3.3

Les turbines à vapeurs et chaudières à biomasse



11 634 600

litres de carburant économisés en 2021

⋮

30

MW de capacité totale de production

⋮

38 800

MWh ont été produits en 2021

Cette production correspond à 88% de l'énergie utilisée dans les huileries en Afrique et à 94% en Asie

▽ Turbine à vapeur et chaudière à biomasse



4.5.3.4

Les séchoirs à biomasse



1 403 400

litres de carburant économisés en 2021

△ Chaudière pour séchoir à biomasse

4.5.3.5

Des groupes électrogènes alimentés avec l'huile de palme



pour

15 000

tonnes d'huile produite par an

⋮

450 000

litres de carburant économisés

△ Groupe électrogène



Focus sur nos produits durables



- 5.1 Nous produisons deux matières premières issues de l'agriculture responsable **p113**
- 5.2 L'huile de palme durable **p114**
- 5.3 Le caoutchouc naturel **p122**



5.1

Nous produisons deux matières premières issues de l'agriculture responsable

Nos plantations produisent deux matières premières : l'huile de palme et le caoutchouc naturel.

La première est issue des fruits du palmier à huile cultivé dans les régions tropicales, et la seconde est issue de l'écorce de l'hévéa cultivé dans ces mêmes régions.



RSPO

Huile de palme **certifiée** RSPO,
zéro déforestation



95%

de notre production est
consommée en Afrique et en
Asie et contribue à nourrir une
population en forte croissance



85%

du caoutchouc naturel
dans le monde fait vivre
6 millions de planteurs villageois²⁵

²⁵ Source : GSPNR



5.2

L'huile de palme durable

L'huile de palme est l'huile la plus consommée au monde, représentant 38%²⁶ des consommations alors qu'elle n'occupe que 10% des surfaces plantées en oléagineux. C'est donc une plante efficace et robuste pour nourrir les populations des régions tropicales.



27

5.2.1

L'huile de palme est très appréciée dans les régions tropicales

Depuis des siècles, l'huile de palme – appelée aussi huile rouge – constitue la base alimentaire de la cuisine traditionnelle de centaines de millions de personnes dans les régions tropicales.

Grâce à ses propriétés, elle est une source importante et stable de vitamine A et d'antioxydants dans l'alimentation quotidienne. Comme il est souvent répété au Cameroun, « l'huile rouge nous a fait grandir ».

Elle y est en effet très appréciée pour ses qualités gustatives et nutritives ainsi que pour son coût raisonnable.

²⁶ Source : Oil World — ²⁷ Source : FAO

95%

de notre production
est consommée localement
dans nos pays d'implantation



38%

²⁸

Le palmier à l'huile produit **38%**²⁸ de toutes les huiles végétales sur moins de **10%** des terres allouées aux cultures oléagineuses.

5.2.2

La bonne productivité du palmier à huile améliore la sécurité alimentaire

Dans les régions tropicales dans lesquelles nous sommes implantés, contrairement à l'Europe, il n'y a aucune production de beurre, ou même de lait. L'huile de palme constitue donc le premier apport en graisse de ces populations depuis des millénaires.

Il est aussi important de rappeler que l'explosion démographique que connaît l'Afrique exige un approvisionnement en matières premières de plus en plus important. L'excédent issu de l'agriculture familiale locale actuelle ne parvient pas à satisfaire les besoins nationaux de ces pays en huile végétale, ce qui les rend dépendants des importations venant d'Asie du Sud-Est, alors que le potentiel agricole leur permettrait d'être autosuffisants.

En conclusion, la production locale générée conjointement par les grandes plantations et les planteurs villageois participe progressivement à améliorer la sécurité alimentaire de ces régions et sous-régions.

5.2.3

L'huile de palme contribue à créer de nombreux emplois dans l'hémisphère Sud, faisant vivre des millions de personnes et leurs familles



+3

millions de planteurs villageois vivent de l'huile de palme dans le monde²⁹

Grâce à la production d'huile de palme dans ses plantations, le Groupe Socfin fait vivre près de **52 000 personnes** et leurs familles ainsi que **1 500 planteurs villageois** partenaires.

RENDEMENTS MONDIAUX EN HUILE

comparaison par plante cultivée (T/ha)



²⁸ Source : IUCN — ²⁹ Source : RSPO



5.2.4

L'huile de palme a des qualités nutritionnelles incontestables

L'huile de palme contient environ 50% d'acide gras saturés. A titre de comparaison, l'huile de coco en contient 85%, le beurre de cacao en contient 60%, l'huile de soja ou d'olive 15%, l'huile de tournesol 11%, l'huile de colza 7%.

D'un point de vue nutritionnel, rien ne prouve que la consommation d'huile de palme dans le cadre d'une alimentation équilibrée soit liée à un quelconque problème de santé. Le lien entre les nutriments et la santé doit être considéré dans le contexte de l'alimentation dans son ensemble, et pas seulement par rapport à des produits alimentaires individuels.

Comparée à d'autres graisses et huiles, l'huile de palme présente des niveaux moyens de graisses saturées.

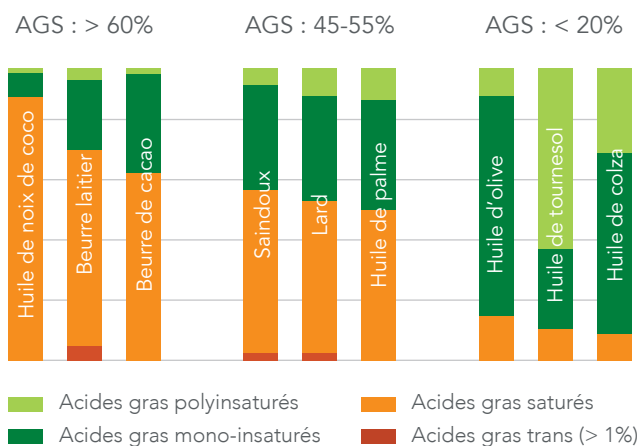
En outre, les relations entre acides gras et obésité ou acides gras et maladies cardio-vasculaires sont complexes, les résultats publiés sont souvent contradictoires et très difficilement transférables d'une espèce animale à l'autre³⁰.

Notons que l'acide palmitique, contenu dans l'huile de palme, est l'un des acides gras saturés les plus courants chez les animaux ou les plantes. On en trouve dans toutes les graisses et huiles animales ou végétales (beurre, fromage, lait et viande). Il est également présent dans le lait maternel.

Rappelons, pour finir, que l'huile de palme brute (CPO) est le produit le plus riche que l'on connaisse en carotènes (précurseurs de la vitamine A) et en tocophérols, un antioxydant, d'où notamment l'intérêt de son utilisation en Afrique comme source naturelle de vitamine A.



Teneur en acides gras de différentes graisses et huiles³¹



5.2.5

L'huile de palme est aussi destinée à d'autres utilisations

L'huile de palme est principalement destinée à la consommation alimentaire :

- **raffinée** : huile de table ;
- **transformée** : margarines, pâtes à tartiner, biscuiteries, pâtisserie, etc.

L'huile de palme est aussi destinée à :

- **la production de cosmétiques** : savon, shampooing, etc. ;
- **la production de biodiesel**.

Ainsi, l'huile de palme est aujourd'hui essentielle dans de nombreux domaines de la vie courante, que ce soit dans les pays développés et en développement.

5.2.6

La productivité du palmier à huile favorise la préservation de l'environnement

Le palmier à huile est, par rapport à ses concurrents (le soja, le tournesol, l'olivier, etc.), la plante qui produit la plus grande quantité d'huile à l'hectare.

Concrètement, pour nourrir une même population, le palmier occupera 3 à 9 fois moins de surface que les autres oléagineux³².

Aujourd'hui, pour limiter l'impact du palmier à huile sur l'environnement, l'un des enjeux est de parvenir à augmenter la productivité à l'hectare. Cela passe par de meilleures pratiques de gestion et par de la R&D, mais aussi par un accompagnement aux planteurs villageois, acteurs importants du secteur, qui n'ont pas accès aux mêmes outils que l'agro-industrie pour améliorer leur productivité.

Meilleures PRATIQUES DE GESTION

 Assistance technique ;
Formation et accompagnements ;
Accès à un matériel végétal sélectionné.

Meilleure PRODUCTIVITÉ

 Augmentation de la productivité ;
Accès au marché.

Meilleure PRODUCTION

 Pas de déforestation ;
Moins de surfaces utilisées.

³⁰ ³¹ Source : European Palm Oil Alliance — ³² Source : IUCN



5.2.7

Pourquoi ne faut-il pas boycotter l'huile de palme ?



FAUT-IL REMPLACER L'HUILE DE PALME ?³³

L'huile de palme est très rentable.
Pour la remplacer, il faudrait planter d'autres oléagineux sur des surfaces beaucoup plus importantes - avec des répercussions négatives pour l'environnement.

Ce n'est pas l'huile en elle-même qui pose problème, mais la manière dont elle est produite.



NE BOYCOTTEZ PAS L'HUILE DE PALME³⁴

2 raisons clés pour l'IUCN de ne pas boycotter l'huile de palme

1

La forte demande internationale stimule une agriculture durable



Les producteurs chercheront de nouveaux clients et baisseront leurs prix



Des prix plus bas augmenteront la demande dans des marchés moins sensibles aux questions de durabilité



Les incitations à produire une huile de palme durable seront moindres

2

Remplacer l'huile de palme par une autre culture nécessitera plus de terres pour le même volume de production



Les entreprises achèteront des huiles alternatives



Ces autres huiles requièrent jusqu'à neuf fois plus de terres que l'huile de palme



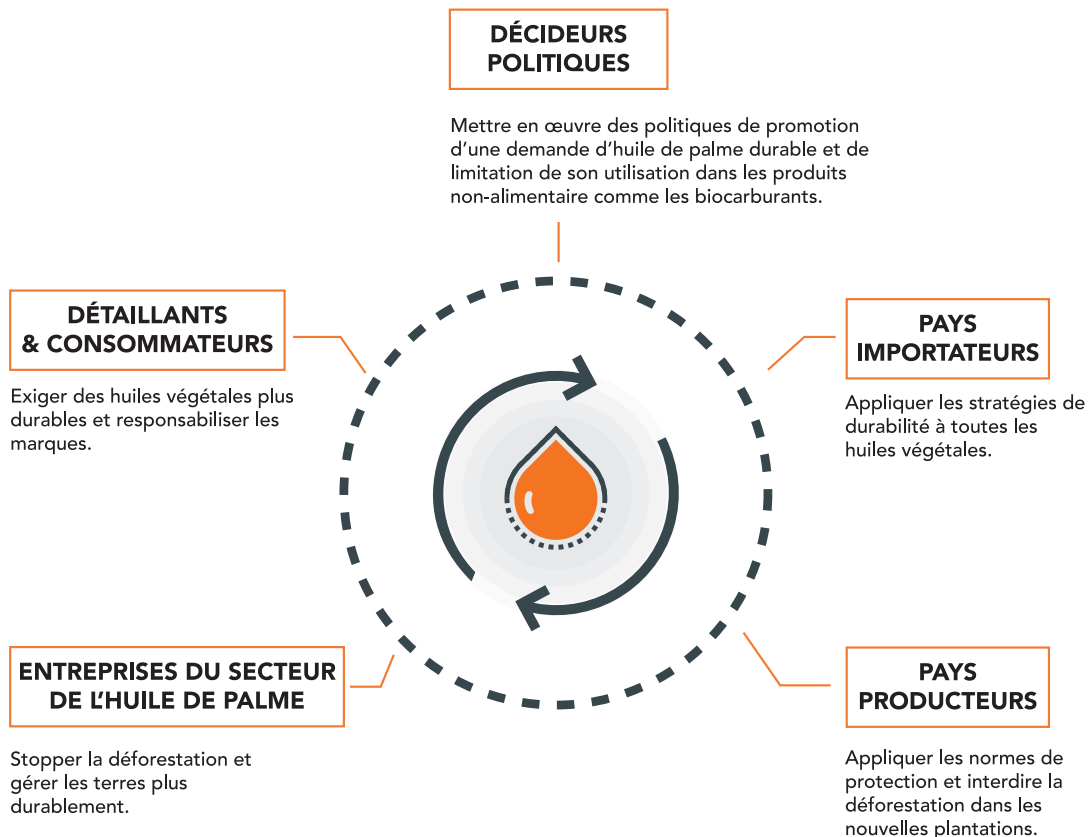
Cela augmente la perte d'habitats naturels, d'espèces et aura d'autres impacts

“ L'huile de palme doit être produite de manière durable, suivant une politique ambitieuse et responsable. [...] Les entreprises et les consommateurs ont un rôle important à jouer pour responsabiliser la production³³. ”

³³ Source : wwf.ch/fr/nos-objectifs/huile-de-palme — ³⁴ Source : IUCN



TOUT LE MONDE A UN RÔLE À JOUER³⁵



L'huile de palme durable est une action collective, chacun peut y contribuer.
Et c'est ce qui se passe aujourd'hui !

5.2.8

L'huile de palme durable RSPO : une approche transformatrice

La RSPO (Table Ronde sur l'huile de palme durable) est une initiative visant à développer et à mettre en œuvre des normes mondiales pour une huile de palme durable notamment à travers un processus de certification.

Elle rassemble des parties prenantes issues de 7 secteurs de l'industrie de l'huile de palme : producteurs, transformateurs ou négociants, fabricants de biens de consommation, détaillants, banques/investisseurs et ONG environnementales et sociales.

La RSPO a élaboré un ensemble de critères environnementaux et sociaux que les entreprises doivent respecter pour produire de l'huile de palme durable certifiée. Ces critères contribuent à minimiser l'impact négatif de la culture de l'huile de palme sur l'environnement, mais aussi sur les communautés dans les régions productrices d'huile de palme.

19%³⁶

de l'huile de palme produite dans le monde est certifiée RSPO

Elle compte aujourd'hui plus de 4 000 membres dans le monde qui représentent tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement en huile de palme et s'engage également auprès des planteurs villageois.

De plus, la certification RSPO réduit l'impact de la production d'huile de palme sur l'environnement. Selon une analyse de son cycle de vie, l'huile de palme durable certifiée RSPO émet 35% d'émissions de gaz à effet de serre en moins et a un impact de 20% inférieur sur la biodiversité par rapport à la production d'huile de palme non certifiée.

³⁵ Source : IUCN — ³⁶ Source : RSPO



LES MISSIONS DE LA RSPO³⁷

Faire progresser la production, l'approvisionnement, le financement et l'utilisation de produits à base d'huile de palme durable

Développer, mettre en œuvre, vérifier et revoir régulièrement des normes mondiales crédibles pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de l'huile de palme durable

Contrôler et évaluer les impacts économiques, environnementaux et sociaux de l'huile de palme durable sur le marché

Mobiliser et faire participer toutes les parties prenantes tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris les gouvernements et les consommateurs

En 2018, les Principes et Critères (P&C) RSPO ont été revus et renforcés avec 7 principes généraux, 50 critères et 180 indicateurs.

LES 7 PRINCIPES RSPO³⁸



LA PROSPÉRITÉ

Un secteur compétitif, robuste et durable.

Principe 1 : Se comporter de manière éthique et transparente.

Principe 2 : Gérer légalement et respecter les droits.

Principe 3 : Optimiser la productivité, l'efficacité, les impacts positifs et la résilience.



LES POPULATIONS

Moyens de subsistance durables et réduction de la pauvreté.

Principe 4 : Respecter la communauté et les droits de l'Homme, et en fournir des avantages.

Principe 5 : Appuyer l'inclusion des petits producteurs.

Principe 6 : Respecter les droits et les conditions des travailleurs.



LA PLANÈTE

Écosystèmes conservés, protégés et améliorés permettant de subvenir aux besoins de la génération future.

Principe 7 : Protéger, conserver et améliorer les écosystèmes et l'environnement.

^{37 38} Source : RSPO



LA DÉMARCHE DE CERTIFICATION RSPO

En parallèle du respect des principes et critères RSPO, un producteur d'huile de palme, souhaitant être certifié, doit entamer un processus qui comprend diverses études et procédures.

DANS LE MONDE : ³⁹

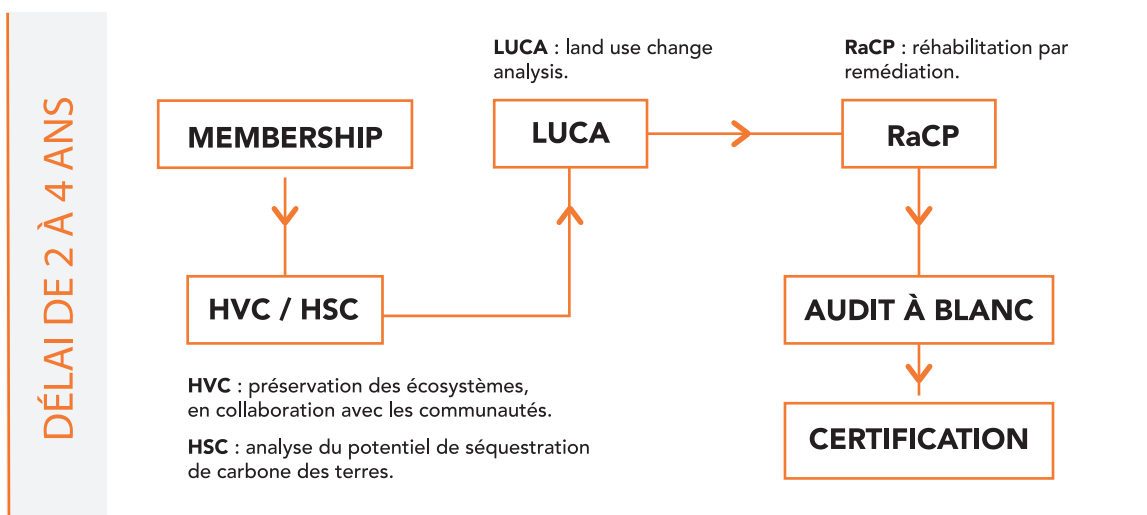


162 896
planteurs villageois
en activité en 2021



464 235
hectares de surface
de planteurs villageois
certifiés RSPO

MISE EN CONFORMITÉ avec les Principes et Critères RSPO



³⁹ Source : RSPO



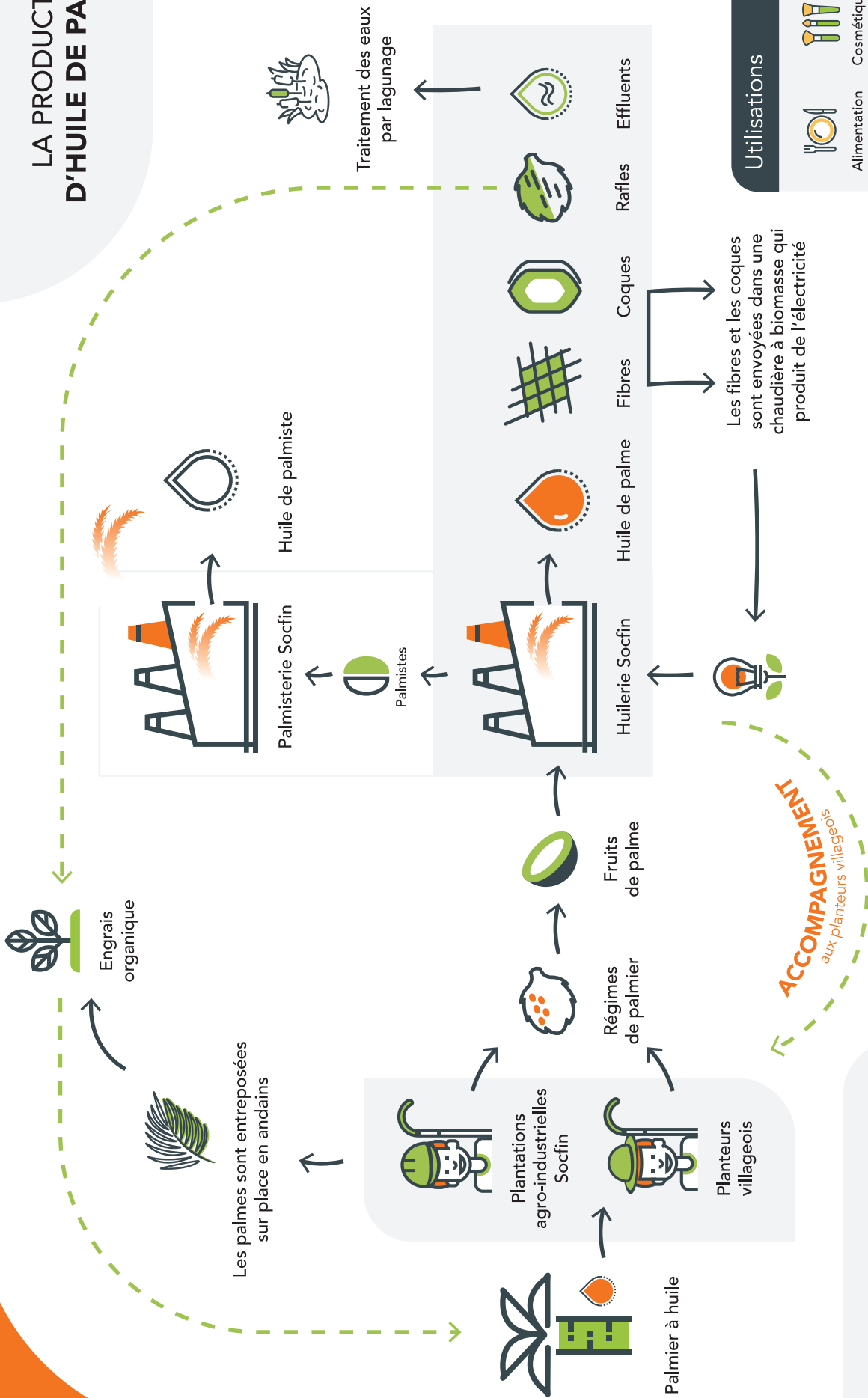
△ Huile de palme brute, Édéa, Socapalm, Cameroun



△ Palmiers à huile, Mbambou, Socapalm, Cameroun



LA PRODUCTION D'HUILE DE PALME



Utilisations

- Alimentation
- Cosmétiques
- Agrocarburants

100%
DU PALMIER À HUILE
EST VALORISÉ

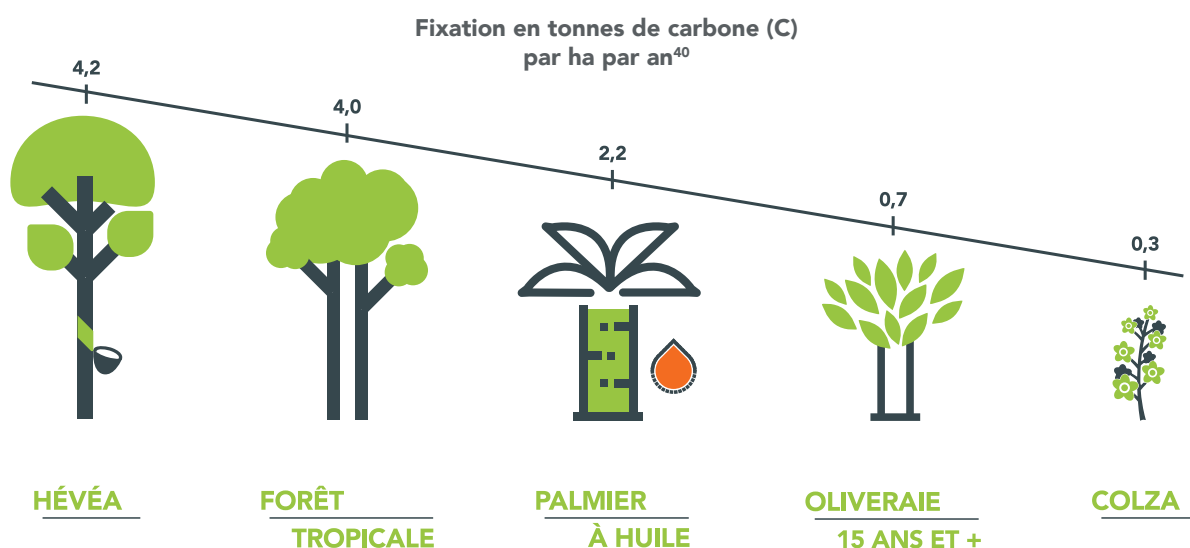


△ Tasse de caoutchouc

5.3

Le caoutchouc naturel

Le caoutchouc naturel représente 46% de la consommation annuelle de caoutchouc au niveau mondial, contre 54% pour le caoutchouc synthétique (issu du gaz naturel et de sous-produits pétroliers).



5.3.1

L'hévéa est un puits de carbone

L'hévéa est un puits de carbone considérable, très utile dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Le caoutchouc naturel est un biopolymère. Il est un substitut végétal renouvelable aux élastomères issus de l'industrie pétrochimique, le caoutchouc synthétique.

Sa culture permet une fixation efficace du carbone.

5.3.2

Le caoutchouc naturel est une matière renouvelable

L'hévéa est planté en champ ; après 6 ans, il atteint une maturité physiologique et un stade végétatif permettant le début de la saignée.

Il présente un cycle de vie de près de 30 ans : lorsque le rendement des arbres diminue, le bois d'hévéa peut être utilisé pour la fabrication de meubles, de pâte à papier ou encore comme bois de chauffe, sinon il est laissé en champ pour se décomposer naturellement et maintenir un bon taux de matière organique dans le sol.

Après abattage des arbres en fin de vie, de jeunes arbres sont replantés sur les mêmes surfaces pour régénérer la plantation et un nouveau cycle démarre.

⁴⁰Source : « Potential carbon sequestration in rubber tree plantations in the northwestern region of the Parana State, Brazil » S.R Maggionto, page 242, 2014
« Increasing carbon storage in intact African tropical forests » Simon L. Lewis, page 242, 2009
« A review of models for assessing carbon stocks and carbon sequestration in oil palm plantations », Ian E Henson, page 6, 2019
« Carbon footprint of an olive tree grove », Stefania Proietti, page 119
« Stocker du carbone dans les sols agricoles de France » INRA, page 136



5.3.3

Le caoutchouc naturel est recherché pour ses propriétés

Le caoutchouc naturel a l'avantage d'être une matière première renouvelable aux multiples atouts.

Il est recherché par les industriels pour ses propriétés physiques :

- Son faible échauffement ;
- Son élasticité ;
- Sa résistance aux chocs ;
- Ses qualités d'amortissement des vibrations et de bruits.



2021
13,8
millions de tonnes
de caoutchouc⁴¹

5.3.4

Le caoutchouc naturel est utilisé dans la composition de nombreux objets⁴²

Dans le monde entier, le caoutchouc est la matière première à la base de nombreux objets domestiques, médicaux et industriels : pneus de voitures, tracteurs, avions et vélos, bottes et semelles, ustensiles médicaux, tétines de biberon, accessoires automobiles (balais d'essuie-glaces, joints), adhésifs et bien d'autres encore.

La fabrication de pneus représente 70% du marché et la fabrication des objets domestiques et médicaux représentent 30% du marché.

⁴¹ Source : IRSG (estimation 2021) — ⁴² Source : GPSNR

5.3.5

Améliorer les performances socioéconomiques et environnementales de la chaîne de valeur du caoutchouc naturel

Environ **85% du caoutchouc naturel est cultivé par 6 millions de planteurs villageois**, principalement en Asie. La demande mondiale de cette matière première indispensable ne cesse de croître, tout comme les questions relatives à sa durabilité environnementale, sociale et économique.



58%
de la production du Groupe Socfin provient de planteurs villageois

Nous sommes membre fondateur de l'initiative **GPSNR**, une initiative visant à mettre en place des critères de durabilité pour le caoutchouc naturel et qui regroupe de nombreuses parties prenantes de sa chaîne de valeur.

Ainsi, nous avons travaillé ensemble à l'intégration dans les éléments de la politique **GPSNR** des 12 principes pour une production durable du caoutchouc naturel.

▼ Accompagnement des planteurs villageois, SCC, Côte d'Ivoire





LA MISSION DE LA GPSNR

Améliorer la durabilité sociale, environnementale et économique de la chaîne de valeur mondiale du caoutchouc naturel



LES 12 PRINCIPES GPSNR

Durabilité des forêts
Gestion de l'eau
Droits fonciers (FPIC)
Droits du travail
Droits humains
Équité

Traçabilité
Transparence
Anti-corruption
Mécanisme des plaintes
Protocoles d'audit
Formation et éducation

Déclinés en 8 éléments de politique :



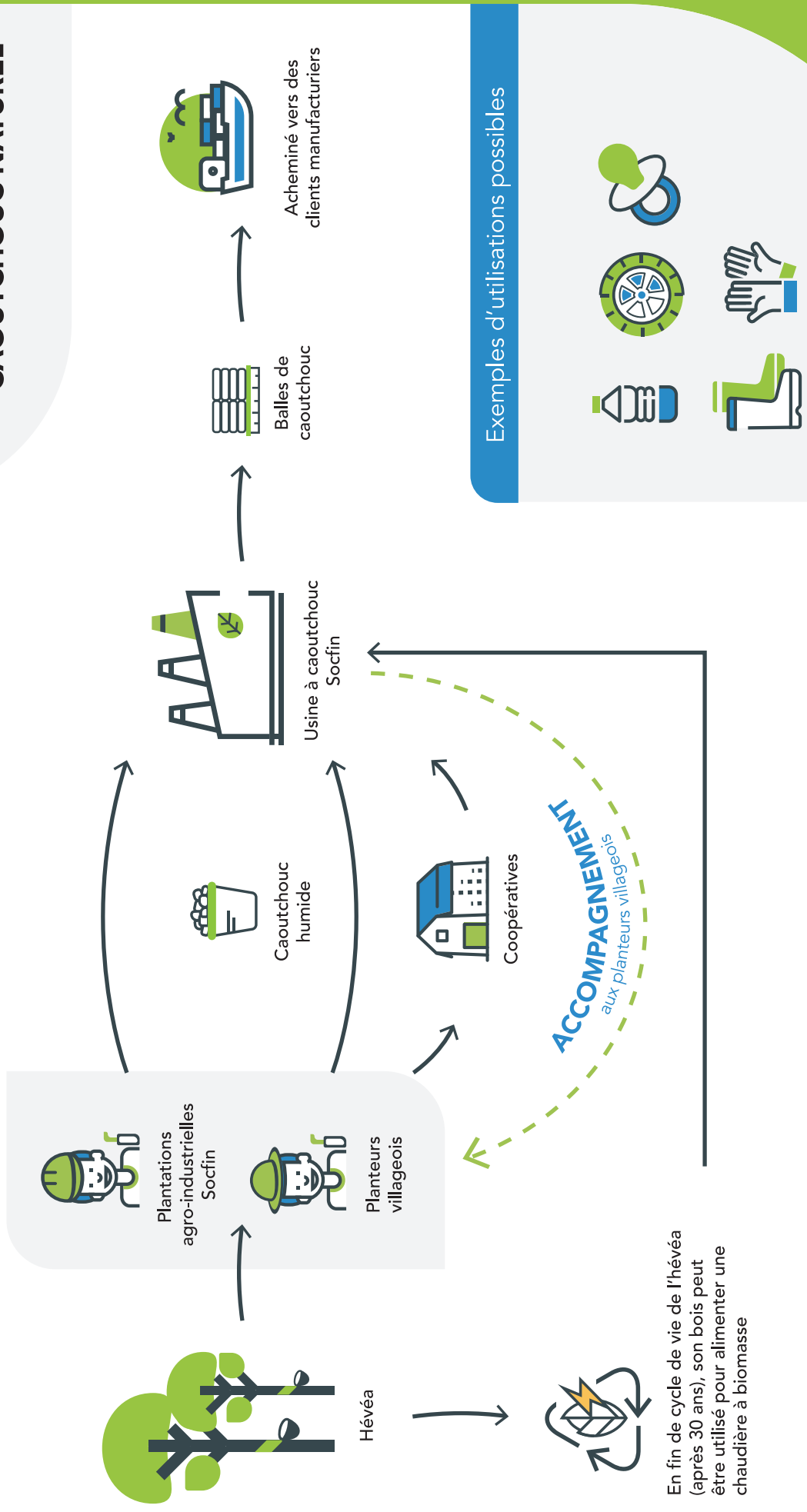
- ✓ Conformité légale,
- ✓ Écosystèmes sains et fonctionnels,
- ✓ Droits de l'Homme,
- ✓ Moyens de subsistance des communautés,
- ✓ Efficacité de la production,
- ✓ Systèmes et processus pour la mise en œuvre efficace des éléments de la politique,
- ✓ Évaluation de la traçabilité et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement,
- ✓ Monitoring des progrès et de la conformité aux éléments de la politique.



GPSNR POLICY FRAMEWORK
 For Sustainable Natural Rubber Production and Sourcing
 (GPSNR Ordinary Member Companies)
Endorsed by the GPSNR Executive Committee and adopted at the 2nd General Assembly by GPSNR Members on 23 September 2020



LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC NATUREL



Exemples d'utilisations possibles





Suivez-nous



RETROUVEZ NOUS SUR
LES RÉSEAUX SOCIAUX :



Facebook

@SOCFINSierraLeone
@lacliberia
@pageSOGB
@sccaboisso
@okomuoil
@socapalm
@SOCFINSafacam
@AgripalmaSaoTome
@SOCFINCambodia



LinkedIn

@socfingroup
@SOGB



6 Suivez-nous

Si vous souhaitez en savoir plus sur la mise en œuvre concrète de nos engagements et les initiatives mises en place pour atteindre nos objectifs de développement durable, suivez-nous sur les réseaux sociaux ou consultez nos sites internet et nos rapports développement durable.



www.socfin.com



www.socfin.com/dashboard



Pour découvrir nos autres publications et les rapports développement durable de nos plantations :

socfin.com/fr/publications

7.1 Chiffres clés

	Unité	Objectifs	SAC	SRC	LAC	SOGB	SCC	PSG	Okomu	
Données financières (dépenses)										
Infrastructures générales	EUR		1 310 991	234 479	2 724 028	4 171 670	67 797	1 007 298	7 552 422	
Médical	EUR		136 335	49 451	1 130 944	1 553 321	13 152	175 649	316 528	
Education	EUR		81 714	64 902	522 079	264 616	0	9 612	131 445	
Environnement	EUR		132 294	0	29 633	319 090	86 124	549 083	279 640	
Santé et sécurité au travail	EUR		64 257	0	88 239	322 590	20 644	119 258	222 481	
Formations	EUR		1 469	0	65 987	205 416	20 463	3 150	4 001	
Encadrement	EUR		0	56 164	0	424 210	85 856	112 565	0	
Dons	EUR		14 028	1 269	38 930	237 053	95 368	117 704	7 048	
Autres projets	EUR		7 151	0	6 801	5 596	0	3 244	17 286	
Investissements totaux	EUR		1 748 239	406 266	4 606 641	7 503 562	389 404	2 097 563	8 530 851	
Prêts	EUR		0	0	0	1 624 057	206 195	60 922	0	
Effectifs										
Employés permanents	nb		1 539	5	2 077	5 973	383	700	442	
<i>Dont employées femmes</i>	<i>nb</i>		232	0	270	58	60	154	145	
Travailleurs journaliers	nb		0	0	0	2 264	0	1 561	0	
Intérimaires	nb		2 533	0	0	0	0	0	17	
Sous-traitants	nb		265	837	2 391	770	50	0	4 578	
Autres : stagiaires, etc.	nb		0	0	0	0	0	0	0	
Effectif total	nb		4 337	842	4 468	9 007	433	2 261	5 037	
Taux de rotation du personnel	%		28,39%	0,00%	5,11%	18,20%	3,48%	7,81%	5,71%	
Employées admissibles au congé de maternité	nb		12	0	11	58	5	7	31	
Employées en congé de maternité	nb		12	0	2	58	5	7	31	
Employées prévues de retour au travail après un congé de maternité	nb		12	0	11	72	5	6	0	
Employées ayant repris le travail après un congé de maternité	nb		12	0	11	72	5	6	0	
Congé de maternité taux de retour au travail	%		100%	N/A	100%	100%	100%	100%	N/A	
Employés admissibles au congé de paternité	nb		0	0	2	0	38	0	0	
Employés en congé de paternité	nb		0	0	0	0	38	0	0	
Employés prévus de retour au travail après un congé de paternité	nb		0	0	2	0	38	0	0	
Employés ayant repris le travail après un congé de paternité	nb		0	0	2	0	38	0	0	
Congé de paternité taux de retour au travail	%		N/A	N/A	100%	N/A	100%	N/A	N/A	
Ratio salaire homme/femme	%		100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	
Surfaces										
Concession	hectares		18 473	8 000	121 407	34 712	N/A	18 303	33 113	
Surface plantée en palmiers à huile	hectares		12 349	N/A	N/A	7 471	N/A	6 140	19 060	
Surface plantée en hévéas	hectares		N/A	4 445	12 861	16 165	N/A	942	7 023	
Infrastructures générales										
Huileries	nb		1	0	0	1	0	1	2	
Raffineries	nb		0	0	0	0	0	0	0	
Palmisteries	nb		0	0	0	1	0	0	1	
Usines à caoutchouc	nb		0	0	1	1	1	0	1	
Production										
Huile de palme brute produite	T		52 307	N/A	N/A	38 935	N/A	27 538	46 429	
<i>Dont huile de palme certifiée RSPO</i>	<i>T</i>		<i>0</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	<i>9 040</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	<i>25 798</i>	
Huile raffinée	T		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Huile de pamiste	T		N/A	N/A	N/A	3 069	N/A	N/A	1 234	
Caoutchouc sec produit	T		N/A	N/A	26 872	67 727	39 273	N/A	9 285	
Semences	millions		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	

⁴³ 74 employés des sièges en Europe sont inclus dans le total. — ⁴⁴ Les 32 employées des sièges en Europe sont incluses dans le total.



	Safacam	Socapalm	SPFS	Camseeds	Brabanta	Agripalma	Socfin-KCD	Coviphama	Socfindo	TOTAL
	1 011 491	7 345 707	N/R	N/R	635 896	67 790	285 186	103 793	1 594 041	28 112 588
	564 430	1 128 302	N/R	N/R	377 900	0	23 285	18 051	1 327 155	6 814 505
	80 506	818 483	N/R	N/R	59 993	20 302	4 152	3 336	243 569	2 304 708
	202 605	901 997	N/R	N/R	658 230	62 763	109 338	50 971	752 524	4 134 291
	119 758	355 536	N/R	N/R	78 529	75 043	7 549	1 820	145 946	1 621 651
	15 859	37 324	N/R	N/R	838	772	0	0	24 577	379 856
	28 740	0	N/R	N/R	224 089	0	55 318	46 737	44 293	1 077 971
	0	0	N/R	N/R	29 978	42 380	0	0	124 377	708 136
	0	0	N/R	N/R	0	0	0	0	0	40 078
	2 023 390	10 587 349	N/R	N/R	2 065 453	269 050	484 828	224 708	4 256 483	45 193 785
	111 025	262 863	N/R	N/R	223 612	0	0	0	0	2 488 675
	2 402	2 553	30	116	2 584	268	789	190	8 923	29 048 ⁴³
	736	585	4	53	608	41	317	70	1 039	5 351 ⁴⁴
	0	0	0	0	5	539	0	0	0	4 369
	212	802	5	144	0	0	0	0	15	3 728
	263	3 971	0	0	331	0	72	45	905	14 478
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	2 877	7 326	35	260	2 920	807	861	235	9 843	51 623
	9,06%	5,41%	9,52%	3,92%	15,88%	0,41%	58,41%	63,07%	6,90%	12,78%
	52	33	0	3	86	33	69	12	30	442
	52	33	0	3	86	1	69	12	30	401
	0	30	0	3	86	1	67	10	27	330
	0	30	0	3	86	1	62	9	27	324
	N/A	100%	N/A	100%	100%	100%	93%	90%	100%	98%
	27	0	0	3	22	210	0	0	464	766
	27	0	0	3	22	5	0	0	464	559
	1	0	0	3	22	5	0	0	464	535
	1	0	0	3	22	5	0	0	464	535
	100%	N/A	N/A	100%	100%	100%	N/A	N/A	100%	100%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	17 690	58 063	N/A	N/A	8 689	4 917	6 659	5 345	47 643	383 014
	5 327	32 484	N/A	N/A	6 072	2 100	N/A	N/A	39 089	130 092
	4 425	2 079	N/A	N/A	N/A	N/A	3 796	3 255	6 835	61 826
	1	6	0	0	1	1	0	0	9	23
	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
	1	0	0	0	0	0	0	0	1	4
	1	0	0	0	0	0	1	0	2	8
	16 945	152 323	N/A	N/A	15 993	5 636	N/A	N/A	180 584	536 690
	2 692	0	N/A	N/A	N/A	0	N/A	N/A	180 584	218 114
	N/A	N/A	8 431	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	8 431
	10 197	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	14 500
	6 919	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	6 107	N/A	8 550	164 733
	N/A	N/A	N/A	3,36	N/A	N/A	N/A	N/A	11,67	15,03



	Unité	Objectifs	SAC	SRC	LAC	SOGB	SCC	PSG	Okomu	
Traçabilité et transparence										
Traçabilité										
Huile de palme - Niveau 1	%		100%	N/A	N/A	100%	N/A	100%	100%	
Huile de palme - Niveau 2	%		100%	N/A	N/A	99%	N/A	100%	100%	
Huile de palme - Niveau 3	%		100%	N/A	N/A	83%	N/A	100%	100%	
Huile de palmiste - Niveau 1	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	100%	
Huile de palmiste - Niveau 2	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	100%	
Huile de palmiste - Niveau 3	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	100%	
Caoutchouc - Niveau 1	%		N/A	N/A	100%	100%	100%	N/A	100%	
Caoutchouc - Niveau 2	%		N/A	N/A	79%	61%	100%	N/A	96%	
Caoutchouc - Niveau 3	%		N/A	N/A	79%	31%	0%	N/A	96%	
Transparence - Huile de palme - Planteurs villageois										
Nombre de planteurs villageois	nb		N/A	N/A	N/A	62	N/A	N/A	35	
Planteurs villageois ayant un contrat signé avec la plantation	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	100%	
Planteurs villageois dont le contrat mentionne des clauses relatives aux questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	100%	
Planteurs villageois ayant eu une évaluation des risques CSR	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	0%	
Planteurs villageois ayant été audités sur le terrain concernant leurs pratiques environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	0%	
Planteurs villageois ayant reçu une formation sur les questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	100%	
Transparence - Huile de palme - Collecteurs										
Nombre de collecteurs	nb		N/A	N/A	N/A	8	N/A	N/A	N/A	
Collecteurs ayant un contrat signé avec la plantation	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	
Collecteurs dont le contrat mentionne des clauses relatives aux questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	
Collecteurs ayant eu une évaluation des risques CSR	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	
Collecteurs ayant été audités sur le terrain concernant leurs pratiques environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	
Collecteurs ayant reçu une formation sur les questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	
Transparence - Huile de palme - Plantation tiers										
Nombre de plantation tiers	nb		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1	
Plantation tiers ayant un contrat signé avec la plantation	%		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%	
Plantation tiers dont le contrat mentionne des clauses relatives aux questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%	
Plantation tiers ayant eu une évaluation des risques CSR	%		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%	
Plantation tiers ayant été audités sur le terrain concernant leurs pratiques environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%	
Plantation tiers ayant reçu une formation sur les questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%	
Transparence - Caoutchouc - Planteurs villageois										
Nombre de planteurs villageois	nb		N/A	N/A	616	6 348	6 811	N/A	N/A	
Planteurs villageois ayant un contrat signé avec la plantation	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	N/A	
Planteurs villageois dont le contrat mentionne des clauses relatives aux questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	N/A	
Planteurs villageois ayant eu une évaluation des risques CSR	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	N/A	
Planteurs villageois ayant été audités sur le terrain concernant leurs pratiques environnementales et sociales	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	N/A	
Planteurs villageois ayant reçu une formation sur les questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	0%	100%	100%	N/A	N/A	
Transparence - Caoutchouc - Collecteurs										
Nombre de collecteurs	nb		N/A	N/A	8	8	28	N/A	20	
Pourcentage de collecteurs ayant un contrat signé avec la plantation	%		N/A	N/A	100%	100%	0%	N/A	0%	



	Safacam	Socapalm	SPFS	Camseeds	Brabanta	Agripalma	Socfin-KCD	Coviphama	Socfindo	TOTAL
	100%	100%	N/A	N/A	100%	100%	N/A	N/A	100%	100%
	100%	92%	N/A	N/A	95%	100%	N/A	N/A	100%	97%
	99%	72%	N/A	N/A	95%	100%	N/A	N/A	100%	90%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%	N/A	100%	100%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%	N/A	100%	82%
	98%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%	N/A	100%	49%
	24	1 241	N/A	N/A	21	N/A	N/A	N/A	N/A	1 383
	0%	9%	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	12%
	0%	0%	N/A	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	4%
	0%	0%	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	0%	0%	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	100%	87%	N/A	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	87%
	N/A	11	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	19
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	42%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	42%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	100%
	N/A	2	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	3
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	33%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	33%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	33%
	17	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	13 792
	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	0%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	100%	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	96%
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	64
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	25%



	Unité	Objectifs	SAC	SRC	LAC	SOGB	SCC	PSG	Okomu	
Pourcentage de collecteurs dont le contrat mentionne des clauses relatives aux questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	100%	100%	0%	N/A	0%	
Pourcentage de collecteurs ayant eu une évaluation des risques CSR	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	0%	
Pourcentage de collecteurs ayant été audité sur le terrain concernant leurs pratiques environnementales et sociales	%		N/A	N/A	0%	0%	0%	N/A	0%	
Pourcentage de collecteurs ayant reçu une formation sur les questions environnementales et sociales	%		N/A	N/A	0%	100%	0%	N/A	0%	
Santé et sécurité										
Accidents du travail - Uniquement pour les employés permanents et temporaires										
Total heures travaillées	nb		6 945 316	13 000	4 673 277	13 336 291	654 291	1 495 824	1 365 672	
Décès (décès chez les travailleurs journaliers, contractuels et autres travailleurs)	nb		2 (1)	0	2	1	0	0 (1)	1 (1)	
Blessures non mortelles	nb		1 019	0	114	1 158	33	162	7	
Taux de blessures par 200 000 heures	nb/200 000 h		29,40	0,00	4,96	17,38	10,09	21,66	1,17	
Accidents du travail ou maladies professionnelles entraînant une DART	nb		847	0	113	1 159	8	70	8	
Taux d'accidents de la DART par 200 000 heures	nb/200 000 h		24,39	0,00	4,84	17,38	2,45	9,36	1,17	
Journées perdues	nb		2 691	0	452	3 406	45	159	57	
Taux de jours perdus par 200 000 heures	nb/200 000 h		77,49	0,00	19,34	51,08	13,76	21,26	8,35	
Formations										
Formations et sensibilisations	nb		3 425	7	249	2 311	219	2 058	3 129	
Heures de formation	h		757	21	47 639	2 358	246	27 736	3 028	
Travailleurs sensibilisés	nb		44 108	159	1 243	75 228	3 337	35 577	93 832	
Les formations reportées concernent non seulement les travailleurs permanents et temporaires mais aussi les contractuels	Oui/Non		Non	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	
Environnement										
Zones HVC	ha		4 771	N/A	N/A	6 735	N/A	10 441	2 976	
Zones plantées tourbières (plantées avant 2017)	ha		0	0	0	0	N/A	0	0	
Incendies accidentels déclenchés par des causes internes	nb		0	0	0	0	N/A	0	0	
Superficies brûlées à la suite d'incendies accidentels déclenchés par des causes internes	ha		0	0	0	0	N/A	0	0	
Incendies accidentels déclenchés par des causes externes	nb		6	0	2	0	N/A	0	15	
Superficies brûlées à la suite d'incendies accidentels déclenchés par des causes externes	ha		69	0	2	0	N/A	0	19	
Indicateurs de consommation										
Usines										
Consommation de carburant par tonne de régimes usinés	L/T FFB		0,26	N/A	N/A	0,12	N/A	0,05	0,44	
Consommation d'eau par tonne de régimes usinés	m³/T FFB		1,33	N/A	N/A	1,06	N/A	1,20	1,26	
Consommation d'électricité par tonne de régimes usinés	kWh/T FFB		17,50	N/A	N/A	20,82	N/A	15,99	20,58	
Consommation de carburant par tonne de caoutchouc sec produit	L/T dry		N/A	N/A	4,74	39,81	41,14	N/A	14,81	
Consommation d'eau par tonne de caoutchouc sec produit	m³/T dry		N/A	N/A	16,06	18,54	17,27	N/A	17,31	
Consommation d'électricité par tonne de caoutchouc sec produit	kWh/T dry		N/A	N/A	199,99	195,40	207,41	N/A	184,53	
Ateliers et garages										
Consommation moyenne de carburant - véhicules légers	l/100 km	< 14,5	12,80	12,90	12,80	11,90	10,70	12,60	19,10	
Consommation moyenne de carburant - camions	l/100 km	< 55	48,80	42,70	61,70	20,20	22,80	27,30	35,90	
Consommation moyenne de carburant - tracteurs	l/h	< 4,0	3,70	3,50	4,50	4,20	N/A	5,20	3,50	
Consommation moyenne de carburant - groupes électrogènes	l/kWh	< 1,8	0,35	0,54	0,29	0,28	0,66	0,37	0,30	
Production d'énergie renouvelable										
Energie produite par les turbines à vapeur	kWh		3 296 000	N/A	N/A	3 344 482	N/A	1 552 022	4 003 388	
Quantité d'énergie verte consommée/T de régimes	kWh/T FFB		14,81	N/A	N/A	17,03	N/A	15,06	16,95	
Pourcentage d'utilisation de la turbine à vapeur	%		85	N/A	N/A	82	N/A	94	82	
Production d'énergie hydroélectrique	kWh		N/A	N/A	4 016 000	N/A	N/A	N/A	N/A	
Gasoil économisé par l'utilisation du barrage	l		N/A	N/A	1 204 000	N/A	N/A	N/A	N/A	



	Safacam	Socapalm	SPFS	Camseeds	Brabanta	Agripalma	Socfin-KCD	Coviphama	Socfindo	TOTAL
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	26%
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	0%
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	13%
	3 762 015	5 443 752	70 202	534 231	5 744 249	442 622	1 729 540	374 194	18 383 602	62 968 076
	2	1	0	0	0	0	0	0	0	9 (3)
	233	249	2	7	485	26	30	5	48	3 578
	12,49	9,18	5,70	2,62	16,89	11,75	3,47	2,67	0,52	11,04
	164	69	1	3	252	0	15	2	48	2 759
	8,72	2,54	2,85	1,12	8,77	0,00	1,73	1,07	0,52	8,49
	3 264	1 292	11	7	1 234	0	26	2	2 986	15 632
	173,52	47,47	31,34	2,62	42,96	0,00	3,01	1,07	32,49	48,12
	553	4 460	8	119	711	120	64	35	1 062	18 530
	913	3 299	23	65	9 395	137	2 394	2 039	23 813	123 863
	18 633	63 908	9	3 438	101 157	2 401	767	188	6 534	450 519
	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	N/R
	3 624	14 446	N/A	N/A	407	1 505	N/A	N/A	654	45 559
	0	0	N/A	N/A	0	0	0	0	1 905	1 905
	0	0	N/A	N/A	0	0	0	0	0	0
	0	0	N/A	N/A	0	0	0	0	0	0
	10	66	N/A	N/A	38	0	29	0	0	166
	34	196	N/A	N/A	289	0	33	0	0	642
	0,31	0,39	N/A	N/A	0,48	0,30	N/A	N/A	0,08	0,24
	1,01	1,17	N/A	N/A	1,23	1,04	N/A	N/A	0,98	1,12
	18,43	17,89	N/A	N/A	48,89	18,14	N/A	N/A	19,14	19,55
	0,00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	34,78	N/A	45,08	31,41
	8,72	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	19,33	N/A	20,47	17,48
	150,89	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	123,48	N/A	198,19	194,00
	12,00	12,30	N/A	N/A	19,50	9,90	10,60	10,40	10,89	12,74
	44,10	48,30	N/A	N/A	79,40	110,60	19,90	15,70	40,00	44,10
	4,20	3,20	N/A	N/A	3,60	4,60	3,20	3,20	3,16	3,83
	0,31	0,60	N/A	N/A	0,40	0,32	0,56	0,65	0,32	0,42
	1 066 397	11 414 507	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	14 105 300	38 782 095
	13,82	16,50	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	18,03	16,03
	75	92	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	94	86
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	4 016 000
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1 204 000



	Unité	Objectifs	SAC	SRC	LAC	SOGB	SCC	PSG	Okomu	
Gasoil économisé par l'utilisation des centrales à biomasse	l		N/A	N/A	905 234	N/A	N/A	N/A	221 523	
Gasoil économisé par l'utilisation des groupes électrogènes	l		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Gasoil économisé par l'utilisation des panneaux solaires	l		16 400	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Indicateurs de qualité										
Emissions atmosphériques										
SO ₂	mg/m ³	<500	BDL	N/A	N/A	14,50	1,35	0,01	< 10	
NO _x	mg/m ³	<200	BDL	N/A	N/A	5,00	0,35	0,01	< 10	
Poussières PM10	mg/m ³	<100	14,90	N/A	N/A	0,23	404,20	N/A	N/A	
Poussières PM2.5	mg/m ³	<50	4,40	N/A	N/A	0,05	70,76	N/A	N/A	
CO ₂	mg/m ³	<9	BDL	N/A	N/A	39 218,00	1 161,00	0,01	313,00	
Air ambiant										
Poussières PM10	mg/m ³	<100	35,30	N/A	N/A	N/A	212,55	26,60	N/A	
Poussières PM2.5	mg/m ³	<50	7,50	N/A	N/A	N/A	45,59	9,18	N/A	
Gestion des déchets										
Déchets éliminés dans une décharge municipale	kg		0	0	0	0	0	0	0	
	m ³		0	0	0	0	0	0	0	
Déchets collectés par un revendeur agréé	kg		59 136	16 730	0	484 353	0	10 455	0	
	P/C		364	0	0	0	0	0	0	
Déchets vendus	kg		59 640	16 730	0	484 353	58 880	0	58 320	
Déchets éliminés dans la décharge de l'entreprise	kg		23 394	549	0	3 409 390	26 050	0	452 120	
	m ³		0	0	0	371 620	0	0	0	
Déchets incinérés (sans récupération d'énergie)	kg		0	87	0	1 705	26 050	0	618	
Déchets valorisés par récupération d'énergie	kg		0	0	0	34 849 680	0	0	44 270 080	
Déchets valorisés par recyclage organique/compostage	kg		23 394	0	0	51 887 900	0	0	0	
	m ³		0	0	0	0	0	0	0	
Déchets liquides éliminés dans les lagunes	m ³		263 855	0	310 143	119 647	678 099	0	217 643	
Déchets industriels spéciaux (DIS)										
DIS remis à un collecteur agréé	kg		0	0	0	19 180	0	0	0	
	m ³		0	0	0	0	0	0	0	
Données agricoles										
Produits toxiques utilisés										
Utilisation d'aldicarbe	kg		0	0	0	0	0	0	0	
Utilisation de Paraquat	kg		0	0	0	0	0	0	0	
	l		0	0	0	0	0	0	0	
Utilisation de Carbofuran	kg		0	0	0	0	0	22	0	
Autre OMS 1a/1b	kg		0	0	0	0	0	0	0	
Engrais organique utilisé										
Raffles	T		43 011	0	0	47 812	0	20 553	46 543	
Quantité de compost de raffles/effluent d'usine	T		45 155	0	0	0	0	0	0	
Fibres de palmistes	T		1 173	0	0	18	0	0	0	
Autres solides	T		0	0	0	0	0	6 345	0	
Achat engrais organiques	T		0	0	0	0	0	0	0	
Données médicales										
Hôpitaux	nb		0	0	1	1	N/A	0	0	
Centres médicaux y compris dispensaires	nb		0	1	1	3	N/A	1	1	
Avant-postes de santé	nb		0	1	3	15	N/A	4	3	
Ambulances	nb		2	1	3	2	N/A	1	4	



	Safacam	Socapalm	SPFS	Camseeds	Brabanta	Agripalma	Socfin-KCD	Coviphama	Socfindo	TOTAL
	276 619	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	1 403 376
	3 403	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	3 403
	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	16 400
	19,00	54,78	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	50,88	N/R
	13,00	11,95	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	137,34	N/R
	N/A	39,31	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/R
	29,00	39,32	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/R
	6,55	46 182,59	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/R
	N/A	4,97	N/A	6,22	N/A	N/A	N/A	N/A	17,96	N/R
	N/A	3,21	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	11,16	N/R
	0	0	N/A	0	0	27 440	0	0	0	27 440
	0	1 106	N/A	18	0	266	0	0	0	1 390
	127 730	413 240	N/A	0	0	0	0	0	34 078	1 145 723
	0	0	N/A	0	0	0	0	0	0	364
	126 910	207 186	N/A	0	7 766	0	0	0	0	1 019 785
	15 725	97 668	N/A	0	0	0	88 460	35 100	1 957	4 150 413
	0	610	N/A	0	0	0	0	0	0	372 230
	729	2 572	N/A	0	0	0	0	0	0	31 762
	0	48 635 521	N/A	0	0	0	0	0	0	127 755 281
	17 829	77 703 487	N/A	0	0	388 140	0	0	0	130 020 750
	0	0	N/A	0	0	339	0	0	0	339
	154 328	590 279	N/A	0	2 028	2 333	0	0	310 517	2 648 872
	127 730	24 334	N/A	0	0	0	0	0	0	171 244
	0	1 200	N/A	0	0	0	0	0	0	1 200
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	9	0	0	0	0	31
	22	83	0	0	0	0	0	0	0	105
	17 829	140 346	0	0	13 907	4 592	0	0	160 076	494 669
	17 829	53 125	0	0	0	0	0	0	12 988	129 097
	0	39 494	0	0	5 956	0	0	0	0	46 641
	0	0	0	0	0	0	0	0	22 031	28 375
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	N/A	N/A	1	N/A	0	0	0	3
	1	7	N/A	N/A	1	N/A	1	0	12	29
	9	2	N/A	N/A	3	N/A	0	1	18	59
	1	6	N/A	N/A	1	N/A	1	0	12	34



	Unité	Objectifs	SAC	SRC	LAC	SOGB	SCC	PSG	Okomu	
Médecins	nb		0	0	2	1	N/A	0	1	
Infirmiers	nb		0	2	17	6	N/A	5	11	
Sage-femmes	nb		0	4	4	2	N/A	1	2	
Autre personnel	nb		2	13	56	82	N/A	7	16	
Total personnel médical	nb		2	19	79	91	N/A	13	30	
Consultations	nb		5 445	3 986	36 421	111 380	N/A	11 207	36 779	
Hospitalisations	nb		0	379	2 886	1 301	N/A	741	538	
Paludisme diagnostiqué	nb		507	1 402	1 992	33 606	N/A	4 442	13 206	
Planification familiale	Oui/Non		Oui	Oui	Oui	Oui	N/A	Non	Oui	
Prise en charge du VIH	Oui/Non		Oui	Oui	Oui	Oui	N/A	Non	Oui	
Prise en charge de la tuberculose	Oui/Non		Oui	Oui	Oui	Oui	N/A	Non	Oui	
Données d'éducation										
Crèches	nb		0	0	0	0	N/A	0	3	
Écoles maternelles	nb		2	0	10	1	N/A	1	4	
Écoles primaires	nb		22	2	10	14	N/A	1	2	
Écoles secondaires	nb		2	1	3	0	N/A	1	0	
Total	nb		26	3	23	15	N/A	3	9	
Dont écoles gérées des plantations	nb		0	3	23	0	N/A	0	5	
Enseignants	nb		120	38	87	91	N/A	40	35	
<i>Dont enseignants pris en charge par les plantations</i>	nb		9	38	87	2	N/A	0	24	
	%		8%	100%	100%	2%	N/A	0%	69%	
Élèves	nb		5 270	1 204	7 245	4 198	N/A	1 237	848	
Ratio Élèves / Enseignant	nb		43,64	36,26	53,11	45,58	N/A	30,09	21,31	
Données des villages (uniquement pour les villages plantations)										
Villages plantations	nb		8	10	81	23	N/A	1	6	
Population - Travailleurs logés	nb		213	427	4 274	5 879	N/A	207	4 614	
Population - Nombre d'ayants-droits	nb		604	1 869	12 612	15 231	N/A	0	2 574	
Population - Nombre d'occupants illégaux	nb		0	0	3	0	N/A	0	0	
Population - Nombre d'occupants autres	nb		6	0	2 266	3 041	N/A	27	9	
Total - Population	nb		823	2 296	19 155	24 151	N/A	234	7 197	
Logements	nb		190	384	1 852	4 162	N/A	161	3 678	
Logements construits	nb		1	0	21	77	N/A	0	581	
Logements rénovés	nb		5	0	143	0	N/A	0	372	
Cuisines	nb		185	384	858	3 979	N/A	157	2 101	
Cuisines construites	nb		3	0	23	97	N/A	0	539	
Cuisines rénovées	nb		0	0	28	0	N/A	0	9	
Latrines	nb		193	217	1 585	3 568	N/A	161	3 129	
Latrines construites	nb		5	17	201	135	N/A	0	609	
Latrines rénovées	nb		0	0	37	9	N/A	0	24	
Douches	nb		186	0	659	3 692	N/A	161	2 889	
Douches construites	nb		5	0	198	190	N/A	0	525	
Douches rénovées	nb		0	0	30	0	N/A	0	24	
Points d'eau	nb		55	38	301	500	N/A	161	5 230	
Terrains de sport	nb		3	7	52	23	N/A	1	6	
Magasins	nb		0	1	4	384	N/A	0	126	
Clubs	nb		1	1	2	15	N/A	1	4	
Marchés	nb		0	1	3	14	N/A	0	0	
Lieux de rencontre	nb		1	4	25	21	N/A	2	5	



	Safacam	Socapalm	SPFS	Camseeds	Brabanta	Agripalma	Socfin-KCD	Coviphama	Socfindo	TOTAL
	1	6	N/A	N/A	1	N/A	1		24	37
	31	27	N/A	N/A	19	N/A	0		47	165
	0	0	N/A	N/A	6	N/A	0		17	36
	10	25	N/A	N/A	12	N/A	0		12	235
	42	58	N/A	N/A	38	N/A	1		100	473
	56 710	56 326	N/A	N/A	16 591	N/A	9 343	1 521	54 895	400 604
	2 192	584	N/A	N/A	2 299	N/A	0	0	974	11 894
	10 140	14 955	N/A	N/A	8 367	N/A	0	0	0	88 617
	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A	Non	Non	Oui	N/R
	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A	Non	Non	Oui	N/R
	Oui	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A	Non	Non	Oui	N/R
	0	0	N/A	N/A	0	6	0		0	9
	8	20	N/A	N/A	1	0	0		44	91
	12	36	N/A	N/A	15	3	5		54	176
	4	8	N/A	N/A	12	2	1		20	54
	24	64	N/A	N/A	28	11	6		118	330
	0	6	N/A	N/A	2	2	0		24	65
	241	530	N/A	N/A	478	102	68		1 361	3 191
	47	105	N/A	N/A	0	7	0		60	379
	20%	20%	N/A	N/A	0%	7%	0%		4%	12%
	4 113	11 158	N/A	N/A	7 615	1 369	1 818		16 398	62 473
	22,28	25,35	N/A	N/A	22,21	12,77	22,34		11,08	23,61
	13	31	N/A	N/A	39	2	8		15	237
	2 056	5 347	N/A	N/A	1 068	173	848		3 557	28 663
	8 224	8 754	N/A	N/A	4 286	406	424		6 802	61 786
	4	302	N/A	N/A	57	0	0		3 416	3 782
	0	1 930	N/A	N/A	637	0	0		136	8 052
	10 284	16 333	N/A	N/A	6 048	579	1 272		13 911	102 283
	2 169	4 619	N/A	N/A	1 010	138	837		2 415	21 615
	40	165	N/A	N/A	60	0	8		0	953
	52	112	N/A	N/A	103	0	0		3	790
	1 502	3 701	N/A	N/A	476	138	813		2 415	16 709
	142	180	N/A	N/A	35	0	8		0	1 027
	6	37	N/A	N/A	15	0	0		2	97
	1 606	3 043	N/A	N/A	389	138	748		1 379	16 156
	227	252	N/A	N/A	106	0	8		39	1 599
	0	56	N/A	N/A	19	0	4		3	152
	1 606	1 131	N/A	N/A	450	138	220		1 379	12 511
	227	82	N/A	N/A	100	0	4		45	1 376
	0	24	N/A	N/A	19	0	0		3	100
	98	600	N/A	N/A	74	9	105		2 197	9 368
	12	29	N/A	N/A	11	2	9		63	218
	6	137	N/A	N/A	2	13	6		120	799
	7	45	N/A	N/A	4	0	0		10	90
	12	3	N/A	N/A	3	0	0		3	39
	12	15	N/A	N/A	1	0	5		28	119



7.2 Index du contenu GRI

Normes GRI		Chapitre
102	Éléments généraux d'information	
102-1	Nom de l'organisation	Message du Président
102-2	Activités, marques, produits et services	1.2 Chiffres clés 1.3 Notre organisation
102-3	Lieu géographique du siège	Dernière de couverture
102-4	Lieu géographique des sites d'activités	1.5 10 pays dans lesquels nous encourageons une agriculture tropicale respectueuse et transformatrice
102-5	Capital et forme juridique	Rapport financier Socfin 2021
102-6	Marchés desservis	Rapport financier Socfin 2021
102-7	Taille de l'organisation	5.1 Nous produisons deux matières premières issues de l'agriculture responsable 3.4.2 Nos chiffres clés des ressources humaines 1.5 10 pays dans lesquels nous encourageons une agriculture tropicale respectueuse et transformatrice Rapport financier Socfin 2021
102-8	Informations concernant les employés et les autres travailleurs	3.4.2 Nos chiffres clés des ressources humaines
102-9	Chaîne d'approvisionnement	7.1 Chiffres clés 2.4.1 Notre collaboration avec nos partenaires locaux 2.5 Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement
102-10	Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	5. Focus sur nos produits durables 1.5 10 pays dans lesquels nous encourageons une agriculture tropicale respectueuse et transformatrice 2.5 Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement Rapport financier Socfin 2021
102-11	Principe de précaution ou approche préventive	1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable 2.5.3 Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la chaîne d'approvisionnement 3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
102-12	Initiatives externes	4.4.1 Notre gestion de l'eau et du sol 1.9 Nos engagements d'ici 2025 2.3 Des engagements validés par des certifications 3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
102-13	Adhésion à des associations	Rapport développement durable 2021
102-14	Déclaration du décideur le plus haut placé	Message du Président
102-15	Principaux impacts, risques et opportunités	1.7 Notre système de gouvernance responsable 1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable 1.9 Nos engagements d'ici 2025 2.1 Contexte 3.1 Contexte
102-16	Valeurs, principes, normes et règles de conduite	1.7 Notre système de gouvernance responsable 1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
102-17	Mécanismes de conseil et de gestion des préoccupations concernant les questions d'éthique	1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable 3.2 Nos engagements pour nos employés locaux et les communautés 3.3 Notre engagement pour le respect des droits humains des communautés 3.4.1.7 Le Groupe Socfin applique une politique de tolérance zéro concernant la violence et le harcèlement sur le lieu de travail (hommes et femmes) et s'engage à protéger ses employés contre de tels actes 3.4.1.8 Notre système de gestion des plaintes internes
102-18	Structure de gouvernance	1.7 Notre système de gouvernance responsable
102-19	Délégation de l'autorité	1.7 Notre système de gouvernance responsable



102-20	Responsabilité de la direction en lien avec les enjeux économiques, environnementaux et sociaux	1.7 Notre système de gouvernance responsable
102-21	Consultation des parties prenantes au sujet des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	1.7 Notre système de gouvernance responsable
		1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
102-22	Composition de l'organe de gouvernance le plus élevé et de ses comités	1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
102-29	Identification et gestion des impacts économiques, environnementaux et sociaux	1.7 Notre système de gouvernance responsable
		1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
		1.9 Nos engagements d'ici 2025
102-30	Efficacité des procédures de gestion des risques	1.7 Notre système de gouvernance responsable
102-31	Examen des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
102-32	Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans le reporting de développement durable	1.7 Notre système de gouvernance responsable
102-33	Communication les préoccupations majeures	1.8 La mise en œuvre de notre gouvernance responsable
102-40	Liste des groupes de parties prenantes	1.8.3 Nos partenaires au quotidien
		1.8.4 Nos parties prenantes nous évaluent
		2.5 Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement
		3. Pour nos employés locaux et les communautés
		7.5 Glossaire
		Rapport financier Socfin 2021
102-41	Accords de négociation collective	3.4.1.3 Adhésion syndicale et liberté d'association des employés
102-42	Identification et sélection des parties prenantes	Rapport développement durable 2021
102-43	Approche de l'implication des parties prenantes	Rapport développement durable 2021
102-44	Enjeux et préoccupations majeurs soulevés	Rapport développement durable 2021
102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés	Rapport financier Socfin 2021
102-46	Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	1.9 Nos engagements d'ici 2025
		7.3 Méthodologie
102-47	Liste des enjeux pertinents	1.9 Nos engagements d'ici 2025
102-48	Réaffirmation des informations	Rapport développement durable 2021
102-49	Modifications relatives au reporting	7.3 Méthodologie
102-50	Période de reporting	2021
102-51	Date du rapport le plus récent	Rapport développement durable 2021 édité en mai 2022
102-52	Cycle de reporting	Annuel
102-53	Point de contact pour les questions relatives au rapport	info@socfin.com
		www.socfin.com/fr/contact
102-54	Déclaration de reporting en conformité avec les normes GRI	Ce rapport a été préparé en conformité avec les normes GRI : option de conformité étendue
102-55	Index du contenu GRI	7.2 Index du contenu GRI
102-56	Vérification externe	Le projet de vérification externe du rapport développement durable a été postposé en raison de la mise à jour de la directive européenne sur les rapports d'entreprise sur le développement durable (CSRD). Nous attendons la publication des différents textes et mettrons en place les actions nécessaires afin de nous conformer à cette réglementation dès sa mise en vigueur pour notre rapport développement durable 2023



200	Économique	
201	Performance économique	
201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	1.2 Chiffres clés 7.1 Chiffres clés Rapport financier Socfin 2021
201-2	Implications financières et autres risques et opportunités dus au changement climatique	4.5.2 Nous mettons en place des mesures de gestion des risques liés aux changements climatiques
201-3	Obligations liées au régime à prestations déterminées et autres régimes de retraite	3.4.1.3 Adhésion syndicale et liberté d'association des employés
201-4	Aide financière publique	Rapport financier Socfin 2021
202	Présence sur le marché	
202-2	Part de cadres supérieurs recrutés dans la communauté locale	3.4.1.5 Au sein du Groupe Socfin, nous nous efforçons de créer un environnement de travail équitable et juste tout en favorisant la diversité 7.1 Chiffres clés
203	Impacts économiques indirects	
203-1	Investissements dans les infrastructures et mécénat	Rapport développement durable 2021 7.1 Chiffres clés
203-2	Impacts économiques indirects significatifs	1.2 Chiffres clés 3.4.1.9 Nous soutenons nos employés en répondant à certains de leurs besoins financiers 3.4.5.1 Nous soutenons financièrement nos employés pour la scolarité de leurs enfants 3.4.6.3 Nous assurons le transport de nos employés vers leur lieu de travail
204	Pratiques d'achats	
204-1	Part de dépenses auprès de fournisseurs locaux	2. Pour un développement local et rural
205	Lutte contre la corruption	
205-1	Activités évaluées en termes de risque lié à la corruption	1.8.2.2 Nous appliquons une tolérance zéro contre
205-2	Communication et formation relatives aux politiques et procédures de lutte contre la corruption	1.8.2.2 Nous appliquons une tolérance zéro contre
206	Comportement anticoncurrentiel	
206-1	Actions en justice contre le comportement anticoncurrentiel et les pratiques antitrust	0
300	Environnemental	
301	Matières	
301-1	Matières utilisées par poids ou par volume	4.4.2 Notre revalorisation des déchets 4.4.3.3 Nous nous efforçons de réduire notre utilisation de produits chimiques ou d'engrais minéraux
302	Énergie	
302-1	Consommation énergétique au sein de l'organisation	3.3.7.1 Nous participons à l'approvisionnement en énergie et en eau des villages des communautés 4.4.3.4 Nous effectuons des maintenances préventives pour réduire notre consommation d'énergie 4.5.3 Nous investissons dans la production d'énergies renouvelables 7.1 Chiffres clés
302-3	Intensité énergétique	7.1 Chiffres clés
302-4	Réduction de la consommation énergétique	4.4.3.4 Nous effectuons des maintenances préventives pour réduire notre consommation d'énergie 4.5.3 Nous investissons dans la production d'énergies renouvelables 7.1 Chiffres clés
302-5	Réductions des besoins énergétiques des produits et services	4.4.3.4 Nous effectuons des maintenances préventives pour réduire notre consommation d'énergie 4.5.3 Nous investissons dans la production d'énergies renouvelables 7.1 Chiffres clés
303	Eau et effluents	
303-1	Interactions avec l'eau en tant que ressource partagée	4.4.1 Notre gestion de l'eau et du sol



303-2	Gestion des impacts liés au rejet d'eau	4.4.1 Notre gestion de l'eau et du sol
304	Biodiversité	
304-2	Impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité	2.4.1.3 Nos partenaires pour des projets de développement
		4.4 Notre système de gestion des ressources naturelles
304-3	Habitats protégés ou restaurés	3.3.6 La Protection des populations autochtones
		4.4.3 Nous protégeons la biodiversité et travaillons à son amélioration
305	Émissions	
305-1	Émissions directes de GES (champ d'application 1)	4.4.3.2 Nous nous engageons à mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion existantes afin de prévenir les émissions atmosphériques et améliorer la qualité de l'air
		7.1 Chiffres clés
305-4	Intensité des émissions de GES	7.1 Chiffres clés
305-5	Réduction des émissions de GES	4.4.3.4 Nous effectuons des maintenances préventives pour réduire notre consommation d'énergie
		7.1 Chiffres clés
305-7	Émission d'oxydes d'azote (NO _x), d'oxydes de soufre (SO _x) et autres émissions atmosphériques significatives	7.1 Chiffres clés
306	Effluents et déchets	
306-1	Écoulement d'eau par qualité et destination	4.4.1 Notre gestion de l'eau et du sol
306-2	Déchets par type et méthode d'élimination	4.4.2 Notre revalorisation des déchets
		4.4.3.3 Nous nous efforçons de réduire notre utilisation de produits chimiques ou d'engrais minéraux
		4.5.3.4 Les séchoirs à biomasse
		7.1 Chiffres clés
307	Conformité environnementale	
307-1	Non-conformité à la législation et à la réglementation environnementales	4.4.3.6 Le reporting des non-conformités environnementales
308	Évaluation environnementale des fournisseurs	
308-1	Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères environnementaux	2.5 Amélioration de la transparence de notre chaîne d'approvisionnement
400	Social	
401	Emploi	
401-1	Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel	3.4.2 Nos chiffres clés des ressources humaines
		7.1 Chiffres clés
401-3	Congé parental	7.1 Chiffres clés
403	Santé et sécurité au travail	
403-1	Système de management de la santé et de la sécurité au travail	2.5.4 Sécurité dans la chaîne d'approvisionnement
		3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
403-2	Identification des dangers, évaluation des risques et investigation des événements indésirables	3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
403-3	Services de santé au travail	3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
403-5	Formation des travailleurs à la santé et à la sécurité au travail	3.1 Contexte
		4.4.3 Nous protégeons la biodiversité et travaillons à son amélioration
403-6	Promotion de la santé des travailleurs	3.4.3 La sécurité au travail de nos employés, une priorité
		3.4.4 Notre politique de santé pour nos employés
403-9	Accidents du travail	3.4.3.5 Le taux d'accident
		7.1 Chiffres clés



404	Formation et éducation	
404-1	Nombre moyen d'heures de formation par an par employé	3.4.3.3 Nous formons et nous sensibilisons nos équipes 7.1 Chiffres clés
404-2	Programmes de mise à niveau des compétences des employés et programmes d'aide de transition	3.4.3.3 Nous formons et nous sensibilisons nos équipes
405	Diversité et égalité des chances	
405-1	Diversité des organes de gouvernance et des employés	3.4.2 Nos chiffres clés des Ressources Humaines 7.1 Chiffres clés
408	Travail des enfants	
408-1	Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif lié au travail des enfants	1.8.2.2 Nous appliquons une tolérance zéro contre
409	Travail forcé ou obligatoire	
409-1	Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif de travail forcé ou obligatoire	1.8.2.2 Nous appliquons une tolérance zéro contre
410	Pratiques de sécurité	
410-1	Formation du personnel de sécurité aux politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme	3.4 Notre engagement social pour nos employés et le respect de leurs droits humains
413	Communautés locales	
413-2	Activités générant des impacts négatifs substantiels, réels ou potentiels sur les communautés locales	3.3.3 Notre engagement à respecter les droits des communautés : CLIP 4.4.3 Nous protégeons la biodiversité et travaillons à son amélioration



7.3

Méthodologie

Périmètre de reporting :

les plantations, les sociétés opérationnelles (Socfinco FR, Sodimex FR, Sogescol FR, Induservices FR, Centrages et Induservices Luxembourg).

Calendrier et collecte des données :

pour rédiger ce rapport, les actions suivantes ont été entreprises :

- Mensuellement tout au long de l'année 2021, nous avons collecté les données chiffrées en matière environnementale, médicale et de santé et sécurité au travail. Ces données sont contrôlées, éventuellement corrigées, et traitées statistiquement (statistique descriptive) ;
- Au fur et à mesure des évaluations par des tierces parties (comme le programme SPOTT ou le questionnaire EcoVadis), nous identifions les données que nous devons éventuellement ajouter à la liste des indicateurs à mesurer et à collecter auprès des sites ;
- Chaque site est invité à rédiger son propre rapport développement durable en suivant la même table des matières que l'année précédente, et à transmettre certaines données chiffrées qui évoluent peu au courant de l'année (infrastructures scolaires, villages, etc.) ;
- En février 2022, la Direction financière a collecté les informations en matière de coûts d'investissements, de maintenance des infrastructures et d'actions dans les domaines sociaux et environnementaux ;
- Ensuite, nous contrôlons les rapports des sites, analysons les données factuelles et chiffrées, les croisons, les faisons corriger si nécessaire et traitons les informations chiffrées consolidées de manière statistique. Les actions remarquables des sites sont sélectionnées afin d'être mises en avant dans le rapport ;
- Le rapport du Groupe est ensuite rédigé, il reprend des extraits des rapports développement durable des sites opérationnels et les réalisations au niveau du département ;
- Ce rapport est validé par au moins un membre du Conseil d'Administration de Socfin S.A.

7.4

Correspondance avec les recommandations de la Bourse du Luxembourg

Principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg (Décembre 2017)	Information correspondante par Socfin S.A.	Chapitre du rapport
Principe 9 – Responsabilité sociale et environnementale.		
La société définit sa politique en matière de responsabilité sociale et environnementale.	Politique de gestion responsable	1.8.1
Recommandation 9.1 La société intègre les aspects RSE dans sa stratégie de création de valeur à long terme et décrit comment la démarche RSE y contribue.	Politique de gestion responsable	1.8.1
Recommandation 9.2 La société présente l'information en matière RSE dans un rapport dédié ou au sein du rapport de gestion, dans une rubrique spécifique ou dans une annexe relative au développement durable, Elle y analyse la durabilité de ses activités et fournit les informations non-financières claires et transparentes à l'appui.	Rapport de développement durable	Rapport complet
Ligne de conduite La société est encouragée à utiliser un cadre reconnu au plan international (Global Reporting Initiative, International Integrated Reporting Framework, SASB sustainability standards, FSB-TCFD Climate related financial disclosures et/ou normes similaires) pour préparer un tel rapport, Elle est invitée à s'aligner aux 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unis.	Index GRI	7.2
Recommandation 9.3 Le Conseil d'administration traite régulièrement des risques non-financiers de la société, dont notamment les risques sociaux, sociétaux et environnementaux.	Les risques sociaux, sociétaux et environnementaux sont traités par le Conseil d'Administration deux fois par an	1.6
Recommandation 9.4 La société publie une note méthodologique, soit dans son rapport RSE, soit sur leur site internet, relative à la manière dont les éléments significatifs ont été identifiés et les données établies.	Méthodologie	7.3
Ligne de conduite 1 La société indique sous forme de tableau de bord les indicateurs de performance RSE applicables à son activité, La société est amenée à présenter des indicateurs en faisant une comparaison dans le temps.	Certains indicateurs sont présents dans des chapitres dédiés, d'autres sont répartis dans plusieurs chapitres :	



À titre illustratif, les indicateurs significatifs pourraient comprendre :			
	o effectifs	Effectifs	ODD, 1 (chiffres clés de l'en-tête du chapitre), 3.4.1.5, 3.4.1.6, 3.4.2 et 7.1
	o formation du personnel	Formation du personnel	2.2, 2.4.1.2, 2.4.1.4, 2.5.3, 2.5.4, 3.1, 3.4.3.2, 3.4.3.3, 3.4.3.5, 3.4.4.3, 4.4.1.1, 4.4.2.1, 4.4.3.5 et 4.5.2
	o sécurité	Sécurité	2.5.4, 3.1 et 3.4
	o absentéisme	Absentéisme	3.4.3.5
	o parité hommes/femmes	Parité homme/femme	1.5, 3.4.1.4, 3.4.1.5 et 3.4.1.7
	o sous-traitance et relations avec les fournisseurs	Sous-traitance	1.8.1, 1.8.2.1, 2.4.1.1, 2.5.3, 2.5.4, 3.4.1.1, 3.4.4.2 et 4.4.3.1
	o consommation d'énergie	Consommation d'énergie	3.3.7.1, 4.2, 4.4 et 4.5.3
	o consommation d'eau	Consommation d'eau	3.2, 3.3.7.1, 3.4.6.1, 4.2 et 4.4
	o traitement de déchets	Traitement des déchets	4.1, 4.4 et 4.5.3.3
	o émissions de CO ₂	Emissions de CO ₂	4.4.3.2 et 4.5.3
	o adaptation aux conséquences du changement climatique	Adaptation aux conséquences du changement climatique	4.5.2
	o mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	4.4

7.5

Glossaire

Abréviation	Sens
ACMS	Association Camerounaise pour le Marketing Social
ACRPP	Assistant en Charge des Relations avec les Parties Prenantes
AIBEF	Association Ivoirienne pour le Bien-Etre Familial
AIPH	Association Interprofessionnelle de la filière Palmier à Huile
APPA	Association des Professionnels de la Pédagogie de l'Alternance
APROMAC	Association des Professionnels du Caoutchouc Naturel de Côte D'Ivoire
AVD	Association des Villages Déplacés
BACUDA	Bagyelis Cultural Development Association
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
CCT	Convention Collective de Travail
CFP-FA	Centre de Formation Professionnelle Familial et Agricole
CIRAD	Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement
CLIP	Consentement Libre, Informé et Préalable
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CO ₂	Dioxyde de carbone
COVID-19	Coronavirus 2019
CPO	Huile de palme brute
CSR	Corporate Social Responsibility
DART	Days Away from work, days of Restricted work activity or job Transfer
DBO	Demande Biochimique en Oxygène
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DDD	Département Développement Durable
DEG	Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft
DEPN	Direction de l'Écologie et de la Protection de la Nature
DIS	Déchets industriels spéciaux
DPV	Département des Plantations Villageoises
EF	Earthworm Foundation
EFA	École Familiale Agricole
EPI	Equipements de Protection Individuels
FAO	The Food and Agriculture Organization
FEFO	First Expired – First Out
FFB	Fresh Fruit Bunches
FIRCA	Fond Interprofessionnel pour le Conseil Agricole
FISDES	Fonds Ivoirien-Suisse de Développement Economique et Social
GES	Gaz à Effet de Serre
GGAP	GLOBAL G.A.P
GHG	Green House Gases
GPSNR	Global Platform for Sustainable Natural Rubber
GRI	Global Reporting Initiative
HSC	Haut Stock de Carbone
HSE	Hygiène Sécurité Environnement
HSST	Hygiène, Santé et Sécurité au Travail
HVC	Haute Valeur de Conservation
IECD	Institut Européen de Coopération et de Développement
IFC	Institut Français du Caoutchouc
IRSG	International Rubber Study Group



Abréviation	Sens
ISO	International Organization for Standardization
ISPO	Indonesian Sustainable Palm Oil
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
IUCN	International Union for Conservation of Nature
KVA	Kilovoltampère
kW/c	KiloWatt crête - Unité utilisée pour le solaire photovoltaïque
kWh	Kilowattheure
LUCA	Land Use Change Analysis - Analyse sur la conservation des sols
M€	Millions euros
MINESEC	Ministère de l'Enseignement Secondaire (Cameroun)
MSF	Médecins Sans Frontières
MW	Mégawatt
N/A	Non Applicable
N/R	Not Relevant
ODD	Objectifs de Développement Durable
OHCHR	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
P&C	Principes et Critères (pour RSPO)
P/C	Pièces
PME	Petites et Moyennes Entreprises
QHSE	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement
R&D	Recherche et développement
RaCP	Remediation and Compensation Procedure - Plan de réhabilitation et de compensation
RDC	République démocratique du Congo
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
RSPO	Table ronde pour l'huile de palme durable - Roundtable on Sustainable Palm Oil
SCB	Société Commerciale de Banque Cameroun
SCS	SCS (Global Services): Scientific Certification Systems
SFI	Société Financière Internationale
SGE	Système de Gestion Environnementale
SIDA	Syndrome d'ImmunoDéficience Acquis
SIG	Système d'Information Géographique
SPOTT	Sustainability Policy Transparency Toolkit
SSE	Santé, Sécurité et Environnement
SST	Santé et Sécurité au Travail
STA	Smallholder Technical Advisory Program
TIP	Tire Industry Project
TPE	Très Petites Entreprises
UNDRIP	United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples
UNFPA	United Nations Population Fund
VIH	Virus d'Immunodéficience Humaine
WBSCD	World Business Council for Sustainable Development
WWF	World Wide Fund for Nature



4 avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg
info@socfin.com
www.socfin.com

 www.linkedin.com/company/socfingroup/